

Marée noire et bérêts bleus

Pendant dix jours, un pétrolier accidenté que les navires les plus proches ont refusé d'accueillir a erré à cent kilomètres des rivages marocains en lâchant une pluie de sa cargaison. Sous des vents et des courants favorables ont été épargnés jusqu'à présent au royaume chérifien une catastrophe écologique et économique majeure.

Maintenant, ce sont les Espagnols des Canaries et les Portugais de Madère qui redoutent de voir déferler sur leur ligne d'horizon deux cent mille tonnes de pétrole non contenues dans une coque rouillée, fissurée par une explosion et mangée par un incendie. Faut-il finalement, comme l'a un moment suggéré M. Brice Lalonde, secrétaire d'Etat français à l'environnement, user du droit d'ingérence, bombarder ce brûlot potentiel et réduire sa cargaison en fumée ?

Faut-il au contraire, comme s'apprête à le faire l'organisation internationale Greenpeace, qui, cette fois, par un curieux retour des choses, vole au secours du pollueur, forcer l'entrée d'un port espagnol pour que le « Kharg » puisse s'y abriter pour être soulagé de son pétrole ? Ce serait autant de coups de force totalement contraires aux usages et au droit actuel de la mer.

Le « Kharg » n'est nullement une épave. Il a un propriétaire — une compagnie d'Etat iranienne — et, à défaut, un assureur. Il est resté et contrôlé par une société de services bien connue ayant passé contrat avec l'armateur. Elle ne lâchera pas le tanker, car elle veut être payée de ses services : 5 % de la cargaison et de la cargaison, soit plusieurs millions de dollars. Mais si la tempête ou une nouvelle explosion venait à casser le navire, ce serait alors, soyons-en sûrs, la demande générale devant les responsables.

Les Etats riverains ne sont pourtant pas totalement désarmés. Ils ont signé, en 1969 et en 1973, une convention sur les pollutions marines par hydrocarbures et produits chimiques. Aux termes de cet accord international, les Etats ont, en cas d'urgence, le droit d'intervenir sur le navire dangereux sans l'autorisation de laquelle et au-delà des 22 kilomètres des eaux territoriales. A une condition, toutefois : que leurs intérêts soient menacés par « un danger imminent et grave ». Ce n'est pas le cas. Autrement dit, le danger potentiel représenté par le « Kharg » échappe au contrôle des Etats les plus proches, et même à celui de la communauté mondiale.

On s'aperçoit donc aujourd'hui que les conventions laissent le patrimoine universel qu'est la haute mer sans protection. Il y a là un vide juridique, souligné par maints observateurs et qu'il faudra bien combler tôt ou tard. Mais comment ?

Même si une intervention préventive était autorisée demain par une nouvelle convention, il manquerait pour la mettre en œuvre une autorité maritime internationale ayant le pouvoir de mobiliser de puissants moyens aériens et maritimes. Ces gendarmes antipollution, ces « bérêts bleus » de la haute mer, n'existent encore que dans les imaginations, et l'expérience des « casques bleus » des Nations unies n'incite guère à l'optimisme. Reste qu'un vrai problème est posé, et qu'il est grand temps d'y apporter une solution.

Lire nos informations page 9

M 0147 - 106 D - 4.50 F

3790147004500 01060

Les mouvements nationalistes en Lituanie et en Azerbaïdjan

L'aggravation des tensions en URSS inquiète vivement M. Gorbatchev

M. Mikhaïl Gorbatchev, vivement préoccupé par l'aggravation des tensions en URSS, va se rendre du 10 au 12 janvier en Lituanie, la République baltique dont le Parti communiste a décidé de faire sécession du PCUS. Deux émissaires du Kremlin se sont par ailleurs rendus jeudi 4 en Azerbaïdjan, où la fièvre se déplacerait de la fron-

tière avec l'Iran vers la capitale, Bakou. Lors d'importants plénums, le comité central doit examiner, au retour à Moscou du numéro un soviétique, le problème lituanien et préparer le congrès du parti à l'automne. Ce calendrier a conduit M. Gorbatchev à annuler ses rencontres de janvier avec des responsables étrangers.



MOSCOU

de notre correspondant

Le porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères, M. Gennadi Gerasimov, a confirmé, vendredi 5 janvier, que M. Mikhaïl Gorbatchev avait ajourné sa rencontre avec le leader travailliste britannique, M. Neil Kinnock, prévue le 16 janvier en raison d'un calendrier très serré.

« Les événements politiques en Union soviétique requièrent l'attention et la participation personnelle du président », avait précisé pour sa part l'ambassadeur soviétique à Londres, M. Leonid Zaminine, en s'excusant auprès de M. Kinnock. Il n'en a pas fallu plus à la Bourse de Tokyo pour connaître un vif accès de faiblesse dès la nouvelle connue.

(Insérim)

Lire la suite page 5

Le poids du mark sur les monnaies européennes

L'évolution économique de chacun des Douze accroît les tensions au sein du SME - La lire italienne est en première ligne

S'orientent-ils vers une dévaluation de la lire italienne vis-à-vis du deutschemark et plus généralement vers un réajustement des parités entre les monnaies du système monétaire européen ? La question se pose à nouveau en cette fin de semaine sur les marchés des changes. Une réunion du Comité monétaire (les gouverneurs des banques centrales et les directeurs du Trésor des Douze) pourrait avoir lieu. Il n'est pas sûr qu'elle débouche dans l'immédiat sur une décision. Il n'en reste pas moins que la question est posée.

Depuis trois ans (le dernier réajustement date du 12 janvier 1987), les parités entre les neuf monnaies du SME n'ont pas été modifiées. C'est peu de dire, que, au cours de cette période, beaucoup de choses ont changé tant à l'intérieur de la Communauté que

dans l'économie mondiale. La croissance s'est accélérée un peu partout. Les déséquilibres restent cependant très importants entre les pays (inflation, paiements extérieurs) et — surtout — les crises successives sont plus ou moins équilibrées selon les nations.

La RFA, qui apparaît incontestablement comme le bon élève, est le pays qui connaît la situation la plus favorable : croissance forte, inflation maîtrisée, excédents commerciaux gigantesques et maintenant perspectives nouvelles avec l'ouverture à l'Est. A l'opposé, certains pays — le Royaume-Uni, l'Italie et l'Espagne en particulier — connaissent des situations de surchauffe et de profonds déséquilibres. Ces divergences devront un jour ou l'autre se traduire dans les parités entre monnaies.

Reflet d'une économie puissante, le mark est fort. Le SME doit-il empêcher celui-ci de progresser, notamment vis-à-vis du dollar ? En fait, soucieuse d'empêcher l'inflation de se développer en RFA, la Bundesbank préconise, depuis plusieurs semaines, une réévaluation du deutschemark vis-à-vis des monnaies faibles du SME, essentiellement la lire italienne, qui pourrait glisser de 5 à 6 points. Une telle opération apparaît désormais possible. Il reste à savoir comment les autres monnaies du SME se situeraient dans une telle perspective ?

La question concerne en particulier la France. Le franc bénéficie de la bonne santé de l'économie française, avec une croissance forte et une inflation relativement modérée. L'écart d'inflation et d'évolution des coûts entre Paris et Bonn

est très faible. Mais le déficit commercial français traduit certaines faiblesses. En 1989, le franc s'est fortement apprécié vis-à-vis de nombreuses monnaies, notamment par rapport au dollar et au yen. Pour suivre la progression du mark, les autorités monétaires ont dû procéder à plusieurs reprises à des hausses de taux d'intérêt. « Le franc se tient bien, et il gardera sa parité avec le mark », a déclaré le ministre de l'économie, M. Bérégovoy, le 5 janvier sur Antenne 2. Depuis un an, le ministre s'en tient à ce credo. Si le mark devait être réévalué, le franc suivrait.

E. L.

Lire page 21 les articles de SOPHIE GHERARDI, FRANÇOIS RENARD et ALAIN VERNEHOLLES

L'Europe, forteresse de sable

Face à la stratégie des Japonais, le président de Peugeot SA propose une contre-offensive sans états d'âme

par Jacques Calvet

Le monde développé apparaît, actuellement, partagé en trois zones économiques distinctes : deux sont des forteresses sans états d'âme, le monde nord-américain et le monde japonais ; la troisième, l'Europe, envahie par de bons sentiments, un peu naïfs, ne songe pas à rattraper son retard dans la mise en place d'une entité économique aussi solide que celles d'Amérique du Nord et du Japon. Une telle entité impliquerait la réunion de trois éléments auprès desquels l'abolition des frontières internes ou les querelles institutionnelles deviennent secondaires : un budget unique, une monnaie unique et une politique commerciale extérieure commune. Or le premier est dans les limbes, le second a été renvoyé, à tout le moins, à la fin de l'année pro-

chaine ; quant au troisième, il a été tout simplement « oublié », en 1985, par les rédacteurs de l'Acte unique.

Cette situation est révélatrice des ambiguïtés, voire des dangers de la construction européenne : peut-on ouvrir l'Europe avant même de l'avoir construite ? C'est l'étrange obsession de la Commission des Communautés européennes, qui vient de proposer au conseil une ouverture progressive du marché automobile européen aux produits japonais. La raison ? Aucune, sinon la soumission à la doctrine libre-échangiste, arme traditionnelle des économistes dominants à marché protégé, et qui, en dehors de cas de figure relativement rares dans l'histoire, n'a jamais existé que dans l'imagination des professeurs d'économie politique du dix-

neuvième siècle. Ceux-ci lui attribuaient trois vertus : il s'agissait d'un aiguillon indispensable au progrès économique ; le consommateur y trouverait un bénéfice maximal ; dans le cas d'implantations d'usines étrangères, celles-ci créeraient des emplois européens.

Lire la suite page 2
► Jacques Calvet est PDG du groupe PSA.

SANS VISA

Retour en Guadeloupe

Solo d'hiver, vacances et solidarité, trois mois après le passage de Hugo

• Escapes • La table • Jeux pages 13 à 16

Cartier

13, RUE DE LA PAIX, PARIS 42.61.58.56

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 5 dir ; Tunisie, 600 m ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch ; Belgique, 30 fr ; Canada, 1,96 \$; Danemark, 7,20 F ; Côte d'Ivoire, 425 F CFA ; Espagne, 160 pes ; Grèce, 80 p ; Italie, 180 li ; Irlande, 90 p ; Israël, 1 800 L ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f ; Norvège, 12 kr ; Pays-Bas, 2,28 fl ; Portugal, 140 esc ; Sénégal, 335 F CFA ; Suisse, 12,50 fr ; Thaïlande, 1,50 \$; USA (NY), 1,50 \$; USA (other), 2 \$.

DÉBATS

Industrie

L'Europe, forteresse de sable

Suite de la première page

Cette thèse, reprise par la Commission, méconnaît la réalité très concurrentielle, même si elle est limitée aux constructeurs européens de notre marché automobile; en outre, ce libre-échange, souhaité ou subi, aurait l'inconvénient de tuer le patient si on l'appliquait aux relations avec le Japon en matière automobile.

Aux États-Unis, un certain nombre de bons esprits (1) ont déjà donné l'alerte. Les Européens, pour la plupart, n'ont pas encore bien conscience de la réalité de la situation et de la philosophie japonaise: les Japonais vivant dans une île et sans ressources naturelles pratiquent, en temps de paix, une « économie de guerre » destinée à leur assurer, à terme, la maîtrise de la transformation des matières premières.

Les Japonais, bien avant les autres, ont compris que le commerce international ressemblait à un combat de boxe où la règle est de donner des coups et de n'en point recevoir. S'ils peuvent pousser cette règle jusqu'à ses conséquences extrêmes, c'est qu'ils bénéficient de trois atouts maîtres:

— une main-d'œuvre compétente et acceptant de travailler 20 % au moins de plus que son homologue européen, sans grèves, pour des salaires voisins des nôtres chez les constructeurs automobiles, mais qui diminuent fortement au fur et à mesure que l'on descend la pyramide de la sous-traitance, et avec une protection sociale qui n'a que de lointains rapports avec la nôtre; en pourcentage du salaire brut, les charges pour l'entreprise sont, en France, le triple de ce qu'elles sont au Japon;

— une organisation de la distribution, dans la quasi-totalité des cas, contrôlée par les producteurs, et tout entière tournée vers l'exportation; cela implique, sur le marché japonais, l'acceptation de prix à la consommation parmi les plus élevés du monde, comme une absence d'investissements publics dans tous les domaines qui touchent au bien-être individuel. Conséquence: en pourcentage du PNB, les prélèvements publics et sociaux ne dépassent pas 30 % au Japon, contre 45 % en France; l'ensemble des forces du pays est, en revanche, ligé pour conquérir des marchés extérieurs; ces efforts sont, concentrés exclusivement sur les secteurs les plus rentables; c'est ainsi que le poste « machines et matériels de transport » représente 65 % des exportations; l'automobile y figure, à elle seule, pour 25 %;

Une mentalité particulière

— le troisième est ce trait de la mentalité japonaise, si bien décrit par Christian Sautter dans son ouvrage *Les dents du géant*, qui fait qu'un Japonais n'achètera jamais un produit étranger si un produit japonais équivalent est disponible; cette rare vertu s'inscrit dans un système, économique et social, aussi étanche qu'invisible, qui protège le pays mieux que toutes les barrières tarifaires ou techniques.

Le Japon se targue de les avoir détruites dans le domaine de l'automobile, car, rappelle-t-on, aucune voiture étrangère n'aurait pu entrer au Japon il y a trente ans.

Mais que faire, pour un industriel européen, sans alliance avec un homologue japonais, dans un pays où le mètre carré de terrain ne à Tokyo vaut couramment 100 000 francs, où la totalité de l'espace publicitaire annuel est achetée à l'avance par quelques sociétés japonaises, où l'idée d'acheter une société ou de construire une usine serait reçue avec un sourire aimable, pour ne citer que quelques exemples des difficultés que l'on peut rencontrer?

Le résultat est, dans le domaine de l'automobile, particulièrement clair: en 1988, la CEE a importé 1 212 000 voitures japonaises; dans le même temps, le Japon a importé 111 500 voitures européennes, dont les deux tiers dans le haut de gamme, segment dans lequel l'industrie japonaise était encore, il y a peu, absente; en d'autres termes, à produit équivalent, le rapport était de 1 à 30.

Présenté autrement, on peut dire que le Japon, pays libéral, importe du monde entier moins de véhicules de bas et de milieu de gamme qu'il n'en exporte vers la seule France, pourtant « protégée » par son quota limitant à 3 % les importations de voitures japonaises.

Mathématiquement condamné

Un danger plus insidieux et aussi grave est apparu avec la crainte des Japonais que les Européens ne réalisent enfin l'équilibre du déséquilibre, et ne ferment leurs marchés jusqu'à une ouverture réciproque et réelle du marché japonais. Pour contourner l'obstacle, les Japonais se mettent à installer des usines de montage en Europe, profitant des lacunes du traité de Rome, qui n'a rien prévu en matière de contrôle des investissements et ne permet ni surveillance efficace des aides, notamment locales, ni politique européenne d'aménagement du territoire; ils profitent aussi de l'attitude peu européenne de la Grande-Bretagne, qui n'a pas hésité à vendre son territoire — et le ticket d'accès à l'Europe qu'il implique — pour se reconstruire une industrie automobile en prêt-à-porter.

La conséquence en sera claire, car la bonne santé, depuis quatre ans, du marché européen, ne doit pas nous leurrer: ce marché n'est pas indéfiniment extensible, sa croissance normale n'est que de l'ordre de 1 % par an; c'est dire que la vente d'un véhicule japonais ne pourra se faire qu'au détriment d'un véhicule européen. Si 1 500 000 véhicules japonais sont produits en Europe dans la décennie à venir, ce qui est probable en fonction des investissements d'ores et déjà annoncés, cela impliquera « mathématiquement » la disparition d'un des six grands constructeurs européens (Fiat, Volkswagen, PSA, Ford Europe, Opel-Vauxhall ou Renault).

Au moins l'Europe bénéficiera-t-elle des avantages invoqués par les thuriféraires du désarmement à l'égard du Japon? Pour répondre, il suffit de regarder ce qui se passe sous nos yeux aux États-Unis:

— L'argument technologique: les investissements japonais représentent, dit-on, un transfert de technologie en provenance du Japon et au profit des pays d'accueil. L'industrie européenne n'en a pas besoin, car elle a mis les bouchées doubles, et Sochaux et Rennes se comptent sur ses meilleures usines japonaises. Une étude du MIT, *Learning from Numbi*, a montré au demeurant que c'est, paradoxalement, Toyota qui a le plus appris d'une joint-venture avec GM en Californie;

— L'argument consumériste: il est exact que les Japonais peuvent baisser leurs prix de 30 % et plus, en cas de besoin, au moment d'attaquer un marché; les précédents de la hi-fi, de la photo ou de la moto montrent, en revanche, qu'ils ne se privent pas, comme ils le font sur leur marché intérieur, de remonter très fortement leurs prix une fois qu'ils ont écrasé leurs concurrents et conquis le marché. L'arrivée des Japonais ne profiterait au consommateur qu'à court terme;

— L'argument emploi, le plus galvaudé, est aussi le plus dangereux: si vous construisez une usine et embauchez exclusivement une main-d'œuvre jeune et qualifiée avec une sélection impitoyable, vous économiserez, par rapport à une usine existante, un emploi sur deux: la perte d'emploi en Europe sera dans les mêmes proportions. Ajoutons que les Japonais ne sont pas des philanthropes: s'ils implantent des usines, c'est dans le souci de bénéficier au maximum des avantages de coûts dont ils disposent au Japon; ils n'intégreront sur place que ce qui est strictement nécessaire, continuant à importer le reste du Japon. L'industrie européenne des composants ne retrouverait pas alors la charge de travail perdue chez les constructeurs européens.

Une étude du General Accounting Office pour le Congrès américain a montré que l'arrivée des usines japonaises implique une perte nette pour l'industrie automobile américaine de 360 000 emplois en cinq ans (1985 à 1990). On est loin du propos parfois entendu: « Mieux vaut des Japonais que des chômeurs ».

Quelle riposte?

L'historien Arnold Toynbee voyait le progrès des sociétés dans leur capacité de riposte à des défis extérieurs; devant le défi japonais, quelle est la riposte de l'industrie européenne?

Le groupe PSA n'est pas resté les bras croisés. Ses objectifs sont les suivants: accroître ses capacités de production pour atteindre 2 600 000 véhicules en 1991-1992 contre 2 300 000 actuellement en abaissant son point mort à 1 000 000; moderniser son outil industriel et en développer la flexibilité; améliorer en permanence la productivité par une responsabilité accrue de chaque membre du personnel dans la qualité de la production, comme par une politique de flux tendus et une informatisation industrielle poussée, en particulier par le développement de la robotique (le parc des robots programmables a quasiment doublé en trois ans et atteindra 1 500 unités à la fin de 1989); poursuivre les gains de productivité actuellement à plus de 9 % par an, menant à 50 % d'amélioration de 1984 à 1988, en les augmentant encore de 50 % entre 1989 et 1993; atteindre, enfin, le meilleur degré de qualité, en particulier par la formation du personnel, à laquelle sont consacrés plus de 4 % de la masse salariale, et par son engagement convaincu.

Tout cela représente un effort d'investissement corporel de 13 milliards de francs en 1989, soit 8,7 % du chiffre d'affaires de PSA, pourcentage le plus élevé de tous les constructeurs mondiaux; pour les cinq années à venir, l'effort devrait être proche de 10 %.

Peugeot et Citroën tentent, parallèlement, de pénétrer le marché japonais. Les ventes du groupe ont augmenté de 71 % en 1989, soit le double de la moyenne des importés, mais ce résultat doit être relativisé car ne représentant au total que huit mille véhicules.

Construire la maison

S'il est possible d'ouvrir réellement le marché japonais à des voitures de grande série, c'est-à-dire dans un secteur où il existe déjà des produits concurrents japonais, Peugeot et Citroën y mettent le prix: l'on verra bien si cela est possible!

Mais il ne faut pas fermer les yeux devant la réalité dangereuse de la situation présente: l'industrie européenne porte le poids du passé, du contrôle des prix aux prélèvements publics et sociaux excessifs. Un seul exemple, la structure financière de nos entreprises reste fragile: le groupe Peugeot sort à peine de l'endettement alors que Toyota pourrait, sans emprunter, acheter PSA et Volkswagen, avec les 80 milliards de cash dont il dispose.

L'industrie automobile américaine, qui, pour fixer les idées, produit trois fois plus de véhicules que l'industrie française et réalise un chiffre d'affaires près de quatre fois supérieur au nôtre, est actuellement menacée gravement par l'invasion japonaise; il est prévu pour le quatrième trimestre 1989 une chute de production de 16 % pour les trois grands (GM, Ford et Chrysler) alors que les Japonais installés aux États-Unis et au Canada connaissent une augmentation de leur production de 42 %. Voulons-nous que les Japonais fassent subir à l'Europe le même traitement que celui subi actuellement par les États-Unis?

La Commission vient de transmettre au conseil des propositions d'ouverture de négociations avec le Japon. Sans entrer dans le détail, je me bornerai à faire à leur propos quatre remarques, que je crois de bon sens:

1. Au nom de quoi ouvrir le marché européen à des industriels japonais dont le marché intérieur reste obstinément clos? Au nom de quoi mettre à mal l'industrie européenne pour créer des emplois au Japon?

2. Quelle étrange diplomatie que d'étaler par avance sur la place publique les ultimes concessions qui pourraient être faites, et ceci avant même qu'elles n'aient été approuvées par le conseil...

3. Pourquoi se précipiter, alors que l'évolution — si favorable en termes de liberté — des pays de l'Est européen ne peut que changer les données de la construction de la CEE, si, comme je l'espère personnellement, celle-ci peut se poursuivre?

4. Comment aborder la négociation avec les seuls Japonais du Japon, alors que les États-Unis et le Canada comprennent désormais nombre de constructeurs japonais plus ou moins déguisés en constructeurs américains?

Les constructeurs européens réunis au sein du Comité des constructeurs du Marché commun (CCMC) ont une vue plus raisonnable. Leurs thèses, telles que je les comprends, reviennent à demander à la Commission de Bruxelles de tenir fermement sur les trois positions suivantes:

1. Fixer un quota global d'immatriculations de voitures japonaises dans la CEE, couvrant aussi bien les importations d'où qu'elles viennent que les voitures fabriquées en Europe. Ainsi les Japonais auraient-ils à choisir entre des importations ou des fabrications en Europe; c'est le seul moyen d'empêcher la mise en place irréversible de surcapacités en Europe.

2. Maintenir ce quota, comme chacun des quotas nationaux, au niveau actuel de la

pénétration japonaise pour une période de dix ans au moins, et ensuite, aussi longtemps que le marché japonais ne sera pas ouvert à due concurrence aux voitures européennes.

3. Exiger que les voitures japonaises fabriquées en Europe aient un contenu local européen de 80 %, afin que les Japonais n'implantent pas, comme aux États-Unis, des usines « tour-nevis ». Ainsi serait défendue l'industrie européenne des composants et l'emploi européen.

L'industrie automobile est à l'image de l'Europe, elle a besoin de temps pour s'affirmer et il serait absurde, dans un cas comme dans l'autre, d'ouvrir la porte avant d'avoir construit la maison.

Rappelons cette vérité simple: sept voitures japonaises importées, c'est un emploi détruit en Europe; un emploi

japonais créé en Europe, c'est deux emplois européens détruits: l'ouverture des frontières européennes, c'est 140 000 emplois européens perdus. Le reste n'est que littérature.

Il ne faut pas avoir d'état d'âme: nous sommes forts, nous sommes la concurrence et nous la pratiquons tous les jours. Mais il serait suicidaire de l'étendre à des industriels qui ne l'appliquent pas en raison de leur propre culture; il faut leur refuser au nom de leurs principes ce qu'ils nous demandent au nom des nôtres.

JACQUES CALVET

(1) James Fallows dans son article de *The Atlantic Review* « Contain the Japan »; Karel van Wolferen dans « L'Enigme du pouvoir japonais » et Chalmers Johnson dans « Le MITT et le miracle japonais ».

Socialisme

Alternative italienne

par Federico Argenti

L y a deux points de départ possibles pour examiner la décision des dirigeants du Parti communiste italien de constituer une « phase constitutive » qui aboutisse à la formation d'une nouvelle force politique de la gauche, avec un nom et un symbole nouveaux. Le premier est que les événements de cet inoubliable 1989 nous montrent que, du moins en Europe, le rôle du communisme révisionniste et réformateur s'épuise au fur et à mesure que son adversaire historique, le communisme stalinien-brejnevien, s'effondre; le deuxième est que l'Italie risque bientôt de devenir le seul pays du monde à démocratie parlementaire à ne pas avoir connu d'alternative de gouvernement depuis la fin de la seconde guerre mondiale.

Mikhaïl Gorbatchev affirme que le socialisme survivra à la crise, et que grâce à la perestroïka il restera sur une base complètement différente, ayant au centre de sa conception l'homme et la démocratie. Nul ne doute, en effet, que le moment est proche où Lémine sera définitivement remis aux livres d'Histoire, et que se réclamer de lui, de la part du groupe dirigeant soviétique actuel, relève bien plus de la tactique que de la stratégie.

Le triomphe de la démocratie

Les PC au pouvoir en Hongrie, Tchécoslovaquie et RDA, après avoir bon gré mal gré restitué la souveraineté aux peuples respectifs, ont effectué une refondation plus ou moins radicale. Ceux de Bulgarie et de Pologne prendront la relève. Quant à la Roumanie, le PC a été très probablement enterré avec les Ceausescu.

Est-ce donc l'échec du socialisme, la fin du communisme? C'est plutôt le triomphe de la démocratie comme valeur toujours plus universelle, et l'épuisement du rôle historique du communisme, dont l'expérience ne peut quand même pas être réduite exclusivement aux crimes monstrueux commis en son nom.

Cela est d'autant plus vrai si on examine l'expérience italienne. Au cours des soixante-neuf ans de son existence, le PCI s'est battu vigoureusement contre le fascisme et le

colonialisme, pour la paix et l'indépendance des peuples; il a contribué de façon décisive à la fondation et à la défense de la démocratie italienne, à la modernisation du pays et de sa culture politique, ainsi qu'à l'affirmation et à la défense des droits des travailleurs. A partir des années 60, d'abord timidement, puis avec toujours plus de conviction, il a lutté contre toute oppression et « souveraineté limitée » à l'Est.

C'est donc un parti qui, malgré les erreurs et les retards parfois graves, peut présenter un curriculum différent de celui du soi-disant « socialisme réel ».

Ce n'est donc pas sous le poids de l'échec du totalitarisme de l'Est que le PCI change, mais en vertu de la situation complètement nouvelle que cet échec fait naître en Europe. Jamais comme aujourd'hui le socialisme démocratique n'a connu de telles chances sur notre continent, et ne pas saisir cette occasion serait commettre une erreur historique. Il ne s'agit pas de quitter les habits du communisme révisionniste et réformateur pour prendre ceux d'une « social-démocratie fade », comme l'affirmait l'éditorial du *Monde* le 17 novembre, mais d'être une force qui se situe désormais à plein titre et sans aucune réserve dans le courant du socialisme européen.

Quant au cadre politique italien, le projet de transformation a déjà provoqué un grand débat à l'intérieur comme à l'extérieur du parti, qui vraisemblablement accompagnera toute la « phase constitutive ». Le fait qu'une force communiste majoritaire dans la gauche empêchait une alternative de gouvernement est sur le point de disparaître et les conséquences seront de taille: cet *aggiornamento* définitif obligera toutes les forces politiques du pays — en commençant par le Parti socialiste de Bettino Craxi — à assumer leurs propres responsabilités et à renoncer aux alibis.

Et il permettra finalement de travailler concrètement pour une alternative de gouvernement dont l'Italie, comme d'ailleurs toutes les démocraties de ce monde, a un sacré besoin.

Federico Argenti est chercheur au Centre d'études de politique internationale à Rome.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Gérant: André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs: Hubert Beauvillier-Méry (1944-1969),
Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Rédacteur en chef: Daniel Vernet
Corédacteur en chef: Claude Salas
Administrateur général: Bernard Woutte

7 RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél.: (1) 42-47-97-27

Tél. MONDIPAR 650572 F; Télécopieur: (1) 45-23-08-81

Jean Planchais
Un homme
du
Monde

«Ce qui me
nègre pour me
part, quand je
lis ce livre
charmant...
c'est que
Planchais n'a
jamais été
critique
littéraire»
Bernard Frank,
Le Nouvel
Observateur
«Un style ou la
vacherie sait
être élégante
mais ou la
pensée, quand
elle est dure,
ne se masque
pas derrière
de vaines
prudences...»
Bruno Frappat,
Le Monde

Calmann-Lévy

Un vol. 240 pages, 98 F

EUROPE

ROUMANIE : la mise en place du nouveau pouvoir

Le chaotique apprentissage de la démocratie

Les principaux partis d'opposition apparus en Roumanie ont accusé, jeudi 4 janvier, le nouveau pouvoir d'exercer un monopole sur l'activité politique. Des étudiants ont mis à profit la toute nouvelle réglementation autorisant les rassemblements pour manifester à Sibiu et à Cluj contre ce monopole.

BUCAREST

de notre envoyé spécial

Des centaines de protestations placardées dans les rues de Bucarest, des étudiants mécontents qui manifestent sur les places publiques empiétées, des partis politiques embryonnaires qui dénoncent dans des communiqués vengueurs « la mainmise du nouveau pouvoir sur tous les moyens d'action civile », y compris la presse, des journalistes frustrés par leurs directeurs, trop vieux ou trop compromis et qui appellent à l'aide, justement, pour créer de nouvelles garanties libres, des médecins qui s'opposent résolument à

leur ministre et qui le font reculer, un climat général de polémiques, de vieilles rancunes et de nouvelles controverses... Tout cela peut paraître précaire, confus, chaotique, incohérent et même, par certains aspects, inquiétant. Mais la démocratie balbutiante donne rarement l'apparence de l'ordre. Et après quarante années de silence, brisé par une révolution toute fraîche, c'est bien à l'instinct démocratique que les Roumains semblent brusquement s'éveiller.

« Les étudiants contestent ? C'est parfait », se félicitait, jeudi, devant la presse étrangère, M. Silviu Brucan, membre du bureau exécutif du CFSN et président de la commission de politique étrangère. « Plus il y aura de manifestations, mieux ce sera ». Les mots ont probablement dépassé la pensée, mais l'idée démocratique est là. Oh ! bien sûr, l'organe révolutionnaire auquel l'orateur appartenait paraît encore étonnamment calqué sur les anciennes structures soviétiques. Lui-même, avec son visage lourd et carré, son costume trop serré et ses mots trop raides, rappelle fâcheusement qu'avant

d'être un « héros » patenté de la révolution, il fut un membre éminent de la vieille nomenclature communiste.

Aide massive de Moscou

Ainsi, quand il affirme avec conviction et dans le même élan que « Le CFSN ne sera jamais un parti politique », que lui et ses amis « laissent la notion même de parti », mais qu'ils s'efforcent d'offrir prochainement une « aide massive de Moscou », avec leurs « propres candidats », l'assistance pousse un soupir ironique. Quand il refuse tout net de répondre à la question « idiosyncrasie » de savoir comment le CFSN peut prétendre à la fois s'ériger comme juge et partie lors de la prochaine consultation, quand il annonce « l'épuration des membres de la Securitate dans les services diplomatiques à l'étranger », ou, quand l'idéologue du CFSN se conduit ainsi, un soupçon de stalinisme passe dans la salle.

Mais lorsque le même homme déclare sans ambiguë, à propos des dangereuses revendications réunifi-

catrices des Moldaves soviétiques (le Monde du 3 janvier) : « Pour nous, c'est clair, le problème ne se pose pas », c'est le vieux roulier de la diplomatie internationale, préparant « l'importante visite » à Bucarest de M. Chavardas, qui se révèle. « Nous attendons, ajoute-t-il, une aide massive de Moscou, notamment en énergie, de manière à permettre à la population de passer l'hiver au chaud ». L'URSS mise au pied du mur.

M. Silviu Brucan peut être contesté, et il l'est. Mais à l'instar de quelques autres dirigeants actuellement en place et jadis piliers du régime communiste, c'est un professionnel. A tort ou à raison, un certain nombre d'intellectuels pensent que, le moment venu, tous ces gens élevés dans le sérail de Ceausescu avant d'en être expulsés, s'en iront gaiement. Optimistes raisonnés, beaucoup jugent que les mesures de démocratisation qui sont prises sont, quoi qu'il arrive, irréversibles. « En attendant, disent-ils, le pays a besoin d'eux. C'est important de passer l'hiver au chaud, vous savez ».

Jeudi soir à la télévision, un général en grand uniforme a occupé

l'écran pendant dix minutes. Pour le visiteur occidental, l'image peut paraître étonnante. Mais qu'a-t-il annoncé ? Une amnistie quasi générale « pour tous les condamnés politiques depuis 1947 et pour tous les droits communs qui purgent ou qui devraient purger une peine de moins de trois ans, sauf les récidivistes ».

Le moral de la population

Dans l'après-midi du même jour, et pour la première fois depuis les événements, le CFSN au grand complet s'est réuni avec les nouveaux dirigeants qui portent son étiquette et qui contrôlent les quarante départements de la Roumanie. Le jeune premier ministre, M. Petre Roman, a annoncé un plan d'importations d'urgence de produits de première nécessité, d'un montant de 125 millions de dollars, plus 155 millions de roubles (produits énergétiques non compris). « Ce n'est pas assez », ont crié certains. « C'est déjà énorme et nous sommes au-dessus de nos moyens », a rétorqué le chef du gouvernement. « Il faut être raisonnables. Cela représente trois fois et demi de

plus que l'ancien plan. » Comment avez-vous encore osé réviser à l'ancien régime ou même à ses chiffres ? », s'est emporté Mircea Dinescu, le célèbre poète dissident qui fut le premier à annoncer la chute du tyran le 22 décembre à la télévision.

« Le plus important en ce moment, c'est la moral de la population et il n'est pas très haut. Beaucoup sont déçus, beaucoup se sentent rejetés, il faut faire plus », insiste M. Dinescu. Puis, le vice-premier ministre, M. Maslu, a pris la parole et a prononcé les grands principes qui régiront la nouvelle Constitution présentée au pays. En résumé : pas d'idéologie, séparation nette du législatif, de l'exécutif et du judiciaire, séparation des activités de l'Etat et des partis, inclusion dans le préambule d'une déclaration des droits de l'homme.

S'il y a des ratés au démarrage, c'est peut-être, comme disait, jeudi, Mircea Dinescu, que « pendant quarante ans, nous n'avons pas fait de politique et qu'aujourd'hui nous voici tous, brusquement, devenus politiciens ».

PATRICE CLAUDE

Questions sur la genèse d'une révolution

Les nouvelles autorités de Bucarest assurent que le mouvement qui a renversé Nicolae Ceausescu était entièrement spontané. Il y a toutes raisons de croire que, depuis plusieurs mois, les politiques étaient à l'œuvre

La genèse de la révolution roumaine soulève bien des questions qui, pour la plupart, ne sont pas près de recevoir de réponses définitives, mais qui incitent d'ores et déjà à y voir tout autre chose que l'irrésistible et spontané mouvement populaire dans lequel allait sombrer une dictature de vingt-cinq ans.

Tout n'était pas prêt, loin de là, et il suffit de lire le compte rendu des échanges entre les héritiers du pouvoir, quelques minutes à peine après que Nicolae Ceausescu se soit envolé à bord de son hélicoptère, pour mesurer à quel point d'improvisation on en était le 22 décembre. Mais les politiques n'avaient visiblement pas attendu ce jour pour se mettre à l'œuvre.

Sans remonter à un passé lointain — la grève de 35 000 mineurs, notamment au mois d'août 1977 — sans doute peut-on dire qu'un commencement il y a eu Brasov. Nous sommes en novembre 1987. Dans cette grande ville industrielle, au seuil de l'hiver, le pouvoir a la maladresse de donner un tour de vis supplémentaire à une politique d'austérité dont il sait déjà à quel point elle est mal supportée. Non seulement il y aura moins de charbon pour se chauffer, mais seulement la pénurie alimentaire s'aggrave, mais, de surcroît, une baisse des salaires est annoncée. La coupe déborde. Les ouvriers protestent, la police tente de réagir, l'affrontement est inévitable. Il est sévère mais, pour ce que l'on en sait de l'extérieur, relativement peu meurtrier, et c'est du côté des forces de l'ordre que l'on apprendra les premiers morts.

Là, si l'on peut dire, nous sommes essentiellement « entre Roumains ». Pas question de minorités nationales comme en Transylvanie ou en Moldavie. Le régime réagit d'ailleurs avec quelque vigueur contre ceux qu'il considère comme les véritables responsables des désordres : c'est à l'intérieur de son propre appareil qu'il sévit, même si, bien sûr, les manifestations ne sont pas épargnées.

Mais Brasov semble comme un signal d'alarme à l'intérieur d'une classe politique déjà sérieusement ébranlée par les « mouvements de personnel » du Conducator et qui, dans les mois qui suivent, sort d'une léthargie au moins apparente pour contester la direction du clan Ceausescu. Mais 1989 : six anciens dirigeants, et non des moindres, du parti communiste et de l'Etat roumain signent un document commun qui dresse un procès en règle de la politique du Conducator. Ils ne sont pas les seuls ni tout à fait les premiers. A titre individuel, l'ancien premier ministre, M. Ion Gheorghe Maurer, s'était déjà exprimé sur le même ton au début de 1988.

Mais ce qui attire l'attention, c'est le caractère collectif de la démarche et ce qu'elle suggère : comment un groupe de personnalités de premier plan, connues pour leurs opinions hétérodoxes — puisqu'elles ont été écartées du pouvoir — et ayant droit à ce titre à toutes les attentions de la Securitate, ont-elles pu se concerter,

rédiger un texte commun qui condamne le régime — même s'il appelle au dialogue plutôt qu'à la révolution — et parvenir même à faire connaître ce manifeste à l'étranger ? La seule hypothèse avancée à l'époque est que des complicités à l'intérieur même de la Securitate ont permis l'opération — même si, curieusement, l'un des signataires, M. Gheorghe Apostol, ancien numéro deux du parti, est aujourd'hui accusé d'avoir trahi le groupe et d'être à l'origine des sanctions — modérées car on ne fusille personne — qui frappent les membres du groupe, dont l'identité s'étale au demeurant dans la presse internationale et dont quelques-uns figurent aujourd'hui dans l'équipe dirigeante en formation à Bucarest.

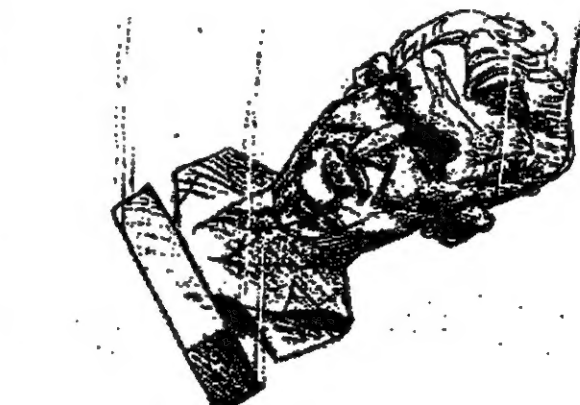
« Éviter un bain de sang »

Un coup d'épée dans l'eau ? Pas tout à fait, car nous sommes déjà dans la période préparatoire du quatorzième congrès du parti communiste roumain et que l'exemple des « six » va être suivi, en octobre, par un nombre indéterminé de membres du parti (anonymes jusqu'à ces derniers jours en tout cas) qui, regroupés dans un Front de salut national — dont on allait entendre parler en décembre — reprennent à leur compte les mêmes critiques mais inversent, eux, et plus ni moins les communistes roumains à « libérer de ses fonctions » Nicolae Ceausescu. Réflexion prémonitrice : « C'est peut-être la dernière occasion, écrivent les auteurs, d'éviter un conflit social majeur et un bain de sang auquel conduirait toujours le désespoir ».

Révolution involontaire ou non, on apprend maintenant (le Monde des 3 et 4 janvier) et de la bouche du nouveau ministre de la Défense, le bien nommé général Militaru, que le Front de salut national en question existait en fait depuis six mois — ce qui nous renvoie en gros au début de l'été. A partir de là, il devient difficile de douter qu'à l'intérieur même du régime une opposition clandestine — un complot ? — était en train de s'organiser contre le clan Ceausescu. En fait-il averti ? Il se borna plus tard à parler, le 20 décembre au soir, de « ceux qui (...) vendent leur pays pour une poignée de dollars ».

Coincidence ? C'est à ce moment, le 20 octobre, un mois tout juste avant l'ouverture du congrès du PCR, que s'enferme dans son égérie, à Timisoara, le pasteur Laslo Tokes, pour protester contre les persécutions dont il est victime et les mesures d'assimilation forcée imposées à la minorité hongroise qui l'entoure dans cette paroisse de Transylvanie. Or c'est la tentative par la police, dans la nuit du vendredi 15 au samedi 16 décembre, de déporter le pasteur Tokes vers une autre région de Roumanie qui lui mettra deux mois plus tard le feu aux poudres.

Côté roumain proprement dit, rien de très significatif ne se passe entre-temps, comme si la tempête attendait



PANCINO

son heure pour se lever ou si une partie des protagonistes n'étaient pas encore prêts pour l'action. Aucune voix discordante ne s'élève pendant le quatorzième congrès du PCR, où sont unanimement célébrés les mérites du Conducator, lequel ne fait que procéder, comme d'usage, à quelques « rotations » de cadres à des niveaux divers. Certes, à la veille de l'ouverture du congrès, un nouveau document émanant du même « Front de salut national », mais toujours aussi anonyme, avait réitéré ses critiques. Sans autre écho que dans les médias étrangers. Et le 24 novembre, le congrès s'achève, comme il se doit, par la réélection à l'unanimité de Nicolae Ceausescu, pour la sixième fois consécutive, à la tête du Parti.

L'armée tire à Timisoara...

Il va pourtant se passer moins de trois semaines entre ce moment de gloire et le début de la fin. Le samedi 16 décembre, les événements s'emballent sans préavis et sans d'illusions que les rôles sont déjà répartis — ou choisis ? — car c'est bel et bien l'armée, puissante alliée quelque jours plus tard des insurgés, qui ouvre le feu ce jour-là sur les manifestants de Timisoara venus, pourtant très pacifiquement, défendre leur pasteur, essentiellement armés de bougies. A ce stade, tout est encore, si l'on peut dire, dans l'ordre normal des choses puisque les fusils restent soumis à l'autorité politique — non sans qu'il est

vrai et si l'on croit une source hongroise — que Ceausescu reproche déjà aux militaires d'avoir en la circonstance « hésité et pris du retard ». Pas de quoi, pour autant, remettre la visée officielle qu'il entame à Timisoara le lundi 18.

Temps mort ou veille d'armes ? Au moment où le Conducator rentre à Bucarest, le mercredi 20 décembre, l'agitation n'a pas, que l'on sache, débordé la région de Timisoara, où les instructions sont à une répression sans pitié — dont la presse ne souffle au reste pratiquement mot. Nicolae Ceausescu est pourtant averti — au moins par sa femme Elena, qui n'a pas fait le voyage de Téhéran et avec laquelle, dit-on, il est resté en contact permanent — que l'heure approche où il va devoir jouer son va-tout. Ce qui, selon l'expression fréquente d'un diplomate français, signifie qu'il peut le perdre.

Le soir même de son retour, après consultation de ceux qui lui sont encore proches, il prononce à la radio et à la télévision un discours dans lequel il dénonce avec virulence « les groupes fascistes et nationalistes » qui seraient à l'origine des troubles de Timisoara et les forces qui cherchent à « dénigriser le pays ». Et ce membre d'évoquer une tentative de « coup d'Etat » ? Mais le lendemain jeudi, il convoque, place de la République, à Bucarest, un meeting de masse où il revient sur le même sujet.

Fait sans précédent en Roumanie — et qui marque véritablement le basculement vers l'insurrection — le discours du Conducator est salué par

des troupes qui obligent à interrompre sa retransmission pendant plusieurs minutes. Bref incident : la Securitate a vite fait de neutraliser les troubles. Nicolae Ceausescu, suivant les conseils de son épouse, tente une dernière fois de redresser la situation en promettant augmentations de salaires et autres avantages matériels. Trop tard ! En début d'après-midi, c'est l'insurrection à Bucarest : les étudiants, comme ailleurs, s'engagent au premier plan mais largement suivis maintenant par une foule croissante d'ouvriers. Il vaut sans doute d'être noté que c'est l'agence soviétique Tass qui, l'une des premières avec sa consœur yougoslave Tanjug, annonce que « les troupes automatiques crépitent tandis que la foule paniquée cherche refuge dans les immeubles ».

— puis rejoint les insurgés

Vendredi 22 à l'aube, c'est une bonne partie de la Roumanie qui est, en fait, en état d'insurrection. Mais c'est ce matin-là que tout se joue. En fin de matinée, la radio et la télévision annoncent le « suicide » du ministre de la Défense, le général Vasile Milea, accusé de « trahison ». C'est à partir de cet instant que les événements se précipitent et à une cadence qui donne l'impression que la partie est pratiquement jouée. 11 h 50 : l'état d'urgence est proclamé sur l'ensemble du territoire roumain mais de plus en plus de militaires sont vus aux côtés des manifestants : 13 heures : la télévision est aux mains des insurgés ; 15 h 30 : l'arrestation de Nicolae Ceausescu et de son épouse est annoncée (on en doute, mais tout indique que c'est à peu près à partir de cet instant que le dictateur et sa femme sont effectivement prisonniers des hommes qui vont les « juger », dans les conditions que l'on sait, le lundi 25 décembre, après soixante-douze heures de traque entre leurs gardiens et les derniers agents de la Securitate restés fidèles au Conducator).

Le retour à la normal a été radical. Mal équipé, peu entraîné au combat de rue, l'armée a, ce jour-là, un peu cassé. L'annonce du suicide du général Milea — on parlait très tôt d'extinction, car Ceausescu est encore au pouvoir pour quelques heures — a-t-elle joué un rôle déterminant dans le choix politique de ses cadres ? C'est l'une des questions auxquelles il n'existe pas encore de réponse certaine. Quel qu'il en soit, le fait est que c'est en cette fin de matinée du vendredi 22 que le rapport de forces s'est proprement retourné à l'avantage des insurgés.

Se joue, à partir de là, une partie confuse, dont témoigne assez clairement l'insurrection du 22 décembre au siège du comité central du PCR, dont chacun craint qu'il soit miné et sur le point d'exploser. En émerge un comité, qui hésite à se donner un nom et surtout à décider si des communistes, et lesquels, doivent trouver place en son sein. Après tout, chacun le répète, ce sont des membres du parti qui sont aux com-

mandes depuis vingt-cinq ans, et qui savent, pratiquement, comment faire fonctionner la machine. Des ordres, des consignes, sont très vite donnés pour que la majeure partie d'entre eux restent pour le moment à leur poste — même si, pour des raisons évidentes dans une situation révolutionnaire, il est fortement suggéré d'écrire dans le nouveau langage de trop parler de « socialisme », référence évidente au modèle rejeté, et encore moins de « parti », discrédité.

Quel a pu être le rôle dans toute cette affaire des Soviétiques ? Ils n'ont cessé, officiellement, de maintenir qu'il ne leur appartenait pas d'intervenir dans les affaires intérieures d'un de leurs alliés, pas plus en Roumanie qu'en Pologne, en Hongrie et en Tchécoslovaquie. Mais il y a une manière et manière. Au mois d'octobre 1988, M. Gorbatchev repart à Moscou Nicolae Ceausescu. Tout est dit en termes très diplomatiques, mais le message du Kremlin observe tout de même que « de profondes réformes sont actuellement en cours dans plusieurs pays socialistes, tandis que d'autres cherchent à résoudre leurs problèmes dans le cadre des structures et des méthodes déjà existantes ». A l'époque, M. Gorbatchev songe sans doute autant à la RDA qu'à la Roumanie. Les choses iront plus vite à Berlin Est qu'en Roumanie mais Moscou n'aura, en Allemagne de l'Est, qu'à accompagner un événement que la visite du secrétaire général du PCVS a en partie préparé lorsqu'il a préché la « patience » aux foules qui l'ont accueilli à Berlin.

Avec Bucarest, les choses sont un peu différentes. D'abord la Roumanie n'est de longue date défendue contre une infiltration de sa police politique par des agents soviétiques ; ensuite elle mène à l'intérieur du Comcon et du pacte de Varsovie une politique, qui lui est propre, d'« indépendance » (aucune force soviétique ne stationne sur son territoire) qui lui vaut d'ailleurs les faveurs prolongées des pays occidentaux, jusqu'à ce que ces derniers commencent à prendre au sérieux la perspective de M. Mikhail Gorbatchev. C'est précisément dans ces circonstances qu'à Genève ou ailleurs, dans les instances de l'ONU, on voit l'URSS se désolidariser plus ou moins ostensiblement du régime roumain, en mars dernier par exemple, quand le délégué soviétique s'abstient de prendre part à un vote sur les droits de l'homme où la Roumanie est mise en accusation.

Plus tard, des responsables soviétiques ont publiquement déclaré que la Roumanie « changerait elle aussi » (M. Vadim Zagladine, le 6 octobre à Paris). D'autres ont évoqué les incertitudes d'un régime militaire qui pourrait prendre la succession du régime Ceausescu. Sans doute est-ce la question la plus mystérieuse qui reste posée à ce jour. D'entrée de jeu, M. Gorbatchev n'a pas caché sa sympathie pour les nouvelles autorités de Bucarest. Mais quelle part les militaires soviétiques ont-ils pu prendre dans cette révolution, où un rôle décisif est finalement revenu à l'armée roumaine ?

ALAIN JACOB

AFRIQUE

Côte-d'Ivoire : Yamoussoukro, le rêve interrompu

Le village du président Houphouët-Boigny, avec sa basilique, sa mosquée et ses bâtiments modèles, deviendra-t-il la capitale du pays ?

YAMOOUSSOUKRO

de notre envoyé spécial

Le Livre d'or de la mairie s'ouvre par l'hommage de M. Valéry Giscard d'Estaing, qui, en 1978, saluait « le village de Yamoussoukro où souffle l'esprit de la Côte-d'Ivoire ». Quatre ans plus tard, M. François Mitterrand croyait encore en « la marche vers l'avenir » de cette localité promise au destin de capitale politique parce qu'y naquit M. Houphouët-Boigny.

Une bonne moitié des quelque 200 kilomètres séparant la Vallée du Volta de la capitale Abidjan se parcourt sur une superbe autoroute neuve conçue pour être l'axe d'un pays en plein boom. Au début des années 70, le chef de l'Etat ivoirien voyait l'endroit comme une métropole administrative et culturelle où 500 000 habitants devaient vivre dès 1985. A l'aube des années 90, la population effective est inférieure à 100 000, depuis l'humble gardien des troupeaux de chèvres paissant aux abords de la basilique Notre-Dame-de-la-Paix jusqu'au fonctionnaire privilégié officiant sur les moquettes d'un des palais climatisés.

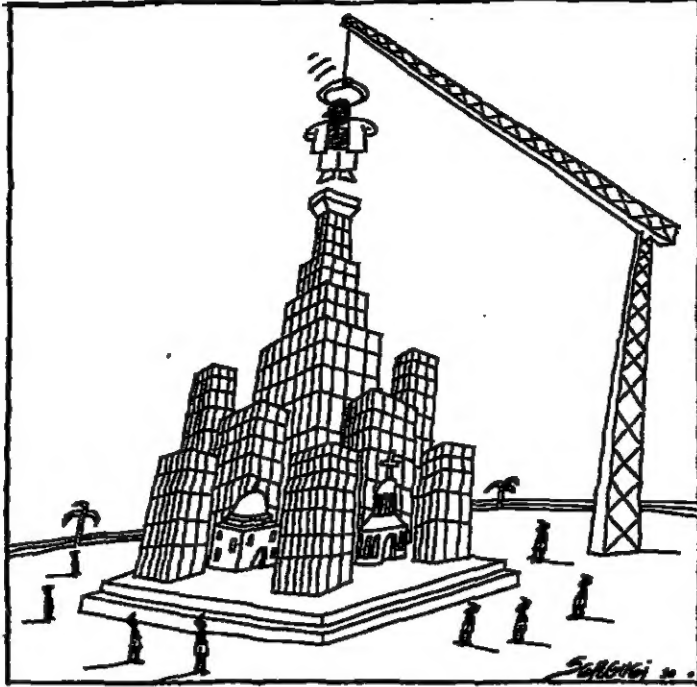
D'immenses avenues rectilignes ont été tracées sur un site qui devait accueillir ministères et ambassades. « Avec 10 378 points d'éclairage public, Yamoussoukro dépasse Abidjan, l'orgueilleuse métropole pour les habitants ne disposent, pour leurs déplacements nocturnes, que de 8 640 lampadaires », notait un guide, avant que la crise n'incite à rogner un peu sur les kilowatts. Ajustement structurel oblige, M. Houphouët-Boigny n'a jamais signé le décret d'application de la loi adoptée voici quelques années par le Parlement pour ériger Yamoussoukro en Brasilia ivoirienne.

Après une frénésie de construction, de 1977 à 1982, les crédits ont été coupés. Seul est resté ouvert, à partir de septembre 1986, le chantier de la basilique, achevée en trois ans. En attendant une hypothétique consécration par le pape, auquel elle a été offerte, quelques visiteurs tristes sur le volet sont admis dans la réplique africaine de Saint-Pierre de Rome. Les chiffres donnent encore plus le vertige que l'ascension de la coupole dans les ascenseurs dissimulés au cœur des colonnes creuses de style ionique : 800 000 mètres cubes de terrassement pour le péristyle, le parvis couvert et la basilique proprement dite, avec des bancs pour 7 000 fidèles et un déambulatoire pour 11 000 autres personnes ; une croix culmine à 149 mètres.

« Casser l'image du nègre de paillote »

Sur l'un des vitraux on reconnaît le Français responsable de la direction et du contrôle des grands travaux qui a veillé au respect des devis par un ensemble d'entreprises où Dumez a eu la part du lion. Parce que « Dieu n'a pas besoin de livres de comptes », M. Houphouët-Boigny n'a pas voulu nous dire combien lui a coûté la construction (le Monde du 28 décembre 1989). Certains avancent le chiffre de 1,5 milliard de francs.

Le résultat est-il à la hauteur de la dépense ? Quand l'orgue électronique capable de recréer numériquement le son exact de véritables tuyaux est actionné dans cet édifice à la sonorité incomparable, on oublie une surcharge de raffinements technologiques culminant avec un matras d'air frais de plusieurs mètres d'épaisseur pulsé à partir des bancs ; on ne voit plus certains accessoires clinquants — ces bûchers de lait et ces douze



confessionnaires de kotilé massif — et on devient sensible à une certaine harmonie des proportions et des jeux de lumière. De l'extérieur, devant le début de patine du béton architectonique choisi par l'architecte Pierre Falkoury, on se dit que l'ouvrage est digne de devenir un jour ce grand lieu de pèlerinage africain qu'a voulu créer M. Houphouët-Boigny au soir de sa vie.

La climatisation fonctionne jour et nuit, dit-on, dans la maison papale qui flanque la basilique, en attendant l'auguste visiteur apparemment embarrassé par le caduc. Faut-il se prêter à ce triomphalisme dans un pays dont seulement un

habitant sur dix est catholique et qui est surtout en proie à de graves difficultés sociales ? Il n'y a sans doute pas de réponse satisfaisante, tant cela dépend de la perspective adoptée.

« Récemment, nous dit M. Jean Kanan Bazany, ministre de la défense et maire de Yamoussoukro, j'ai reçu une équipe de journalistes américains, des nègres de la diaspora. Il y avait une fille qui s'étonnait des dépenses. Elle n'avait rien compris. Cette basilique, c'est pour casser l'image du « nègre de paillote ». Il faut réhabiliter le nègre à ses propres yeux. Tant qu'à faire quelque chose, autant bien le faire. »

Même pétrifié par la crise économique, Yamoussoukro ne peut être réduit à la basilique. Il y a la mosquée moderne, le bâtiment des œuvres présidentielles pour les pauvres, le lycée modèle ouvert aux meilleurs boursiers du pays, les écoles nationales supérieures de travaux publics, d'agriculture, d'enseignement technologique, véritables chefs-d'œuvre architecturaux où les Ivoiriens déplorent de ne pas voir affluer l'élite étudiante de l'Afrique à laquelle ils sont ouverts.

De cela, comme de la basilique, M. Houphouët-Boigny peut dire que c'est de l'argent mieux utilisé que pour l'achat de Mirage-2000 que personne n'aurait songé à lui reprocher. Mais quand on visite la Fondation qui porte son nom, immense palais doté d'un bureau à gadgets électroniques réservé à un directeur pas encore nommé, on ne peut s'empêcher de songer à la présentation qui serait faite d'un tel bâtiment, en principe consacré à la recherche africaine de l'UNESCO, si, après un coup d'Etat, des caméras y étaient proménées.

Naissance d'une nation

Avec son domaine présidentiel, sa maison d'hôte et ses quatre-vingts villas derrière un mur d'enceinte au pied duquel dominent les crocodiles, attraction des visiteurs, avec sa monumentale Maison du parti, Yamoussoukro suscite quelques questions. Malgré sa pauvreté, l'Afrique a-t-elle droit au faste et à l'apparat qui a le plus souvent accompagné la naissance des nations ? Un des principaux architectes de la ville, le Tunisien Olivier-Clément Caouët, dont M. Houphouët-Boigny avait apprécié le travail au palais de Carthage, lors d'une visite rendue à M. Bourguiba, a tenté ainsi de justifier une apparente folie des grandeurs :

« Les programmes, en Afrique, ne se traitent pas comme en Europe. L'Europe est saturée de monuments ; son passé est écrasant. (...) Un bâtiment public, une préfecture, un lycée, un hôtel même, sont autant de miroirs où les citoyens d'une ville, d'un pays, prennent conscience de leur personnalité, de leur importance. En l'absence de cette responsabilité que l'on assume dans la création d'un peuple, rien ne me paraît assez majestueux, assez monumental. »

L'Africain moyen peut-il se reconnaître dans les édifices de Yamoussoukro, ou, en tout cas, en éprouver une certaine fierté ? M. Houphouët-Boigny en semble persuadé, qui veut laisser une trace de son « règne » dans le marbre et le béton, propriété de l'Etat ou du parti unique. En dehors de ce que certains peuvent considérer comme des extravagances, il y a en à Yamoussoukro la volonté d'édifier une ville nouvelle qui ne devrait rien à la colonisation. Pour le moment, le site permet surtout de recevoir les invités étrangers, loin des embouteillages et des problèmes de sécurité abidjanais. Officiellement, dès que les finances publiques le permettront, le processus de transfert de la capitale sera rétabli.

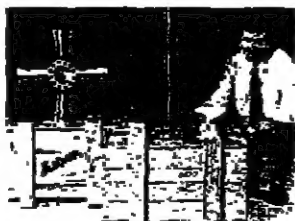
Alors, rêve brisé, Yamoussoukro, ou rêve seulement interrompu ? A Abidjan certains pensent que si le successeur de M. Houphouët-Boigny n'appartient pas à l'éthnie baoulé comme lui, ce que le président, sénégalais Abdou Diouf a décrit dans le Livre d'or comme « le plus beau et le plus grand village du monde », n'aura guère d'avenir. D'autres estiment au contraire que « la véritable érection en capitale n'aura lieu qu'après Houphouët, qui ne peut y procéder lui-même de son vivant ». Manifestement, en dehors de l'aspect financier, le sort de Yamoussoukro dépendra de la façon, paisible ou dramatique, dont aura eu lieu la succession.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

BOEHLER ACIERS SPÉCIAUX.
LE MEILLEUR POUR LES PLUS EXIGEANTS.

A CHAQUE FOIS QUE L'INDUSTRIE
AÉRONAUTIQUE DÉCOLLE VERS DE
NOUVEAUX HORIZONS, BOEHLER EST
À BORD.

Chez Boehler, les corps de rotor en alliage
de titane et les mâts en acier à haute résistance
sont matriçés avec la plus grande précision.



Un hélicoptère est une mécanique de précision, de très haute précision. Jusque dans les moindres détails et plus particulièrement pour les organes de propulsion, où la haute technologie est synonyme de performance, de fiabilité et de sécurité.

Ce n'est pas par hasard que Boehler fabrique dans sa forge de précision de Kapfenberg en Autriche des pièces vitales pour hélicoptères. Ces pièces, en alliage de titane et en acier à haute résistance, sont matriçées aux cotes de précision les plus serrées.

Nous fournissons aussi aux constructeurs

européens manchons intérieurs, corps et mâts de rotor. Boehler participe à la plupart des programmes européens. Nous fournissons aussi, aux meilleurs constructeurs mondiaux des aciers fins sous forme de barres ou de tôles.

Quel que soit le moyen de transport utilisé, vous pouvez vous confier à Boehler. Et si un jour, vous devez décoller vers de nouveaux horizons, Boehler travaille aussi pour l'industrie spatiale.

ACIERS SPÉCIAUX
BOEHLER
LE MEILLEUR POUR LES PLUS EXIGEANTS

Boehler Aciers Spéciaux S.A.R.L., 13, Rue Montgolfier, F-93115 Rosny-sous-Bois, Tél.: (1) 45289124, Fax: (1) 48550492

Boehler Ges.m.b.H., Marzeller Straße 25, A-8605 Kapfenberg, Tél.: (1943/3662) 20-0, Telefax: (1943/3662) 20-7561

Devant un
comm

WASHINGTON

correspondant

M. Clinton, le président américain, a déclaré hier à Washington que le pays avait atteint un tournant décisif dans sa lutte contre le terrorisme. Il a souligné que les services de renseignement américains avaient obtenu des informations précieuses sur les activités des groupes terroristes, notamment sur le rôle de certains États dans le soutien à ces groupes. M. Clinton a affirmé que les États-Unis étaient prêts à coopérer avec les autres pays pour éliminer le terrorisme de la scène internationale.

Le président américain a également souligné que les États-Unis étaient déterminés à poursuivre leur politique de dialogue et de coopération avec les autres pays, tout en maintenant leur droit de se défendre. Il a déclaré que les États-Unis étaient prêts à travailler avec les autres pays pour résoudre les problèmes internationaux par la voie diplomatique, tout en étant prêts à prendre des mesures fermes contre les menaces à la sécurité internationale.

Le no
un ultim

Le 25 décembre, le président américain a déclaré que les États-Unis étaient prêts à négocier avec Cuba pour résoudre les problèmes liés à la crise des missiles de Cuba. Il a souligné que les États-Unis étaient déterminés à maintenir la paix et la stabilité dans la région, tout en étant prêts à prendre des mesures fermes contre les menaces à la sécurité internationale. M. Clinton a affirmé que les États-Unis étaient prêts à travailler avec les autres pays pour résoudre les problèmes internationaux par la voie diplomatique, tout en étant prêts à prendre des mesures fermes contre les menaces à la sécurité internationale.

Le 25 décembre, le président américain a déclaré que les États-Unis étaient prêts à négocier avec Cuba pour résoudre les problèmes liés à la crise des missiles de Cuba. Il a souligné que les États-Unis étaient déterminés à maintenir la paix et la stabilité dans la région, tout en étant prêts à prendre des mesures fermes contre les menaces à la sécurité internationale. M. Clinton a affirmé que les États-Unis étaient prêts à travailler avec les autres pays pour résoudre les problèmes internationaux par la voie diplomatique, tout en étant prêts à prendre des mesures fermes contre les menaces à la sécurité internationale.

AMÉRIQUES

Le général Noriega et la justice américaine

Comparaissant devant un tribunal de Miami (Floride), quelques heures après son transfert de Panama, le général Noriega s'est vu notifier par un juge fédéral, jeudi 4 janvier, les divers motifs de son inculpation pour trafic de drogue. Se présentant comme un « prisonnier politique », il a nié la compétence du tribunal et fait savoir par ses avocats qu'il plaiderait non coupable. Par ailleurs, le gouvernement américain continue d'affirmer que la reddition de l'ex-homme

fort » du Panama, réfugié depuis le 24 décembre à la nonciature apostolique, n'a fait l'objet d'aucun « marché ». Au Congrès, après de nombreuses réactions favorables à la conduite de l'administration Bush dans cette affaire, des critiques commencent à être émises par certains parlementaires sur l'ensemble de l'intervention militaire américaine.

A Panama, Cuba a fait évacuer, jeudi, une soixantaine de personnes de son ambassade,

encerclée depuis deux semaines par l'armée américaine. Elles ont été conduites à l'aéroport international de Panama pour embarquer à bord d'un avion cubain à destination de La Havane. Le consul de Cuba, M. Jose Luis Mendez, a déclaré que soixante-quatre personnes seraient ainsi rapatriées, mais il a ajouté qu'aucun des Panaméens réfugiés à l'ambassade ne figurait parmi elles. Une dizaine de partisans du général Noriega et des membres de leurs familles ont

trouvé asile à la mission cubaine le 20 décembre, lors de l'intervention américaine. On ne savait toujours pas jeudi quel serait le sort de l'épouse du général Noriega, elle aussi réfugiée dans cette ambassade. D'autre part, le vice-président cubain, M. Carlos Rafael Rodríguez, a déclaré jeudi que son pays considérerait qu'il n'avait plus de relations diplomatiques avec le Panama, ne reconnaissant pas le nouveau gouvernement du président Endara.

Devant un tribunal de Floride, l'ancien dictateur se présente comme « un prisonnier politique, enlevé de force »

WASHINGTON
correspondance

Manuel Antonio Noriega revêtu de son uniforme lui a fait sa première apparition devant un tribunal américain, jeudi 4 janvier, à Miami (Floride). Par l'intermédiaire de son interprète, il a répondu très brièvement aux questions presque cocasses, vu les circonstances, du juge qui lui demandait s'il avait pris de la drogue au cours des dernières douze heures ou consulté un psychiatre l'an dernier : « Absolument pas ».

Mais sa position, telle que ses avocats l'ont exprimée, est celle d'un défi. Il rejette la compétence des tribunaux américains et se considère comme « un prisonnier politique capturé après une invasion illégale, violant la loi internationale, condamné par les Etats-Unis et enlevé de force aux Etats-Unis ». Bien entendu, le général Noriega a été officiellement inculpé. Mais les autorités judiciaires s'attendent maintenant à un long débat de procédure qui ne permettra pas d'ouvrir le procès proprement dit avant peut-être un an. D'ici là, les procureurs chargés de l'accusation auront eu le temps de réunir d'autres documents, d'autres témoignages qui confirmeront, selon eux, la culpabilité de l'ancien dictateur panaméen. « Si nous ne pensions pas pouvoir gagner, nous n'aurions pas engagé de poursuites », a déclaré un des principaux responsables de l'action judiciaire.

La stratégie des défenseurs de l'ancien dictateur apparaît clairement. L'accusation, disent-ils, s'appuie sur les témoignages douteux de trafiquants de drogue arrêtés qui ont négocié quelques avantages avec les autorités. Ils estiment aussi que les déclarations violemment hostiles des autorités

américaines, à commencer par celles du président Bush qualifiant le général Noriega de « voyou » et de « débauché », ne permettent pas un procès équitable. Bien entendu, les avocats vont demander que leur soient communiqués les documents confidentiels, notamment ceux de la CIA dont le général fut un agent. Encore que, si l'on en croit le ministère de la justice, ces documents ne contiendraient rien d'embarrassant pour le président Bush, qui fut un temps le « supérieur hiérarchique » de l'inculpé.

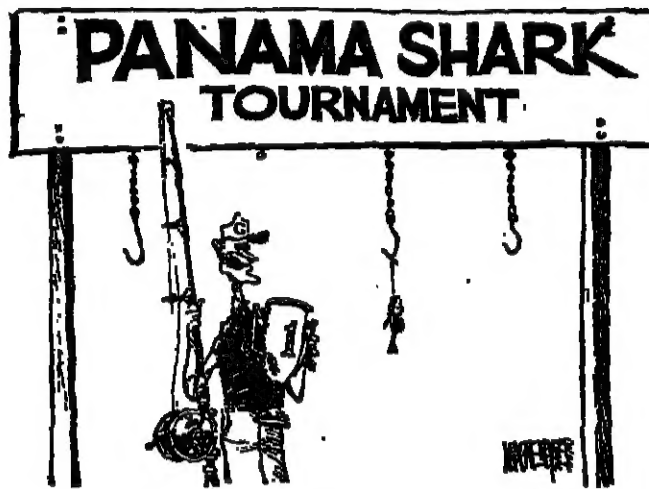
L'intérêt de cette courte session concerne le rôle du Vatican. Selon l'avocat Rubino, le général Noriega fut averti par le nonce que le gouvernement panaméen allait suspendre l'immunité diplomatique de la nonciature. Dans ce cas, non seulement le général mais aussi le personnel de la mission risquaient d'être les victimes d'une foule de menaces assaillant la nonciature. Ainsi le général, aux dires de son avocat, aurait-il décidé de se rendre pour « éviter un bain de sang ».

Au Congrès, l'arrestation de l'ex-homme fort panaméen provoque des remous. Certes les parlementaires reconnaissent unanimement que le président Bush a remporté un succès majeur. Mais si le sénateur Kennedy, leader de la gauche démocrate, n'hésite pas à parler d'un triomphe de la diplomatie et de la justice, d'autres s'interrogent sur la légitimité et surtout sur les efforts à long terme de l'intervention militaire. « Il s'agit d'un cas unique », a déclaré le sénateur Robert Dole, leader de la minorité républicaine, et non d'un chèque en blanc donné aux militaires. L'influent sénateur démocrate Sam Nunn, président de la commission des forces armées, lui a fait écho : « Le succès de l'intervention ne

change en rien la règle fondamentale qui veut que l'action militaire doit intervenir en dernier ressort ». A dire vrai, le sénateur Nunn a porté le jugement le plus sévère en estimant : « Nous avons fait appel à des forces militaires pour nettoyer des années d'une mauvaise politique au Panama ». Le sénateur a également souligné les défaillances des services de la CIA pendant l'opération militaire.

Un démocrate qui aura le dernier mot : « Il faudra expliquer aux Américains, dira-t-il, comment Noriega a été choisi et payé par notre gouvernement, qui a accepté ses activités criminelles, sa corruption et sa brutalité ».

A l'exception de cette petite minorité, les parlementaires se déclarent dans l'ensemble satisfaits. Les entorses au droit inter-



Concours de pêche au requin de Panama.
(Dessin paru dans l'International Herald Tribune du 5 janvier.)

Faiblesses dénoncées de façon plus virulente encore par la représentante démocrate du Colorado, M^{me} Pat Schroeder : « Noriega est le déchet toxique de la politique Reagan-Bush des années 80 ».

Quant à Gary Hart, l'étoile déchue du Parti démocrate, il estime pour sa part qu'il ne faut pas oublier que le général Noriega était « notre homme ». Et c'est un autre représentant

national, la condamnation de l'Organisation des Etats américains (OEA) et celle des Nations unies, la tiédeur des alliés européens, la disproportion et le coût des moyens mis en œuvre : on verra plus tard. Tout cela ne semble pas pour l'instant préoccuper outre mesure le Congrès et l'opinion, encore tout à la joie de leur victoire.

HENRI PIERRE

Des lendemains de fête qui déchantent à Panama

PANAMA

de notre envoyé spécial

Mélancoïque journée : les lendemains de fête déchantent. Pasé ce jeudi de folie et le départ du général Noriega, Panama renoue avec les problèmes quotidiens, hérités d'une trop longue crise. Une diversion toutefois : la conférence de presse du général américain Max Cisneros. Le chef des opérations du commandement sud, qui fut le responsable des négociations avec la nonciature apostolique, a donné quelques précisions sur les ultimes tractations qui ont précédé le départ de l'ancien commandant en chef des forces armées panaméennes en affirmant qu'il ne lui avait « jamais parlé directement ».

Il a tout d'abord rendu hommage au représentant du Vatican, en indiquant que Mgr Laboa « avait accompli un acte valeureux en ouvrant la nonciature au général et en prévenant de sa présence en ce lieu ». Le nonce, en accompagnant Manuel Antonio Noriega jusqu'au portail de la nonciature, a remis aux militaires américains une mitraillette qui se trouvait sous le lit du général. Il s'agissait, selon lui, « de la dernière arme présente dans l'ambassade ». Avant de partir le général aurait écrit une « lettre au pape Jean-Paul II », pour le remercier de l'asile qui lui avait été accordé. L'un des officiers « qui couchaient devant la porte du général pour le protéger », le colonel Madrigan, s'est lui aussi « rendu » aux autorités américaines dans l'après-midi de jeudi.

Sur les négociations proprement dites, le général Cisneros n'a rien dévoilé, si ce n'est quelques-unes des exigences de l'ancien « homme fort » formalisées, avant son départ : « téléphoner à sa famille, et se ren-

dre dans son uniforme de commandant en chef qu'il nous a demandé de lui apporter ». Enfin, que sa reddition ne fasse, sur le moment même, l'objet d'aucune publicité ». Il a souligné qu'une longue série de discussions avait réuni le nonce et les représentants des gouvernements américain et panaméen. Pour seul commentaire, le général a affirmé que l'ambassadeur du Vatican « avait su convaincre Noriega que sa reddition était pour lui la seule solution, sachant que nous n'aurions pas permis qu'il soit exilé vers un pays tiers ». A peine laisse-t-il entendre la promesse d'une non-condamnation à mort, que « les charges et la loi ne permettent pas » aurait été évoquée. Aucune information bien évidemment sur l'existence d'un accord plus précis qui expliquerait cette reddition dont on voit mal encore les raisons. La situation demeure aussi confuse en ce qui concerne les proches du général réfugiés à la résidence de l'ambassadeur de Cuba. Plusieurs personnes sont, semble-t-il, sorties de la maison sans que leur destination ni leur identité n'aient été communiquées.

Casse-tête chinois

Bien loin de ces spéculations, Panama retrouve pour l'heure ses préoccupations de tous les jours et en premier lieu les embouteillages, alors que les forces armées américaines barrent encore de nombreuses rues et avenues de la capitale. Les bottes militaires, elles, sont souvent fermées, pour cause de réparation ou d'inventaire. Au sein du gouvernement, dans les différents ministères, on manque de tout. De papier à en-tête, de bureaux, de voitures, d'uniformes pour les nouvelles forces de sécurité et, plus encore, de personnel. La volonté de démissionner de l'administration, ajoutée au départ ou au renvoi des partisans de l'ancien régime, ainsi que les multiples pillages de bâtiments officiels ont provoqué une totale désorganisation dans les effets commencent à se faire sentir.

Voyager, par exemple, dans un pays qui a toujours été une plaque tournante aérienne, tient aujourd'hui du casse-tête chinois et de la roulette russe. Les autorités militaires n'autorisent que l'atterrissage et le décollage de cinq vols quotidiens, et contrôlent attentivement tous les candidats au départ. Le ministre des affaires étrangères, M. Julio Linarez, a le défilé pouvoir de choisir chaque jour — selon des critères qui restent mystérieux — les compagnies autorisées à prendre des passagers. Il est aisé d'imaginer la pagaille que provoque un tel système quand une réservation — carte d'embarquement en main — devient un chiffon de papier qui n'autorise qu'à tenter sa chance auprès du concurrent bien évidemment déjà complet.

DENIS HAUTIN-GURRAUT

■ NICARAGUA : le gouvernement met en cause les Etats-Unis pour le meurtre des deux religieux. — Le président nicaraguayen Daniel Ortega s'en est pris violemment, mercredi 3 décembre, aux Etats-Unis, qui n'auraient pas permis au meurtre de deux religieux, dont une Américaine, tués lors d'une embuscade de la Contra dans une région reculée du nord-est du pays.

A Washington, le département d'Etat a déploré le meurtre des religieux et fait savoir que l'aide américaine aux rebelles de la Contra serait suspendue s'il se révélait qu'ils étaient responsables. Mais, jeudi, un haut-fonctionnaire du même département a évoqué l'éventuelle mise en cause du gouvernement de Managua, la Contra ayant affirmé que les deux religieux avaient été victimes des troupes sandinistes. — (Reuter.)

Le nonce aurait adressé un ultimatum au général...

Le Vatican s'est officiellement félicité, jeudi 4 janvier, que « la meilleure solution » ait été trouvée au « problème complexe » posé par la présence du général Noriega à la nonciature apostolique au Panama. Le président Bush, en retour, fait savoir par téléphone au pape Jean-Paul II. Pourtant bien des ambiguïtés demeurent au sujet du rôle tenu par le nonce Mgr Laboa, et de l'apparent « revirement » de la politique vaticane dans cette affaire.

Le 25 décembre dernier, en effet, au plus fort de l'intervention « Juste Cause », la porte parole du Saint-Siège, M. Joaquin Navarro, évoquant le « droit d'asile » et l'urgence de la situation à Panama affirmait : « Le Vatican ne livrera pas Noriega aux Américains ». Il paraissait pourtant vite évident que la position de l'Eglise, critiquée par de nombreux Panaméens, devenait embarrassante. Même si l'on ne pouvait parler officiellement de pressions pour que le général Noriega quitte son asile, il y avait bel et bien une première mise en garde au dictateur déchu. Comment interpréter autrement la lettre — en principe secrète, mais portée largement à la connaissance des médias — envoyée, dès le 26 décembre, par le nonce aux autorités militaires américaines pour les autoriser « à intervenir à l'intérieur de la nonciature, en cas de prise d'otage ou d'incident grave ». Selon les indiscrétions, jeudi 4 janvier, à Washington, d'un haut responsable américain, on apprend à présent que le

nonce apostolique avait adressé un ultimatum au général Noriega lui enjoignant, mercredi après-midi, au moment précis où une foule hostile encerclait la nonciature, de quitter les lieux avant midi jeudi, car il ne serait plus un invité désiré.

Cette révélation devait déclencher, jeudi, une explication du Vatican. « Nous n'avons pas changé de cap », a expliqué M. Navarro au cours d'une conférence de presse. Entre livrer le général Noriega et le convaincre de se livrer spontanément « tout change si vous prenez en compte la libre volonté de la personne », a expliqué le porte-parole du Vatican. En droit et en morale, cela fait une grande différence.

Que se serait-il passé si Noriega avait attendu l'expiration de cet ultimatum ? La responsabilité américaine s'est refusée à tout commentaire, se contentant d'affirmer que les Etats-Unis n'avaient absolument pas demandé au nonce d'en venir à cette extrémité. De même à la Maison-Blanche le mutisme le plus absolu reste de règle sur un éventuel marché passé avec l'ancien homme fort panaméen.

Enfin d'après, cette source américaine, il semblerait bien que le général Noriega, comme l'avait laissé entendre le Washington Times, ait été prévenu de l'intervention « mais seulement très peu de temps avant », et non deux jours avant comme le disait le journal. De plus il aurait affirmé à l'un de ses officiers « qu'il n'y croyait pas ».

Un « Israélien bien tranquille »

Mike Harari

« conseiller » de l'ancien chef des armées

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Il y a au moins un Israélien qui va suivre avec attention — et peut-être inquiétude — le procès de Manuel Antonio Noriega. Il s'appelle Mike Harari et a été, du début des années 80 à l'opération américaine, l'un des plus proches « conseillers » du dirigeant panaméen.

Sans doute les magistrats de Miami auraient-ils aimé l'entendre : selon le quotidien Yedioth Aharonit, son nom figure dans le dossier sur les activités de Noriega transmis au Congrès par les services secrets américains. Mais l'homme que les « marines » ont arrêté la semaine passée à Panama — et qui portait peut-être les papiers d'identité de l'intéressé — n'était pas Mike Harari. La radio israélienne, citant le commandant en chef des forces armées à Panama, rapportait, jeudi 4 janvier, que Mike Harari avait très vraisemblablement quitté la capitale panaméenne dans l'heure qui a suivi l'intervention des Etats-Unis. L'officier américain croyait même savoir que des membres de l'ambassade israélienne avaient aidé Harari à regagner son pays.

Un « privé » de fraîche date

C'est aussi ce qu'indiquent les journaux israéliens qui affirment que l'ancien « conseiller » du dictateur panaméen est aujourd'hui chez lui, dans sa maison d'Afeka, une banlieue chic du nord de Tel-Aviv. Côté officiel, les autorités assurent

n'avoir absolument rien à reprocher à Mike Harari : ses activités de conseiller en Amérique centrale, dit-on, étaient strictement « privées ».

Si la question a été posée, c'est que l'homme n'était un « privé » que depuis peu de temps. Durant trente ans, Mike Harari a été membre des services secrets israéliens. Du moins à en croire la riche « cursus » que lui prête l'ensemble de la presse et qui trace un parcours d'aventurier. Avec quelques gros « trous », bien sûr : Harari ne donne pas d'interview et son ancienne « maison » n'a pas de service de presse. Selon les sources accessibles, il est donc né à Tel-Aviv en 1927 ; à peine âgé de dix-huit ans, il s'engage dans les rangs du Palmach, cette organisation militaire qui rassemble les groupes de choc de la gauche socialiste et sioniste. Première mission clandestine : installé à Rome, Harari participe en 1945, comme opérateur radio, à l'immigration clandestine de milliers de juifs rescapés des camps nazis et auxquels les Britanniques veulent interdire l'entrée en Palestine.

Il est membre du Shin Bet — les services de sécurité intérieurs — dans les années 60, avant de rejoindre le Mossad — les services de renseignements — où il dirigera, à partir de l'Europe, un réseau d'agents dans les pays arabes (1). Harari sera plus tard le chef d'un commando célèbre — les « vengeurs » — chargé de retrouver et d'éliminer les Palestiniens auteurs du massacre de Munich — l'assassinat de onze athlètes israéliens lors des Jeux olympiques de 1972. Pendant la cam-

pagne des « vengeurs », un Marocain, serveur de restaurant, sera tué « par erreur » en Norvège.

Il quitte le Mossad un peu plus tard pour diriger une compagnie d'assurances. On le retrouve « homme d'affaires » en Amérique centrale à l'aube des années 80. C'est là qu'il se lie avec Noriega. Harari aurait organisé la garde préventive du dictateur, assuré les fonctions de « conseiller » en sécurité, servi d'intermédiaire dans plusieurs transactions de matériel militaire où les Etats-Unis auraient été partie prenante : vente au Panama d'hélicoptères américains revus et modifiés par l'industrie israélienne.

Harari est un million d'une filière sud-américaine de conseillers en sécurité, mercenaires, marchands d'armes, gardes du corps et autres spécialistes de la « lutte antiterroriste », où les Israéliens, anciens de l'armée et du Mossad, sont nombreux (2). Nommé « consul honoraire de Panama » à Jérusalem, il accompagne le général Noriega lors de la visite officielle de ce dernier en Israël en 1984. La « une » des journaux de l'époque montre un homme de haute taille, costumé et lunettes noires, dominant la silhouette trapue du Panaméen. C'est la seule photo connue de Mike Harari.

ALAIN FRACHON

(1) Selon le journaliste britannique Ian Black, auteur, avec l'historien israélien Benny Morris, d'une histoire des services secrets israéliens à paraître prochainement (Israel's Secret Wars, Grove Press, New-York).

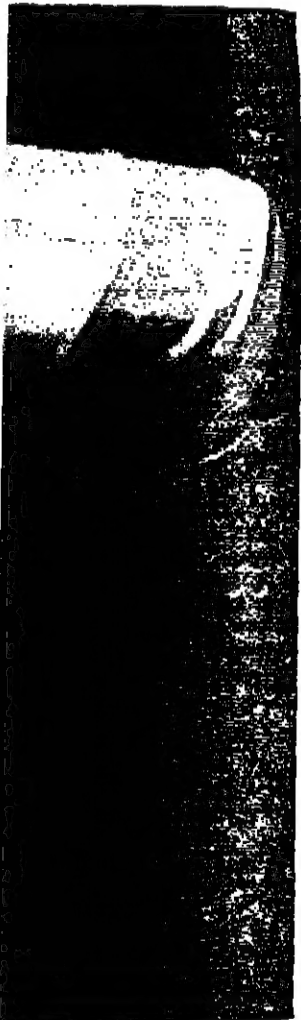
(2) Le Monde du 26 août 1989.

pu

s programmes, en Afrique, ne sont pas comme en Europe. L'Afrique est saturée de programmes, son passé est écrasant. (...) ditement public, une préférence, un hôtel même, tout est de nature à laisser croire à l'importance. En regard de cette onabilité que l'on assume : la création d'un peuple, rien ne paraît assez majestueux, monumental.

Africain moyen peut-il se sentir dans les édifices de Yammoussoukro, ou, en tout cas, en avoir une certaine fierté ? Houphouët-Boigny en semble sûr, qui veut laisser une trace « régée » dans le marbre et le béton de l'Etat ou du village. En dehors de ce que ses peuples considèrent comme des extravagances, il y a eu à Yammoussoukro la volonté d'élever une ville nouvelle qui ne devienne pas colonisation. Pour le moment, le projet de la ville nouvelle ne permet surtout de recevoir les étrangers, loin des embouteillages et des problèmes de sécurité. Officiellement, des finances publiques le permettront, le processus de transfert de capitale sera rétabli. Mais, rêve brisé, Yammoussoukro, éternellement interrompue, a déjà certains pensent que si le cessez de M. Houphouët-Boigny n'appartient pas à l'histoire comme lui, ce que le président sénégalais Abdou Diouf a dit dans le Livre d'or comme « le plus grand village mondial » n'aura guère d'autre utilité que d'être un lieu où après Houphouët-Boigny, un autre président viendra vivre. Manifestement, en l'absence de l'aspect financier le Yammoussoukro dépendra de la main, paisible ou dramatique, dont il sera la succession.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE



leurs, corps et âme de la plupart des programmes aussi, aux nombreux des acteurs de l'ère. le transport utilisé, vous verrez. Et si un jour, vous voyez des horizons, Boëtius, saluez.

ES SPECIAUX
HILER
LES PLUS EXIGEANTS

1943-3892 20-75

JUSTICE

En grève de la faim depuis plus de quatre mois

Anis Naccache est « très faible »
mais ses jours ne sont pas en danger

En grève de la faim depuis le 8 septembre 1989, Anis Naccache est « très faible et mal en point », mais ses jours ne sont pas en danger, a indiqué le ministère de la justice, le 4 janvier.

Le terroriste pro-iranien avait été condamné à la prison à vie à la suite d'une tentative d'assassinat contre Chahpour Bakhtiar, l'ancien premier ministre du shah d'Iran, perpétrée à Neuilly-sur-Seine en 1980, et au cours de laquelle deux personnes (un gardien de la paix et une voisine) avaient été tuées.

Anis Naccache refuse de s'alimenter depuis plus de quatre mois ; il a perdu environ 25 kilos. Actuellement à l'hôpital central de la prison de Fresnes (Val-de-Marne), il accepte de boire et il est placé sous perfusion chaque fois que son état s'aggrave, selon le ministère de la justice. Cependant, « ses défenses immunitaires s'affaiblissent, et le risque principal réside dans la menace d'infections », précise-t-on de même source.

La grève de la faim du terroriste a commencé alors qu'il était incarcéré à la prison de Clairvaux (Aube). À l'origine, elle avait pour but d'obtenir le regroupement dans une même prison du commando qu'il dirigeait à Neuilly. Ensuite, Anis Naccache entendait par son action appuyer sa demande de libération. Un de ses avocats, M. Antoine Comte, avait alors soutenu que la libération de son client avait été négociée, à la veille de l'élection présidentielle de 1988, par le gouvernement de M. Jacques Chirac en échange de la libération des otages français au Liban.

M. Ali Reza Moayeri, conseiller du président de la République iranienne pour les affaires internationales, avait affirmé en octobre dernier à Téhéran, que « la libération [de Naccache] [faisait] partie des promesses globales que le gouvernement français avait faites pour obtenir des groupes musulmans libanais l'élargissement de ses otages au Liban ». Cette affirmation avait été formellement démentie par le ministre de l'intérieur de l'époque, M. Charles Pasqua.

En juin 1989, M. Jacques Chirac avait, pour sa part, suggéré de « réfléchir » à une grâce d'Anis Naccache : l'ancien premier ministre précisait qu'« il ne faudrait pas rajouter des raisons qui risquent ».

■ **Mémoires contre la compagnie Delta Airlines.** — La compagnie aérienne Delta Airlines a annoncé, le 4 janvier, qu'elle avait reçu des menaces contre ses vols transatlantiques. Aucune ne concernait un vol précis comme le vol Paris-Chicago de la compagnie Northwest du 30 décembre dernier. Delta a tout de même informé ses passagers de ces menaces et renforcé les mesures de sécurité.

raient de faire de nous des cibles du terrorisme ». M. François Mitterrand avait, de son côté, affirmé le 14 juillet, vouloir être le « seul juge » d'une éventuelle grâce à accorder à Anis Naccache. « Je n'ai jamais dit « jamais », je veux rester juge et seul juge », avait précisé le président de la République.

Interrogé vendredi matin, sur Europe 1, le ministre de la justice, M. Pierre Arpaillange a déclaré : « La grâce d'Anis Naccache est une responsabilité du président de la République. Je ne doute pas qu'il la prendra quand elle devra être prise. C'est une décision prise par un seul homme qui est renouvelée chaque jour. »

Anis Naccache était — avec Georges Ibrahim Abdallah et Varoujan Garibedian — l'un des trois terroristes proche-orientaux dont les auteurs des attentats meurtriers de Paris (treize morts et plus de deux cent cinquante blessés) réclamaient, en 1986, la libération.

L'alimentation forcée

Au choix du médecin

Peut-on obliger une personne incarcérée à s'alimenter ? Oui, affirme le code de procédure pénale dont l'article D 390 précise que « si un détenu se livre à une grève de la faim prolongée, il peut être procédé à son alimentation forcée, mais seulement sur décision et sous surveillance médicale, et lorsque ses jours risquent d'être mis en danger ».

Cette règle est considérée comme passablement hypocrite par de nombreux médecins. Elle leur laisse la responsabilité d'intervenir ou non, tout en les mettant en porte-à-faux avec leurs propres règles professionnelles. S'ils laissent faire, ils seront accusés de non-assistance à personne en danger, une infraction réprimée par le code pénal. S'ils interviennent, ils se mettent en contradiction avec leur code

de déontologie, qui précise que « la volonté du malade doit toujours être respectée ».

Au médecin, donc, de naviguer, comme il le peut, entre ces deux écueils. En faisant prévaloir quel principe ? La réponse dépend, évidemment, de chaque cas d'espèce, encore que la situation est différente selon que le gréviste de la faim est ou non en mesure d'exprimer une opinion. C'est cette règle de conduite qu'avait fixée aux praticiens, dans une déclaration de 1976, la seconde Assemblée mondiale de la médecine pénitentiaire. Elle leur recommandait de ne pas alimenter artificiellement un détenu, du moins lorsque « celui-ci est en état de formuler un jugement conscient et rationnel quant aux conséquences qu'entraînerait son refus de se nourrir ».

En Seine-Maritime

Un tribunal ordonne l'expulsion
d'une famille tzigane

ROUEN

de notre correspondant

Le tribunal de grande instance de Rouen a ordonné, jeudi 4 janvier, le départ d'une famille de tziganes installée sur un terrain communal du Petit-Quevilly (Seine-Maritime) à la suite d'un référé introduit par le maire, M. François Zimeray (PS).

Ce dernier avait demandé l'expulsion des tziganes en faisant état d'un arrêté pris par son prédécesseur, le sénateur communiste Robert Pagès. Le chef de la famille poursuivie avait, pour sa part, invoqué des raisons médicales (la maternité d'une femme) à son maintien sur un terrain inutilisé, réservé à la construction d'une future voie rapide.

La ville de Petit-Quevilly a, de son côté, estimé que l'accueil des gens du voyage devait être traité sur un plan plus large. L'agglomération de Rouen dont fait partie Le Petit-Quevilly est confrontée à ce problème depuis de nombreuses années. Un terrain appartenant au département de Seine-Maritime situé sur la commune de Saint-Etienne-du-Rouvray est actuellement laissé à l'abandon au terme d'un processus de dégradation non contrôlé.

Les nomades ont entrepris des démarches auprès du Syndicat intercommunal de l'agglomération de Rouen, présidé par M. Laurent Fabius, avec le soutien du MRAP (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples) pour qu'une solution soit trouvée.

E. B.

Une décision de la chambre d'accusation de Bordeaux

Un nouveau juge d'instruction pour l'affaire Papon

BORDEAUX

de notre correspondante

L'instruction de l'affaire Papon change de main en raison de la promotion du magistrat qui en était jusqu'alors chargé. M. François Braud, conseiller à la cour d'appel de Bordeaux, est, en effet, nommé président du tribunal de grande instance de Poitiers. La chambre d'accusation de Bordeaux l'avait désigné le 4 août 1987 pour mener cette instruction. La succession de M. Braud est d'ores et déjà assurée. Le premier président de la cour de Bordeaux, M. Vigneron, indique qu'elle est confiée à M^{me} Annie Léotin, une pénaliste qui a fait la plus grande partie de

sa carrière comme juge d'instruction. M^{me} Léotin prend le relais de M. Braud dans les mêmes conditions, c'est-à-dire en se consacrant à plein temps à cette instruction. Compte tenu des délais indispensables pour prendre connaissance d'un dossier lourd de plusieurs milliers de pièces, le changement de magistrat entraînera un inévitable « ralentissement de l'instruction », chacun en conviendrait. M. Vigneron proteste en faisant valoir toutefois que « la lenteur apparente ne doit pas être confondue avec l'inaction ».

M. Braud avait réinculpé Maurice Papon de crime contre l'humani-

té en juillet 1988. M. Papon a occupé les fonctions de secrétaire général de la préfecture de la Gironde de 1942 à 1944, et c'est dans ce cadre qu'il est accusé d'avoir participé à la déportation de juifs bordelais.

GINETTE DE MATHA

[Née en 1941 à Bordeaux, M^{me} Annie Léotin est entrée dans la magistrature en 1969. Elle fut successivement juge à Béthune (1971), juge d'instruction à Angoulême (1972), puis à Bordeaux (1974). Elle fut aussi premier juge d'instruction dans cette même ville en 1980 et première vice-présidente du tribunal correctionnel en 1983. Elle vient d'être promue conseiller à la cour d'appel.]

Pour obtenir une réforme de l'aide légale

Les avocats de Lille appelés
à faire la grève

LILLE

de notre correspondant

Les trois cents avocats du barreau de Lille étaient invités, vendredi 5 janvier, à observer une grève de vingt-quatre heures sur l'initiative du bâtonnier lui-même, M. Jean-Jacques Triplett. Le barreau lillois, le sixième en importance en France, a choisi cette forme d'action pour s'associer à la revendication de l'ensemble de la profession d'obtenir une modification du système de l'aide légale.

Prévue pour garantir et financer le droit à la défense des plus défavorisés, la rémunération de l'aide légale (« commission d'office » au pénal, « aide judiciaire » au civil) n'a pratiquement pas été revalorisée depuis sa création en 1972. Elle est, par exemple, de 290 F en correctionnelle, de 550 F devant la cour d'assises. Une « indemnité » jugée dérisoire par les avocats de Lille, où le problème est aigu du fait d'une paupérisation relative importante : 30 % des affaires correctionnelles y font l'objet d'une commission d'office ; 50 % des divorces donnent lieu à l'attribution de l'aide judiciaire... « Il ne s'agit pas d'une réaction corporatiste », déclare M. Triplett.

Mais nous ne vivons pas de l'air du temps : il faut que les jeunes avocats et ceux qui se déplacent pour les plus défavorisés soient rétribués normalement.

Le barreau lillois revendique une revalorisation de l'indemnité et se déclare favorable à la création d'un fonds d'aide légale qui, géré par la profession et non plus par l'administration, serait alimenté par l'Etat, les collectivités locales et la profession elle-même.

JEAN-RENE LORE

■ **Inculpation de meurtre présumé d'une adolescente.** — Un jeune homme de vingt-deux ans, Johan Boquier, chômeur, a reconnu être l'auteur d'un meurtre, quatorze ans, tué dans la nuit du 2 janvier. Le corps décapité de l'adolescente avait été découvert dans un entrepôt désaffecté de La Roche-sur-Foron (Haute-Savoie). Agnès avait été tuée à coups de barre de fer. Le jeune homme, qui connaissait la victime, a été inculpé d'« assassinat avec torture et actes de barbarie » par M. Michel Turk, juge d'instruction à Bonneville. Il a été conduit à la maison d'arrêt de la ville.

DÉFENSE

900 millions de francs
pour revaloriser la condition militaire

Une réunion interministérielle d'experts devait mettre, vendredi 5 janvier, la dernière main au plan de revalorisation de la condition militaire que le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, avait annoncé en réalité pour la fin d'octobre ou le début de novembre 1989. Mais les discussions ont été si tendues avec les services du premier ministre et ceux des finances que, par trois fois, l'annonce de ce plan a dû être retardée (Le Monde du 13 décembre 1989). Il est vrai que le montant des crédits prévus, de l'ordre de 900 millions de francs au total, est important et que l'enjeu dépasse la seule condition militaire pour concerner, le cas échéant, l'ensemble de la fonction publique.

Lors de la présentation des vœux aux armées, à l'Élysée, le chef de l'Etat devait, vendredi 5 décembre, évoquer la nécessité de ce plan de revalorisation de la condition militaire sans, toutefois, entrer dans ses détails qui seront définitivement arrêtés et annoncés au début de la semaine prochaine.

La fonction publique et les syndicats. Pour l'essentiel, il s'agit d'un relèvement de la solde attribuée aux personnels engagés, qui est loin d'atteindre le montant du SMIC et de l'attribution de primes spéciales, pour les astreintes (permanences et gardes de sécurité) pendant les jours fériés ou les dimanches. Des primes spécifiques pourraient également concerner les techniciens plus spécialement chargés de maintenir des matériels en condition opérationnelle. La plupart de ces nouveaux avantages, qui sont très attendus par les cadres et les gradés depuis l'agitation de l'été dernier dans des unités de la gendarmerie, ne prendraient leur plein effet que dans quelques années, après 1993.

Les sept marins syriens et libanais présents à bord du *Cleopatra-Sky* lors de l'arraisonnement du navire par les douanes françaises ont été condamnés à une peine de treize mois de prison couverte par la détention provisoire, pour délit douanier de contrebande.

SCIENCES

Un observatoire canadien
pour les neutrinos

Dans quatre ans, le Canada possèdera sans doute l'observatoire de neutrinos le plus performant du monde. Les neutrinos sont des particules subatomiques émises au cours du processus de fusion nucléaire survenant à l'intérieur du Soleil et des étoiles. Annoncé jeudi 4 janvier par M. William Winegard, ministre d'Etat canadien aux sciences et à la technologie, la construction de ce laboratoire, réclamée depuis 1988 par plusieurs équipes scientifiques internationales, devrait en effet permettre une détection de neutrinos cinquante fois supérieure aux performances des deux observatoires actuels, situés aux Etats-Unis et au Japon.

Le futur observatoire de Sudbury (Ontario), qui fera du Canada, selon M. Winegard, « un

chef de file mondial dans le domaine de la recherche en physique des particules et en astrophysique », sera enfoui à deux kilomètres sous terre. Au cœur d'une « caverne » de la dimension d'un immeuble de dix étages, un énorme réservoir transparent renfermera un million de tonnes d'eau lourde (deutérium), le meilleur matériau possible pour la détection des neutrinos. D'un coût de 61 millions de dollars canadiens (300 millions de francs), cette impressionnante construction sera financée pour plus de la moitié par le gouvernement fédéral d'Ottawa, auquel s'ajoutent le gouvernement provincial de l'Ontario, le département américain de l'énergie et l'université britannique d'Oxford. — (AFP).

■ **Nominations de magistrats.** — Sont nommés premiers présidents de cour d'appel : à Aix-en-Provence, M. Henri Boulard, président du tribunal de grande instance de Créteil ; à Metz, M. Stéphane Lapeire, président du tribunal de grande instance de Nancy ; à Nancy, M. Jean-Claude Giroussé, président du tribunal de grande instance d'Aix-en-Provence ; à Pau, M. Jean-Pierre Pech, président du tribunal de grande instance de Toulouse.

Sont nommés procureurs généraux à la cour d'appel : à Aix-en-Provence, M. Claude Salvagnon ; à Douai, M. Jean Geromini ; à Rennes, M. Jacques Brun ; à Rouen, M. Jean-Pierre Monesté ; à Bastia, M. Michel Perceval ; à Dijon, M. Jean Stefani ; à Nîmes, M. Monique Guenzmann ; à Riom, M. André Carol ; à Agen, M. Jean Volff.

Antoine

ÎLES...

ÉTAIT UNE FOIS

Un livre tout en couleurs et un disque Lazer/Vogue

LE LIVRE DE L'HIVER / GALLIMARD

À la suite de la page de

l'éditorial de la page de

A aucun moment sup

CULTURE

THÉÂTRE

Copi à Aubervilliers

Alfredo Arias, qui dirige le théâtre de la Commune, présente deux pièces de Copi, dont une inédite, « Les Escaliers du Sacré-Cœur »



Alfredo Arias : une marginalité glamour.

Dans son centre dramatique, le Théâtre de la Commune à Aubervilliers, Alfredo Arias commence l'année avec deux pièces de Copi, son ami, dont il avait monté notamment une mémorable *Eva Peron dans la fameuse robe jaune* de Dior. *Fausto Bo* interprétait une *Eva* déjà rongée par un cancer — et une adaptation des *desins*, la Dame assise, qui a valu un prix de la critique à Marilu Marini.

Il y aura donc dans la petite salle à partir du janvier Loretta Strong — où Elisabeth Mococo succède à Copi qui avait lui-même interprété l'unique personnage — et à partir du 9 dans la grande les *Escaliers du Sacré-Cœur*, sulfureuses histoires d'amour entrecroisées d'amour et de mort entre marginaux, de tout poil. Un grand changement pour les spectateurs qui avaient tant aimé la ferveur de l'*Oiseau bleu* ou la fustigation de *Famille d'artistes*, fable typiquement argentine où l'on voit un groupe de comédiens sans emploi rêver d'un impresario miraculeux.

« La première chose à faire, quand on dirige un théâtre, explique Arias, est de tenir un discours cohérent. Ce n'est pas une raison pour s'y enfermer, pour écarter les doutes. J'ai essayé de créer une image de charme, de poésie légère. Une continuité à laquelle les gens ont pu se fier et adhérer. Mais s'il faut poursuivre ici, à Aubervilliers, je voudrais infléchir la ligne. Et d'abord m'éloigner du système de programmation, c'est-à-dire du saupoudrage le mieux équilibré possible d'accueils et de productions. Mon idée serait de partager la maison avec un metteur en scène ou un auteur, dans un esprit de complémentarité.

Dans ce cas, on ne se borne pas à chercher des dates libres pour un spectacle qui existe ou va exister en dehors du théâtre, et pourrait se faire ailleurs. On travaille ensemble sur un projet, en fonction de la maison, de son identité. J'aimerais aussi que nos activités ne se limitent pas au théâtre et nous avons déjà mis sur pied un véritable instrument juridique, une société d'audiovisuel. Nous avons été producteur exécutif sur le tournage de *La Bête dans la jungle*, avec Delphine Seyrig.

« Personnellement, je peux assurer un spectacle ou deux au maximum dans la saison. L'idéal serait d'en présenter un moins grand nombre et de les donner plus longtemps. On ne peut pas convoquer les spectateurs à Aubervilliers autant de fois que si le théâtre se trouvait au centre de Paris. Nous devons penser à un répertoire qui tienne sur la durée. Nous avons joué l'*Oiseau bleu* pendant trois mois et pendant deux mois *Famille d'artistes*, que nous emmenons en tournée. Nous avons toujours pensé

faire revenir les monstres à leur point de départ, Buenos Aires. Et comme nous allons présenter la pièce en espagnol à Madrid, le projet se précise.

« Pour exister et que son existence soit remarquée, le théâtre d'Aubervilliers doit accomplir des prouesses. J'aurais aimé monter une comédie musicale sur *Mélieux*, sur la rencontre du théâtre, de l'illusion, du cinéma. Mais chez moi je ne peux pas, dans une boîte à chaussures. J'ai demandé à Jack Rabitte, en tant que maire d'Aubervilliers, les moyens d'une amélioration technique de la salle et de la scène. Sinon nous serons obligés de produire le spectacle ailleurs. C'est dommage.

« Un centre dramatique est une machine qui dévore le temps. Il n'en reste pas pour se recueillir. Surtout cette année car je monte deux opéras : les *Contes d'Hoffmann* à Genève et au Châtelet, et probablement les *Indes galantes* au Festival d'Aix. Je travaille sur la façon d'aborder le lyrique, d'aller à l'essentiel au-delà de l'illustration plus ou moins contemporaine de l'ouvrage, au-delà de la façon d'habiller les personnages, à la mode d'aujourd'hui ou à celle du dix-neuvième siècle. Ces pauvres

opéras sont coincés dans la problématique de savoir jusqu'où on peut les moderniser. Je pense toujours à cette formule génialement absurde : « On ne peut pas siffler la Traviata après l'invention de la pénicilline ».

« Tout ceci est bien éloigné de Copi mais, en tout cas, dans les *Escaliers du Sacré-Cœur*, il n'est pas aussi éloigné de moi qu'il y paraît. La violence de la pièce, je la porte aussi en moi. La différence est extérieure. Le nom de Copi évoque un folklore crapuleux, une marginalité à moi est « glamour ». Cela ne m'empêche pas de porter des défis. Comme de monter par exemple l'*Oiseau bleu*, cette pièce supposée démodée. Je n'avais rien à y gagner. Se montrer naïf sans tomber dans la médiocrité exige un certain courage. Je me révolte contre la profondeur intellectuelle affichée. Evidemment je suis un intellectuel, je le suis comme le digne qui décide de ce que va être sa réalité. En cela je me rapproche de Copi.

« J'ai eu envie de monter les *Escaliers* parce qu'il y parle des territoires de l'amour. De la liberté des ghettos. Tu fais ce que tu veux mais, pour entrer, tu dois montrer ton passeport. C'est une exclusion et une commodité parce que, après tout, ça vaut mieux que de se faire

casser la gueule dans un bois. Copi montre les différents territoires, leurs frontières, la haine qui s'élève à l'arrivée d'étrangers. Sa pièce nous rappelle un meeting gay à New York. A un moment se sont exprimés les homosexuels opérés qui ont insulté ceux qui ne l'étaient pas. Puis sont arrivés les non-opérés, qui les premiers s'étaient habitués en femmes et ont insulté tout le monde. Ensuite, les lesbiennes qui les ont accusés de dégrader l'image de la femme, enfin le représentant des homos violés. On n'en finit pas de découper le gâteau, c'est en partie le sujet de la pièce.

Propos recueillis par COLETTE GODARD

« Le Chemin solitaire assis et prolongé... Edith Jacob étant souffrante, les représentations du *Chemin solitaire*, d'Arthur Schnitzler, ont été annulées et reprendront le 9 janvier avec Nada Strancar. Les places seront validées ou remboursées. En raison de son absence, la pièce mise en scène par Luc Bondy a de plus été prolongée jusqu'au 28 février.

► Théâtre Renaud-Barrault. Tél. : 42-56-60-70.

Sur le vélo de la mémoire

Sami Frey reprend à Mogador « Je me souviens », de Perec

Dans l'étonnante chaleur de la chapelle des Pénitents blancs d'Arignon, l'été de 1988, Sami Frey s'élançait sur un vélo à l'assaut d'une montagne de pure fiction — très beau et ingénieux décor de théâtre imaginé par Jean-Marc Stihlé baigné des lumières de Frank Thévenon — et de l'un des sommets les plus escarpés de l'œuvre de George Perec. Je me souviens, recueil de quatre cent quatre-vingts brèves réminiscences, signes, repères, véritable piste de la mémoire qui serpente de l'immédiat après-guerre jusqu'à 1961.

Enfance de Perec, enfance de Sami Frey, la même, à un an près. Le comédien a pris conscience de sa connivence avec l'écrivain après avoir lu *Je me souviens*. Une connivence quasi-parfaite et qui va bien plus loin que cette lecture. « Je connaissais Perec, confia-t-il aujourd'hui, mais je ne l'ai vraiment découvert qu'en jouant ce texte. Je me suis plus tard aperçu, ce sont les hasards de l'intuition, que l'on avait à peu près la même histoire, au moins le même âge, la même origine et traversé les mêmes époques. Il aurait cinquante-trois ans, j'ai cinquante-deux ans, il était juif polonais, je suis juif polonais, nos familles ont connu des épreuves semblables et tragiques.

« Ce que j'avais pressenti sans rien connaître de la personne, c'était cette sorte de traversée du temps que je partagerai avec lui, comme il le disait, Je me souviens n'est pas une mémoire personnelle mais des choses communes que les gens d'un même âge ont vues, vécues et j'ai vu et vécu ces événements qu'il a traversés.

Celui que beaucoup tiennent pour la quintessence de l'écrit romantique, une drôle d'image qu'il a installée son rôle d'Octave dans l'adaptation télévisée de la *Confession d'un enfant du siècle*, de Musset, s'en est allé dans l'œuvre de Perec, à la surprise générale, en cycliste pédalant avec allégresse pendant une heure et dix minutes. Ceux qui se souvenaient de son personnage dans la *Voie Jackson*, un feuilleton qui se passait en montage, savaient que Sami Frey est, comme il le dit lui-même, « quelqu'un qui a toujours bougé physiquement ». Pourrait-il imaginer que sa propre mise en scène de *Je me souviens* prendrait des allures de prouesses physiques ? Lui, oui : « J'ai eu tout de suite cette idée de vélo parce que je trouve qu'il y a une telle correspondance entre ce qu'il peut y avoir de faussement répétitif dans le texte, ce « je me souviens » récurrent, et le mouvement de pédale, apparemment toujours le même, en fait jamais le même. On tourne

toujours les jambes dans le même sens mais les répercussions sur le corps n'ont rien à voir avec la répétition. Je pense que ces deux choses devaient fonctionner ensemble. Je ne suis vraiment passé à l'acte qu'après avoir rencontré Jean-Marc Stihlé. Il a mis en œuvre ce décor à transformations ».

Ce spectacle a surpris aussi le public parce qu'il laisse entrevoir un homme ayant le goût du concret. « Mais je suis quelqu'un de concret, sinon je n'aurais pas monté un spectacle comme celui-là. Je me souviens n'est qu'un ensemble de choses concrètes qui s'embobinent les unes dans les autres et sont faites pour ne jamais dévier. »

La transposition scénique du livre de Perec a cependant confirmé une chose que l'on savait déjà : Sami Frey est un comédien qui sait lire, et particulièrement les auteurs qui lui sont contemporains. « Je lis, je ne sais pas si je lis beaucoup mais je lis, c'est une partie importante de ma vie. Je suis vraiment sensible aux changements de l'écriture ou à l'approfondissement. Mais je ne lis pas à sens unique, j'ai toujours envie de partager l'écriture, de communiquer à travers elle, de trouver les auteurs qui me donneraient les mots pour dire ce que j'ai vécu ou ce que j'aurais voulu vivre. J'aimerais un jour croiser un auteur, le découvrir, le jouer pour la première fois, ce serait formidable. Mais je me sens plutôt un petit peu conformiste, et j'ai eu beaucoup de chance parce qu'on m'a demandé de jouer des auteurs déjà confirmés que j'appréciais beaucoup. Pinter, James, Sarraute, ou dans un autre registre, Bérénice, de Racine, sous la direction de Planchon, c'est de la chance tout ça. »

L'un des plaisirs du travail sur les auteurs contemporains est la rencontre. Sami Frey a rencontré Marguerite Duras pour la *Musica II*, il a rencontré Harold Pinter pour *Travahons*. « Je n'ai pas provoqué ces rencontres mais elles ont eu lieu. Quand j'ai joué Duras, j'ai eu la chance de travailler avec elle pendant deux jours. Parler à un auteur, même trois ou quatre heures, vous fait comprendre des choses de son écriture, de sa parole, de sa respiration. Et, souvent avec les grands, il n'y a pas de distance entre leur écriture et leur personne. » Sami Frey n'a pas eu la chance, le temps, de travailler avec Perec. Mais la rencontre a eu lieu, dans l'ailleurs mystérieux du théâtre.

OLIVIER SCHMITT

CORRESPONDANCE

Architecture : l'ancien et le nouveau

A la suite de la page consacrée aux interventions contemporaines sur les bâtiments anciens (le Monde du 8 décembre), nous avons reçu deux lettres. La première de M. René Lopez, président de l'Ordre des architectes, porte l'aménagement d'un restaurant sur le toit du Théâtre des Champs-Élysées :

L'action engagée devant les tribunaux de l'Ordre des architectes à propos de la création d'un restaurant sur le toit du Théâtre des Champs-Élysées, à Paris, a provoqué, dans l'édition du Monde du 8 décembre, un billet intitulé « Baleyev devant sa porte », qui contient une affirmation particulièrement injurieuse. Au nom de quoi serait-il interdit à l'Ordre des architectes de dénoncer l'hypocrisie des concours abusifs ou les effets pervers de la rémunération occulte pour l'attribution de certains marchés publics ? Parce qu'il ne l'aurait pas fait dans le passé ? Comme les hommes, les institutions évoluent.

A aucun moment aujourd'hui, l'Ordre des architectes ne peut accepter d'être accusé d'« entraver, à tous les niveaux de la construction, des pratiques qui, de force de avoir de valeur qu'électorale ou financière, pénalisent gravement la qualité de l'architecture ». Cette allégation n'est qu'une tentative de diversion à propos de la surélévation du Théâtre des Champs-Élysées, dont

l'Ordre des architectes et les héritiers d'Auguste Perret demandent la démolition en justice. Jamais, en effet, une atteinte d'une telle ampleur n'a été portée à une œuvre majeure d'un architecte de cette importance. S'il se résignait ici à l'acceptation, l'Ordre des architectes n'aurait plus jamais le droit de parler de qualité de l'architecture.

[1. Nous nous sommes félicités, au contraire, que l'Ordre dénonce les concours abusifs et les effets des rémunérations occultes. Mais nous regrettons l'hypocrisie qui consiste à s'autoaccuser et à se manifester sélectivement contre des pratiques dont l'Ordre semble se refuser à analyser la genèse.

2. Le fait de « diversion », l'essentiel de la page éditoriale concernant principalement le problème du Théâtre des Champs-Élysées et de l'intervention contemporaine sur les bâtiments anciens. La question du théâtre, à notre sens, n'est pas simple, et, contrairement à ce que suggère l'Ordre, les attitudes « d'une telle ampleur » sont fréquentes.

3. Nous ne sommes pas certains que ce soit à l'Ordre de « parler de qualité architecturale », mais à ce qu'il se désolidarise d'un nombre important de ses adhérents et de ses responsables. — F.E.]

La seconde lettre est de M. Pierre-Alexis Kobakhidzé, architecte, responsable de la transformation du théâtre de la Gaîté lyrique en « planète magique » :

Sous le titre « Architecture : les mariages forcés entre l'ancien et le moderne », Frédéric Edelmann et Emmanuel de Roux parlent, à propos du théâtre de la Gaîté lyrique, d'« assassinat pur et simple, et d'assassinat pur et simple ». Ils associent dans un même appellation à Christian Maisonneuve, architecte d'opération, qui n'est en rien intervenu dans la conception de l'ensemble. Je revendique donc l'entière responsabilité du parti architectural qui a été retenu pour sauver le bâtiment. Car les auteurs de l'article sont assez bien informés pour savoir que le théâtre était alors irréparable, et je tiens à leur disposition le rapport de SOCOFEC à ce sujet.

Vous n'ignorez pas que le théâtre de la Gaîté lyrique devait être démolit. Il fut même question, durant un temps, de le remplacer par un parking. La Ville de Paris a été séduite par le projet de Jean Chalopin car il offrait un espace de jeux et d'attractions aux enfants, et cela au centre de Paris où les enfants, précisément, sont les plus défavorisés en matière de loisirs, et qu'il s'engageait à sauver ce qui pouvait être sauvé du bâtiment.

J'ai eu l'honneur d'être choisi pour « associer patrimoine et modernité ». Sur la base d'un programme particulièrement complexe et devant tenir compte d'un glorieux passé, d'ailleurs rappelé dans l'article, en respectant scrupuleusement les façades, le grand escalier d'honneur avec ses deux

rampes, le foyer, les moultres et les fresques avec leurs couleurs retrouvées, après avoir reçu l'avis favorable des Bâtiments de France et des Monuments historiques, j'ai conçu une œuvre d'assassinat pur et simple qu'il s'agissait pour la première fois d'offrir aux enfants, y compris aux enfants handicapés, un espace ludique à leur mesure. Le Parti architectural retenu a été la mise en œuvre d'une rampe douce autour d'un atrium oblique, traité en béton, donnant un véritable élan par un effet de spirale.

Quels que soient l'opinion et les préjugés culturels d'un adulte sur les attractions proposées aux enfants — et l'avenir dira si les enfants y sont ou non chez eux — il n'est certes pas honnête d'accuser l'architecte « d'assassinat pur et simple » d'un théâtre quand on sait pertinemment qu'il est venu, bien après l'assassinat, sauver ce qui pouvait l'être. Accusez-on d'assassinat le chirurgien qui doit amputer, pour le sauver, un moribond ?

[1. La Gaîté lyrique était certes en très mauvais état, mais s'était pas si médiocre que l'écrit M. Kobakhidzé. Des travaux — déjà contestés — avaient été entrepris. Entre autres par Jean Nouvel.

2. La façade et le foyer de théâtre ont été respectés parce que ces éléments sont classés.

3. M. Kobakhidzé est content de son œuvre ce qui est bien normal. Nous sommes d'un avis différent. — F.E. et E. de R.]

PALAIS DES CONGRES

EVITA

C'est le triomphe !
A VOIR ABSOLUMENT

ATTENTION
10 DERNIERS

LOCATION ET RENS
46.40.28.30

DANSE

20 H 45
VEN. 5, SAM. 6 JANVIER

WIM VANDEKEYBUS

Création
LE POIDS DE LA MAIN
12 DANSEURS/ACTEURS
AVEC LES 12 MUSICIENS
DU GROUPE MAXIMALIST I

LOC. 42.74.22.77
2 PL. DU CHATELET PARIS 4^e

PASSIONS JAZZ 90

Dominique PIFARELY
Sextet

Mardi 9 janvier 1990 - 20h30
Café Les Plateaux - Angoulême

Vendredi 12 janvier 1990 - 20h30
Café Les Gâteaux - Sceaux

Jean-Marc PADOVANI
Sextet

Samedi 13 janvier 1990 - 20h30
Café Les Gâteaux - Sceaux

LES GATEAUX - SCEAUX
(1) 46.61.36.67

LANGUAGE PROGRAM

de l'American Center

se trouve maintenant
dans le 6e et le 8e.

2e trimestre :
4 janvier - 28 mars

Public Speaking - English
for Economics and Trade

Film Course - Medical English

Writing - English - American
Press - Sounds English.

Sessions intensives
Préparation
au TOEFL
F.P.C.

14 NIVEAUX

1ère année
1 place de l'école
2000 h
Tél. 46.38.32

2ème année
1 place de l'école
2000 h
Tél. 46.38.32

INSCRIPTIONS MAINTENANT

CULTURE

MUSIQUES

Sœur Laurie des Anges

Rencontre avec une avant-gardiste, Laurie Anderson, errant aux confins du rock'n'roll

Bien sûr, elle est coiffée comme un hérisson et elle a l'air un peu chiffonné de quelqu'un qui est resté trop longtemps dans la piscine, comme sur le portrait réalisé par la photographe Annie Leibovitz. Mais la surprise, quand on rencontre Laurie Anderson, c'est qu'il n'y a pas de surprise. La performance ne continue pas pendant l'entretien. Pas de néons ou de voix synthétiques, pour souligner son propos. Juste une jeune intellectuelle américaine qui parle de son travail d'un peu loin, avec une distance déroutante pour une praticienne de l'art total.

« Pendant que je montais *Home of the Brave* [le film de son avant-dernier spectacle], la seule chose de mon visage m'est devenue insupportable. » Alors, parce qu'elle est sous contrat avec WEA, elle s'est lancée un peu à l'aveuglette dans l'enregistrement d'un disque. « Au début, je voulais mettre des textes sur des musiques de film que j'avais déjà écrites. » Mais elle s'est mise à écrire des chansons. De petites choses de moins de cinq minutes, avec une mélodie, un refrain, un début, une fin. C'était en fait assumer un accident qui s'était produit un an auparavant.

En 1980, Laurie Anderson, fer de lance de l'avant-garde new-yorkaise, avait fait irruption sur la grand-place du village planétaire par hasard, presque par erreur, quand un thème (à peine une chan-

son) d'une de ses performances s'est transformé, miracle de l'alchimie médiatique, en succès de variété : *O Superman*, une mélodie sur fond de halètements de synthétiseurs. Sans qu'on ait à changer une note, ce tube sorti d'une éponge pouvait servir de message pour répondre téléphonique. Gadget pensant, critique instantanée de la numérisation qui commençait à étendre son empire sur la musique, *O Superman* était extrait de l'album *Big Science*, lui-même condensé des sept heures de spectacle de *United States*, portrait-performance des États-Unis d'Amérique. Ensuite il y eut l'épisode *Home of the Brave*, le spectacle, le film, avec la participation de William Burroughs.

Et maintenant *Strange Angels*, un album de rock mondialiste sur lequel on retrouve certains des musiciens qui enregistrèrent *Graceland*, avec Paul Simon ainsi que Bobby McFerrin ou Arto Lindsay. Et des anges : « Un jour dans un aéroport, j'ai rencontré un homme qui m'a dit qu'il aimait la musique. Nous en avons parlé longtemps et bien. Et au bout d'une heure, je me suis décidée à lui demander son nom. Il m'a répondu : *Wim Wenders*. »

Les anges de Laurie Anderson ont un air de famille avec ceux qui veillaient sur Berlin dans les *Ailes du désir*, mais il sont d'abord la



Laurie Anderson : une conscience tourmentée.

comme référence, pour mesurer le monde moderne à l'aune d'une perfection utopique. Car Laurie Anderson est définitivement descendue de la montagne. Le détachement ironique dont elle avait fait son métier est reparti en coulisse. *Strange Angels*, comme beaucoup d'albums parus ces derniers mois aux États-Unis, est l'œuvre d'une conscience tourmentée.

par le spectacle déprimant des sans-abri, de la désintégration des villes.

Mais Laurie Anderson est bien trop maligne pour se fonder dans le moule du *protest song* sacchariné tel qu'il se pratique depuis *We are the World*. Depuis toujours, quand elle a quelque chose à montrer, elle trouve une métaphore inédite, un chemin détourné. De même, en passant de la scansion hypnotique à la chansonnette, elle a quand même emporté avec elle les leçons des vingt années à l'avant-garde. Elle dit en vint : « Je m'étais toujours posé des problèmes très compliqués sur la programmation des synthétiseurs. Là, j'ai découvert le B.A.-Ba. Par exemple qu'il faut respirer quand on chante, et pas n'importe quand. »

Comme un metteur en scène de théâtre qui se met au cinéma, Laurie Anderson reste étrangère au rock tel qu'il se pratique aujourd'hui. Son visa n'est que temporaire, sa maison est ailleurs. Elle a fait de *Strange Angels* une superproduction déguisée en home-movie, un disque minimaliste dont on n'écouterait jamais les contrepoints et les troupes-faill, du faux rock qui, à force de ressembler au vrai, finit par en devenir la meilleure critique.

THOMAS SOTINEL
► Laurie Anderson : *Strange Angels*. Disque, cassette, CD, WEA.

Un précurseur de Rameau

William Christie révèle les cantates de Montéclair

Stéphane Lissner et l'équipe du Châtelet ont gagné leur pari de relancer l'Auditorium des Halles : jeudi soir 4 janvier, la salle était pleine (six cents places) pour la reprise de la musique après la trêve des fêtes, à cette heure insolite (19 heures) qui permet de rentrer plus tôt chez soi.

Le programme, *Autour des cantates de Montéclair*, n'était pas de ceux qui attirent des foules, mais l'enseignement des Arts florissants et de William Christie est devenu magique. Spectacle délicieux, d'ailleurs, que celui des Mellon, Zanetti, Lesne, Fouchecourt et Gardell entraînant leurs voix avec les phrases vives et flexibles comme le vent de deux jeunes violonistes japonais, les sursauts de flûte de Marc Hantel et l'admirable continuo d'Elisabeth Matiffa, Stephen Stubbs et Christie.

La vie de Michel Pignolet de Montéclair n'est guère connue. Né à Andelot en décembre 1667, il fit ses études à la maîtrise de la cathédrale de Langres, puis à Milan, et tint pendant près de quarante ans un emploi de basse de violon à l'Académie royale de musique, où il fut représenté un opéra sacré, *Jephthé*, en 1732, qui détermina la vocation lyrique de Rameau. Il mourut cinq ans plus tard, laissant d'importants ouvrages théoriques,

des pièces instrumentales et surtout vingt-quatre cantates, dont certaines sont les premières en France.

Les textes sont souvent des bergues dans le goût de la Régence, comme les *Délices champêtres* décorées d'une musique assez convenue. Mais le compositeur montre plus d'ambition dans la *Mort de Lucrèce* en italien, les deux violons en tempête concertant avec la voix qui multiplie les contrastes de temps et les phrases spectaculaires.

An contraire, la superbe *Mort de Didon* reste très proche de la tragédie lyrique, avec des airs calqués sur la déclamation. William Christie a montré ainsi alternativement les facettes italiennes et françaises de Montéclair avec un *Dispositif en arce* au style très instrumental comportant un « aria da capo » rigoureux, et une grande scène proche de l'opéra, *Pyrame et Thisbé*, qui justifie pleinement l'admiration de Rameau pour son prédécesseur.

Et les Arts florissants nous régalaient, pour finir, d'une petite pastorale italienne de Marco-Antonio Charpentier, colorée, vive et parfaite, toute proche encore des madrigaux de Monteverdi.

JACQUES LONCHAMPT

DISQUES

Où Où : Chacun tout le monde

Gamins prodiges

L'auditeur se retrouve dans le rôle de la police et le disque dans celui du contenu. C'est très bien joué, produit avec une limpidité qui ne supporterait pas la moindre déformation dans l'enregistrement, seulement, si l'on peut se permettre, une question : qu'est-ce que c'est ?

Du rock, sans doute. A quatre temps, avec « des guitares d'acier (qui) répondent par leurs riffs infernaux aux coups de butoir d'une rythmique lobotomisée et hypnotique », c'est dans le communiqué de presse, pestiche presque parfait du genre. La musique aussi mène les clichés en se tenant à la distance nécessaire pour garder le plaisir des originaux en les vidant de leurs prétentions. Les paroles sont écrites sur la bisectrice d'un angle dont les côtés seraient David Byrne, pour l'inquiescence qui sourd des choses les plus ordinaires, et Henri Dès, parce que ces histoires de petits cailloux, de nain bouillonnant ou de maison qui prend l'eau, c'est quand même un peu gamins. On ira chercher aussi du côté de certains originaux américains, David, Jonathan Richman et, donc, de Talking Heads, à leurs débuts. Mais ce reste bien approximatif. En attendant que

sorte un disque dont on puisse dire, tiens, on dirait du Où Où, on continuera à s'étonner, à s'amuser.

T.S.
► Où Où : Chacun tout le monde. Disque, cassette, CD.

Phil Collins : ... But Seriously Comme d'habitude

Avant même qu'il soit composé, enregistré, pressé, le destin de ce disque était tout tracé : fait de plume forgée dans l'atmosphère rarefiée du sommet des Tops. Parce que avec un disque de Phil Collins on n'est jamais déçu, c'est toujours la même chose. Il joue (de la batterie et des claviers), chante et compose mieux que la plupart de ses contemporains et glisse discrètement des mélodies peu idéales dans des millions d'inconscients. Il sait tellement bien y faire que plus personne ne s'aperçoit de ses petites déviances et qu'on ne s'en rend compte qu'après. On n'a envie ni de lui faire honte de son conservatisme ni de se battre pour qu'on le prenne au sérieux. Il est là, c'est tout. Après la musique d'ameublement, voici venu le temps du musicien qui fait partie des meubles.

T.S.
► Phil Collins : ... But Seriously. Disque, cassette, CD, WEA.

COMMUNICATION

En grève depuis le 4 janvier

Les journalistes du « Sport » demandent le départ du PDG

La rédaction de l'hebdomadaire *Le Sport* est passée de la contestation à la révolution de palais. En grève depuis le 4 janvier au matin, les trente journalistes du titre sportif relancé en octobre 1989 réclament le départ de leur PDG, M. Robert Lafont. Après une longue négociation qui n'a pas abouti entre les délégués de la rédaction et le PDG du journal, les journalistes devaient se réunir dans la matinée du 5 janvier. Ils devaient ensuite en appeler au conseil d'administration de l'hebdomadaire, notamment aux représentants du pool bancaire (dont fait partie le Crédit agricole) qui a participé au lancement du *Sport* et à M. Jean-Louis Borloo, administrateur du journal, député européen sans étiquette, maire de Valenciennes et président de l'Union sportive de cette ville.

La rédaction de l'hebdomadaire sportif, soutenue par l'inter-syndicale (Syndicat national des journalistes, CFDT, SNJ-CGT et Force ouvrière), se dit dans un communiqué, « convaincue, que les actes et les projets de la direction du groupe *Le Sport SA* mettent en péril la qualité et, à terme, l'existence du titre (...) et exprime sa défiance totale vis-à-vis de la direction ».

Avant les fêtes de Noël, un premier mouvement de grève avait eu lieu. Le 20 décembre, M. Robert

Lafont avait annoncé le licenciement du directeur de la rédaction, auparavant journaliste sportif à TF 1, Hervé Duthu. La rédaction n'est alors inquiétée de son non-remplacement et de la démission de plusieurs membres de la rédaction en chef. Elle s'est émue aussi de la hausse du prix de vente du journal, de 8 à 10 francs, « décidée arbitrairement par le PDG », d'une hypothétique réduction des effectifs et de l'implication au sein de la rédaction de M. Lafont. « Nous voulons attirer l'attention du conseil d'administration sur la manière dont le PDG gère le *Sport*. Chaque jour, des décisions sont prises qui mettent en jeu le journal par leur incohérence », affirme un membre de la rédaction.

Pour M. Robert Lafont, dont le groupe Entreprendre, éditeur du magazine du même nom, détient 51 % du *Sport*, cette crise a pour cause « des problèmes d'organisation interne ». Se refusant à confirmer le licenciement pourtant annoncé d'Hervé Duthu, le PDG espère encore pouvoir négocier avec sa rédaction. « On ne change pas une équipe qui gagne », explique-t-il. Le *Sport* vend 65 000 exemplaires, alors que son seul d'équilibre est à 50 000 exemplaires. « Je suis optimiste sur son avenir et je prépare des projets de développement ».

Y.-M. L.

Conflit à la rédaction de Radio-France Nancy

NANCY

de notre correspondant

Un mouvement de grève illimité a été lancé jeudi 4 janvier au sein de la rédaction de Radio-France Nancy, qui assure qu'un « programme minimum » de deux journaux quotidiens au lieu de six. Jeudi, sur six journalistes inscrits au plan de travail, seul le rédacteur en chef a pris son poste.

Provoqué par le SNJ (Syndicat national des journalistes) avec le soutien de la CFDT, cette grève vise à protester contre le « gel » par la présidence de Radio-France d'un poste d'envoyé permanent à Metz, après la récente démission de l'ancien, un « gel » dont les huit journalistes de la station craignent qu'il ne devienne définitif. Une mesure qui intervient alors que la consultation interne pour le remplacement d'un journaliste sportif, démission-

naire depuis juillet dernier, n'a toujours pas été lancée. En outre, les journalistes s'indignent que la direction laisse vacant le poste d'envoyé permanent à Metz, capitale administrative de la Lorraine et importante source d'informations, non seulement pour la station régionale, mais aussi pour France-Inter et France-Info.

Les journalistes de Radio-France Nancy craignent que les stations régionales, à terme, ne deviennent des relais locaux du réseau national. Depuis le dernier sondage connu, qui se leur accordait pourtant que 2,8 % d'audience en novembre 1988 - ils estiment qu'ils ont fait progresser le taux d'écoute de Radio-France dans une région en pleine mutation, malgré la réduction d'un tiers du budget des programmes de la station depuis 1986.

B. M.

En Belgique

M. Guy Duplat est nommé rédacteur en chef du « Soir »

BRUXELLES

de notre correspondant

Guy Duplat, chef du service politique et économique, a été nommé, jeudi 4 janvier, rédacteur en chef du *Soir de Bruxelles*, le premier quotidien francophone belge, par le conseil d'administration de la société Rosel, propriétaire du titre. La société des journalistes du quotidien a, en conséquence, levé le préavis de grève qu'elle avait déposé pour le vendredi 5 janvier. Les journalistes estiment en effet que la société

Rosel - dont Robert Hersant avait acquis 40 % des parts - devait nommer rapidement un successeur à Yvon Toussaint, l'ancien directeur, rédacteur en chef, qui avait démissionné à la suite de l'accord intervenu entre l'homme d'affaires français et les dirigeants de Rosel.

Guy Duplat, trente-neuf ans, ingénieur civil de formation, sera assisté dans ses fonctions par Jean-Marie Sandron, quarante-six ans, actuellement chef d'édition du quotidien.

EN BREF

Le PR réagit à la nomination de M. Tesson à la présidence de l'INA. - Le Parti républicain a dénoncé, jeudi 4 janvier, « un retour aux vieux démons » et la reprise en main de l'audiovisuel public par le pouvoir politique, à la suite de la nomination de M. Georges Fillard à la présidence de l'INA (Institut national de l'audiovisuel). Cette nomination, dit un communiqué, « complète ainsi la longue liste des amis du pouvoir socialiste mis en place discrètement mais obstinément aux postes de l'audiovisuel public ».

La maison d'édition Anaya dispute à M. Berlusconi le contrôle de la chaîne espagnole Telecinco. - La maison d'édition Anaya a fait paraître dans la presse espagnole, jeudi 4 janvier, un communiqué accusant son associé dans la chaîne Telecinco, M. Silvio Berlusconi, d'avoir commis des « irrégularités ». Le communiqué reproche notamment au magnat italien d'avoir changé le siège social de la chaîne sans consulter ses associés et d'avoir fait réaliser une campagne de publicité en faveur de Telecinco par l'une de ses sociétés,

(Publié)
Pour vous qui cherchez une idée originale de cadeau, la boutique Belauri vient de lancer une ligne de pochettes cosmétiques sur 5 thèmes à côté d'une gamme d'objets luxueux dont une collection de jeux, vases, statuettes, verres, lampes, et sa lousme machine à café en cuivre et laiton, raffinement d'un design exclusif italien.
28, rue d'Odéon - 75014 PARIS
Tél. : 43-28-33-18.

DANSE

Le Ballet-Théâtre de Leningrad à Paris

Des efforts sympathiques mais encore brouillons pour échapper à l'académisme soviétique

Fumées. Musique tonitruante. Des fous ou des malades en pyjama blanc, tête emmaillottée de bandes-lettres, errant bousculés par des infirmiers en blouse et calot immaculés. Apparition de Woland (Satan), un combiné de Musidora et de Fantômas, visage en lame de rasoir et paupières peillettées. Il se promène d'un air indiscutablement méphistophélique.

Ce n'est pas parce que la narration est passée de mode dans l'art occidental qu'il faut la boudier lorsqu'elle nous arrive d'ailleurs. Boris Eifman est ce chorégraphe soviétique dont on a récemment parlé ici (*Le Monde* du 1^{er} décembre 1989) à propos de sa création pour le Ballet de Monte-Carlo, *Les Intrigues de l'amour*, d'après le *Barbier*

de Séville de Beaumarchais. Il passe pour ce qu'il y a actuellement de plus « moderne » en Russie, et l'on ne peut qu'éprouver de la sympathie pour quelqu'un qui tente d'échapper à l'académisme qui régnait là-bas. Longtemps sulfureux, accusé de « pornographie », il a fini par s'imposer, surtout auprès de la jeunesse, et dispose aujourd'hui d'une cinquantaine de danseurs et d'une salle de 3 400 places. A l'étiquette « danse moderne » il préfère celle de « danse libre » ; à la recherche formelle il préfère « raconter des histoires ».

Pour le *Maître et Marguerite*, il s'est inspiré du célèbre roman de Boulgakov portant ce titre. On en sait tant bien que mal les épisodes

principaux : le Maître, aidé par Woland, tâche de mener à bien l'œuvre de sa vie, un roman sur Ponce Pilate et Yehous (Jésus). Méchants centurions, flagellation, crucifixion. Marche enthousiaste de la jeunesse soviétique (l'action se passe dans le Moscou des années 20). Rencontre de Marguerite ; persécution du Maître par une horde de critiques littéraires (reconnaisables à leur pyjama semé de lettres d'imprimerie) forcément mesquins et bornés. Descente de Marguerite à un grand bal chez Satan : squelettes ricanants, bacchantes aux seins hypertrophiés, fumées d'orchestre.

Hélas, on ne peut s'intéresser une seconde à ces personnages, car Boris Eifman confond agitation frénétique et chorégraphie, son vocabulaire est pauvre, confus, naïf. Pas un instant de répit, mais pas une attitude, un enchaînement, un geste qui accroche. Même effervescence brouillonne et stérile dans le *Mariage de Figaro*, d'après l'œuvre de Beaumarchais. Les personnages sont caricaturaux à l'excès, souvent vulgaires ; le burlesque ne réussit pas mieux à Boris Eifman que le fantastique. Au moins a-t-on l'occasion d'admirer, dans le rôle de Figaro, la virtuosité de Vadim Fissarov, qui fait dans les airs des choses extravagantes sans perdre son sourire.

SYLVIE DENUSSAC
► Théâtre des Champs-Élysées, jusqu'au 6 janvier.

NOTES

Inauguration du Festival des premiers films

La Société des réalisateurs de films inaugure le 8 janvier, à la Cinéma-thèque française, le premier Festival des premiers films, avec la projection en avant-première de *L'Aventure de Catherine C.*, de Pierre Beuchot, et de *Et la lumière fut*, d'Otar Iosseliani, primé à Venise. La manifestation se poursuivra du 12 janvier au 2 février, du 28 mars au 10 avril et du 12 au 25 octobre dans vingt et une salles d'art et d'essai de la périphérie parisienne au cours de soirées dont le principe consiste à montrer le premier film d'un cinéaste confirmé (Jean-Charles Tacchella, Alain Jessua ou Jacques Rivette) parvenant le long métrage d'un jeune réalisateur (Eric Rohmer, Jacky Cukier).

► Tél. : 46-63-93-30.

La Villa Medici s'ouvre aux cinéastes

La Villa Medici à Rome, qui reçoit traditionnellement des artistes français dans le cadre des échanges culturels franco-italiens, s'ouvre aux cinéastes. Une vingtaine de places sont offertes cette année aux artistes - toutes disciplines confondues - parlant l'italien et qui auront présenté leur candidature avant le 3 mars.

► Tél. : 40-15-78-07.

SALLE PLEYEL

ALBERT SARFATI présente

deux soirées exceptionnelles à retenir

Dimanche 14, lundi 15 janvier 1990 à 20 h 30

ORCHESTRE SYMPHONIQUE D'ETAT D'URSS

direction : EVGUENI SVETLANOV

avec les « Jeunes Prodiges »

EVGUENI KISSIN - VADIM REPIN

T. KHRENNIKOV - RACHMANINOV - TCHAIKOVSKI

Location Salle Pleyel, agences FNAC et par téléphone

45 63 88 73 - 45 61 06 30

SANS VISA

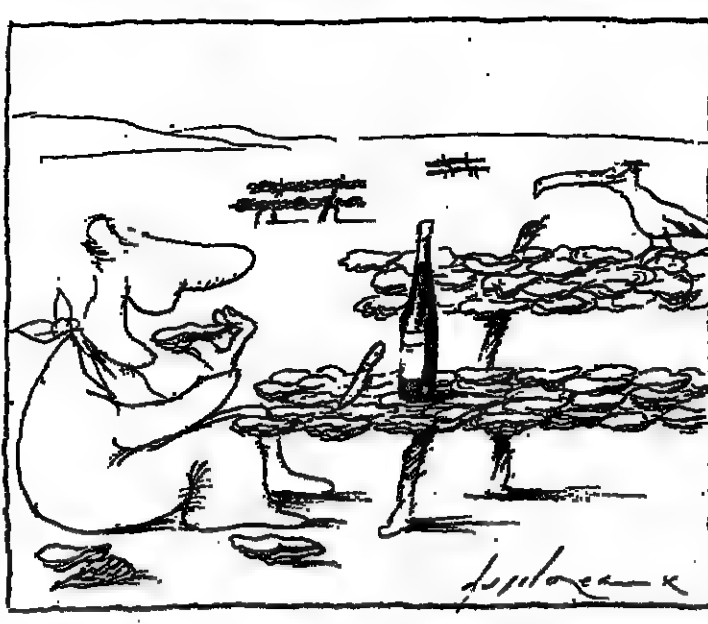
LA TABLE

Le temps des huîtres

Le voilà revenu, mais, hélas ! l'escopette en main. Il faudra compter environ 20 % d'augmentation sur les huîtres plates (les vraies, *Ostrea edulis*, alors que les creuses sont des griffes, *Gryphaea angulata*). Encore faut-il savoir que nos belons (les marennes plates ne sont guère plus que légendes) sont des naissains japonais, tout comme, depuis longtemps, les creuses dites portugaises.

De plus en plus, les amateurs dégustent les huîtres chaudes. Ce n'est pas, comme ils l'imaginent souvent, de la nouvelle cuisine, loin de là ! Tous les ouvrages de recettes jusqu'au dix-huitième siècle donnent d'innombrables formules d'apprêt des huîtres, qu'il s'agit, alors, incongru d'avalier crues. Mais attention ! Chaudes ne veut pas dire cuites. A peine pochée dans son eau, l'huître gagne en saveur ; cuite, ce n'est plus qu'un machant morceau de caoutchouc à mâcher.

Ostende garde ses huîtres, si favorisées à Paris à la Belle Époque : les Anglais gobent leurs colcheters ; Arcachon est fière de ses gravettes (avec des petites sauces, c'est excellent) ; mais l'Irlande fournit régulièrement Gournard en huîtres de Galway, petites mais charnues.



Contrairement à la mode, j'aime fort les huîtres crues. J'en mange

rais volontiers une centaine comme ce personnage de Balzac à qui « la nature avait dit de manger des huîtres ». Enfin, disons deux ou trois douzaines, sans presque de pain, sans boire à l'exception d'une gorgée finale — et là, comme Galtier Boissière m'en avait convaincu il y a des lustres, un soir chez Benoit (rue Saint-Martin), du vin rouge, et singulièrement du bouzy champenois.

La question du vin est importante, et il est entendu que le blanc est le préféré de tous. L'Alsace en tête généralement. Je pencherais plutôt pour les vins des terroirs marins : le muscadet nantais et mieux encore le gros-plant. Un

cassis provençal peut aussi convenir, et je sais un Cancalais convaincu qui, avec les huîtres de sa petite villette, veut du... cidre (1).

Les recettes d'huîtres chaudes se multiplient. M. Gournard me disait qu'au moins 50 % des dégustateurs choisissent celles-ci. Il est vrai que le fameux « plateau de fruits de mer » classique est devenu d'un prix prohibitif. Alors chaque cuisinier veut innover. Les huîtres au champagne que le chef Bernard avait remis en vogue au Petit Bedon, il y a fort longtemps, sont un classique. Les huîtres au curry de Gournard comme celles du Vivarais sont remarquables. Une soupe de saint-jacques et huîtres au vin de Saint-Véran m'a séduit chez Armand, au Palais-Royal (2-6, rue de Beaujolais).

Mais fois des tartares d'huîtres qui sont gâchés, alors que les brochettes d'huîtres de Gournard, au contraire, fantaisie épicurienne. Et le fameux steak Boston (aux huîtres) de Prunier, du temps de ses splendeurs, avait son intérêt.

Mais si vous voulez vous régaler d'huîtres crues, choisissez un restaurant de gros débit, une brasserie achalandée. Ou, mieux, de grands spécialistes, comme Charlot 1^{er} par exemple.

LA REYNIÈRE.

(1) Mais si, comme moi, vous appréciez avec les huîtres crues quelques tartines de campagne « carottes » de foie gras, un bordeaux blanc sera parfait.

Ravioles dauphinoises

Ravioles... ravioles... L'Italie n'est pas si loin du Dauphiné pour que le populaire n'ait pas rapidement adopté la chose en francisant le nom.

Il s'agit de pâte, évidemment. Elle doit être faite à partir de blé tendre. Et ces petits coussins de pâte sont farcis de comté, de fromage frais et de persil. Chez les fabricants spécialisés, la raviole se présente en plaques de quarante-huit petits carrés, trois plaques-queue ravioles, douze douzaines, soit une grosse, qui est l'unité traditionnelle de vente dans la région.

Il y a longtemps que les Dauphinois gourmands la réclament : la raviole traditionnelle vient enfin d'obtenir une appellation d'origine. Cela donne peut-être aux cuisiniers parisiens l'idée d'en inscrire plus souvent à leur carte.

La-bas, en Dauphiné, il en est autrement. A Romans-sur-Isère, les ravioles de Romans sont vedettes. En feuilletant quelques cartes, je trouve des ravioles en consommé de canette aux truffes au Château de Rochegude (tel. : 75-04-81-88), chez Ponton à Romans (75-02-29-91), au restaurant Albert-Lacombe de Saint-Vallier (75-23-01-12) et bien évidemment chez Chaban, le Relais gourmand de Pont-d'Iserre (75-84-60-09), où elles sont aux truffes.

Je ne sais pas si l'appellation d'origine tient pour les produits surgelés : ce serait dommage. Ils vont se multiplier. Mais les ravioles dauphinoises, ménagères, artisanales, folkloriques, ce n'est pas cela !

L. R.

SEMAINE GOURMANDE

A l'Arcade

Louis et Danielle Albistur, qui avaient quitté il y a un an La Flambèche sur la rive gauche, viennent de s'installer, après le repos sabbatique à la mode, à l'ancien Ma cuisine. Beaux travaux de réajustement, avec la salle d'entrée aux tons chauds, ornée de tableaux et d'un éclairage intelligent (on voit ce que l'on mange sans que la tête soit illuminée trop chaudement !); la salle du fond sous sa verrière, aux murs clairs et miroitants, est « estivale ». Très belle vaisselle de Limoges et très douce musique d'ambiance (un *bouillon d'herbes* à la vitre).

Et surtout la cuisine d'Albistur, sage et fantasiste à la fois, solide et légère : la tartine « maison » de foie gras frais de canard, les huîtres chaudes au champagne, la salade d'artichauts aux foies de volaille, la bûche de langoustines en entrée, puis la morue fraîche (pourquoi ne pas dire cabillaud ?) en chemise et ses pâtes fraîches, les filets de

rougets et saint-jacques à la purée d'herbes, etc. Avant le foie gras chaud au sauternes, le canard sauvage rôti aux deux poivres, le filet d'agneau pané provençal et la simple andouillette rôtie à la graine de moutarde. Fromages de La Ferme Saint-Hubert (une garantie) et beaux desserts que les gourmets résumant en commandant la « grande assiette » (55 F).

Belle cave (découvrez, si vous ne le connaissez pas : point de vue, le saint-jacques vivarois de Grippet) et accueil tout de courtoisie familiale. A la carte, et si l'appétit vous guide, compter 400 F. Mais il y a midi et soir, un menu à 190 F sur lequel ma voisine a choisi la soupe spéciale de marennes, la cassiolette de chevreuil au cassis et la glace au chocolat amer.

► A L'ARCADE, 18, rue Bayen, 75017 Paris. Tél. : 45-72-02-19. Fermé samedi midi et dimanche. Parking : Terres. CB-Visa. Chiens acceptés. L. R.

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Côte d'azur

06400 CANNES

HOTEL LIGURE ***NN
5, rue Jean-Jaures - 06400 CANNES
Tél. : 93-39-03-11 - Tél. 970275
FAX 93-39-19-48
A 150 mètres du Palais des congrès, climatisé, insonorisé, chambres TV couleur, TV direct, minibar.

NICE

HOTEL LA MALMAISON

Best Western ***NN
Hôtel de charme près mer, calme, grand confort.
50 CH. INSONORISÉES ET CLIMATISÉES
TV COULEUR PAR SATELLITES
Restaurant de qualité.
48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. 93-57-62-56 - Tél. 478418
Télécopie 93-16-17-99.

HOTEL VICTORIA ***

33, boulevard Victor-Hugo
06000 NICE - Tél. 93-88-39-60
Petite centre-ville, calme.
Petit parking, grand jardin.
chambres TV couleur câble.
téléphone direct, minibar.

Montagne

05350 MOLINES-EN-QUEYRAS

Hôtel LA MAISON DE GAUDISSART
Stages ski de fond randonnée pour de plique (16) 92-45-83-25.

05350 SAINT-VÉRAN

(Hautes-Alpes, Queyras)
Parc rég. Site classé. Stat. village. Piste. fond. Plus lte comm. d'Europe 2040 m.
LE VILLARD, tél. 92-45-82-08
Appr. et chambres avec cuisinette. Grill de 650 à 1 500 F/pers./semaine.
BEAUREGARD, tél. 92-45-82-62
Au départ des pistes de fond, demi-pension à partir de 1 400 F/pers./semaine.

Paris

BOURBONNE

HOTEL DIANA **
73, rue Saint-Jacques
Chambres avec bain, w.c., TV couleur.
Tél. direct.
De 250 à 350 F. - Tél. 43-54-92-55.

Provence

AIX-EN-PROVENCE

HOTEL RESIDENCE
Location d'appartements meublés pour séjour de courte ou longue durée.
Prestations de qualité.
L'HOTEL PARTICULIER
Tél. : 42-38-29-92

Sud-Est

Paris/4 h par TGV (Montélimar).
Situé en bord de la Drôme, dans un cadre exceptionnel.
On ne fume pas à table.
Chambre pd. et près d'Arles. Mireille Colomb. Tél. : 75-26-12-89. Arlesberg au village d'Aubres 26110 Nyonas.
Fax : 75-26-38-10.

Suisse

LEYSIN (Alpes vaudoises)

1300 m, à 4 à 30 de Paris
TGV. Site alpin - climat except. ski, tennis, marche.
Piscine, soleil, repos.
Hôtels de famille E & G. Belle vue.
FORFAIT 7 J. (douches/wc)
1/2 pers. 1 690 FF ; pers. compl. 1990 FF.
Préfixe tél. Leysin : 19-41/23.
HOTEL LA FERMETURE, tél. 34-11-46.
Près centre sportif. Spéc. du pays.
HOTEL ORCHIDÉES, tél. 34-14-21.
Vue panoramique. Prix spéc. familles.
HOTEL PAIX/VEUX PAYS, tél. 34-13-75.
1^{er} train. Tranquille, gourmand, régimes.

Sports d'hiver

HOTEL MONT-BLANC
Confort. Un accueil jeune et chaleureux.
Cuisine personnalisée faite par le patron.
Pens. compl. FS 75/-/88/- TTC par pers. en chambre double (env. FF300/-/352/-). Demi-pension possible.
J.-M. et B. Ryben-Winter
Tél. 19-41 25/34 27 01.
Télécopie 19-41 25/34 27 04

3920 ZERMATT-VALAIS

HOTEL HOLIDAY

60 lits, situation tranquille et ensoleillée, à proximité du funiculaire Saingn. Chambres avec balcon, cuisinette, bar, bain, w.c., radio, téléphone, TV. Hall d'accueil avec bar. Restaurant. Entrée gratuite dans une piscine couverte.
Prix spéciaux en janvier-juin FS 70 (env. FF 280) en demi-pension.
Téléphone 1941/28/67 12 03.
Familie R. Perren, tél. 472107.

MIETTES

● Ouverture d'une épicerie dans l'excellent restaurant du *Méridien* (81, boulevard Gouvion-Saint-Cyr, Paris-17^e). Une aimable vendeuse-hôtesse propose, du mardi au samedi inclus (de 10 h 30 à 14 heures et de 16 h 30 à 21 heures), des foies gras excellents, les confits de Lamazère, ainsi que cent autres cadeaux gourmands imaginés par le chef Jean-Marie Moulin et le sommelier Didier Bureau.

● Jacques Colom, c'est cet épicer de luxe (150, avenue Victor-Hugo, Paris-16^e ; tél. : 47-27-90-30) qui fournit notamment en fruits de qualité *La Tour d'Argent* comme *Le Bristol* ou *Le Royal Monceau*. Mon ami Jean-Pierre Imbach — qui me précise que M. Jacques Colom est le petit-fils du Majorquin Joseph Colom,

qui, vers 1920, importa le premier en France les oranges de là-bas — m'a fait découvrir les confitures de la marque. A présent que Tarrade... Une bonne adresse à noter. L. R.

GASTRONOMIE

RÉOUVERTURE
le 10 janvier 1990
du restaurant
CHEZ PRUDENCE
ANSE-BERTRAND
(Guadeloupe)
Tél. : 22-11-17

POUR VOS INVITATIONS
LE SOUFFLÉ
Sa bonne cuisine française
en une merveille
MENU à 120 F NET
38, rue du MONT-THABOR
(coin de la place Vendôme)
52 ANS
Réservation : 42-80-22-18, F. de

EGYPTE

CROISIÈRE SUR LE NIL
8500 F

PLUS ON VOYAGE PLUS ON A ENVIE DE VOYAGER

Aux quatre coins du monde, la carte Rev vous abonne à tous ses privilèges.
Pour tout savoir, adressez-vous à votre agence de voyages agréée ou envoyez ce bon à
REV VACANCES - BP 9 - 92235 Gennevilliers Cedex

Nom _____ Prénom _____ Adresse _____

Code postal _____ Cl : LMEG

Toutes les visites d'Alexandrie et d'Assouan
Incluses complètes prix France/France (à partir de)

INDEX DES RESTAURANTS PAR QUARTIER

BASTILLE (OPERA DE LA) EL BOLICHE , 43, rue Faidherbe, 11 ^e . F. dim. 43-79-87-93. Le rest. sud-américain du 11 ^e	CHAMPS-ÉLYSÉES RELAIS BELLMAN , 37, r. Franc-1 ^{er} . 47-23-54-42. Juss. 22 h 30. Cadre élég. F. samedi, dimanche.	GOBELINS ENTOTTO 45-87-46-51 - F. dim. 143, r. L.-M.-Nordmann, 13 ^e Spécialités éthiopiennes.	MONTEPARNASSE (JULES-CESSA) LA TABLE DE L'OE , 14, r. Flocon, 19 ^e . F. sam. midi, dim. 46-06-72-01 Spéc. Sud-Ouest. Env. 100 F	REUILLY-CLÉMENT SAPNA 160, r. de Charenton, 12 ^e . F. dim. 43-46-73-33. Musique, danse indienne. Cuis. raffinée.	SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS LA FOUX , 2, rue Clément (9). F. dim. 43-25-77-66. Alex aux fourneaux.
BLANCHE DOUCEUR DES ÎLES 3, rue de Bruxelles. Tél. : 45-26-69-20. Spécialités antillaises.	142, m. des Champs-Élysées, 43-53-20-41 COPENHAGUE , 1 ^{er} étage. FLORA DANICA, et son jardin r.d.c. SAUMON, RENNE, CANARD SALÉ.	MAUBERT-MUTUALITÉ CHIENG-MAI 12, r. Frédéric- Santon, 5 ^e 43-25-45-45 F. dim. déj. Tél. 90-30 F a.c.	REPUBLIQUE-BASTILLE LE REPAIR DE CARTOUCHE 47-00-25-84, 8, boulevard des Filles-du- Calvaire (11 ^e). F. sam. midi, dim	SAINTE-AUGUSTIN LE SARLADAIS , 2, r. de Vienna, 9 ^e . 45-22-23-62. Dîner pélagorin 130 F a.c.	TROCADERO P. GAILLARD , 70, r. de Longchamp. F. dim. et sam. soir. 47-27-43-41 Cuis. classique.

SANS VISA

JEUX

échecs

N° 1366

CLOUAGES ET ENFILADES

(Championnat des États-Unis, Long Beach, décembre 1989)

Blancs : B. GOULEO

Noirs : Y. SEIRAWAN

Début anglais.

1. p4 2. Cc3 3. Cc3 4. p5 5. p5 6. p2 (b) 7. e4 8. a3 (d) 9. b4 10. Td1 (f) 11. e3 12. Cc4 (h) 13. Td2 14. Cc5 15. Dc2 16. Dc2 17. Dc2

18. b5 19. Td4 20. p3 21. Td3 (a) 22. Td3 23. Td3 (g) 24. Dc2 25. Fd3 26. Cc1 27. Td1 (f) 28. Fd3 29. Td1 (v) 30. Cc3 31. Fd3 32. Fd3 33. Td3 34. Td3 (a)

15. Df7 16. Fd3 17. Cc3 18. Cc3 19. Cc3 20. Cc3 21. Cc3 22. Cc3 23. Cc3 24. Cc3 25. Cc3 26. Cc3 27. Cc3 28. Cc3 29. Cc3 30. Cc3 31. Cc3 32. Cc3 33. Cc3 34. Cc3

NOTES

a) Entrant dans une « défense sicilienne », les couleurs étant inversées.
b) Menace 7.Cx65.
c) 3... Cx65 et 3... Cd47 sont également jouables. Le coup de texte empêche l'avance d2-d4.
d) On 8.d3, 0-0; 9.a3, f5; 10.b4, f6; 11.Fb2, Rh5 (il y a aussi à examiner) 12.Td1, Cd4; 13.Cc4, 6x4; 14.Cc4, 6x5; 15.Cc5, a6; 16.Db3, Td8; 17.d4, Td7 (si 17... Tc2; 18.Tc7-e1); 18.Fa1, Dd6;

19.Tf4-61 avec avantage aux Blancs (Tchernine-Rantanan, 1985) ou 8.b3, 0-0; 9.Fb2, Fd4; 10.a4, a6 (10... a5; 11.Cc5, Fd7; 12.d3, Dd7; 13.Cd2, Td8; 14.Tc1, Fb3; 15.Fxh3, Dxh3; 16.Fa3, Tf4; 17.Cc4, Fd7; 18.Fx67, Tx67; 19.Cc3 comme dans la partie Arkhipov-Zajchik, 1988); 11.a5, Cd7; 12.Cd5, Fd6; 13.Cc3, Fd6; 14.d4, 6x4; 15.Cc4; 16.Fx4, Td8; 17.Fa7, Td8; 18.Fd4, Td8; 19.Fd4, Fd5; 20.b4, Fx4; 21.Dx4 et les Blancs sont mieux (Kajdanov-Dzandzava, Belgrade, 1988).

e) 8... F66 donne l'égalité après 9.b4, a6; 10.d3, 0-0; 11.Tb1, f5; 12.Fb3, Rh5; 13.Dc2, Cd4; 14.Fx4, 6x4; 15.Cc4, Cx4; 16.Dx4, Fd5; 17.Tf4-e1, 66 (Alif-Karpov, Lucerne, 1985).

f) On 10.d3, Cd4; 11.Tb1, Cd5 (Sunayev-Timman, Amsterdam, 1985).

g) Trop passif. 11... f5 paraît nécessaire pour empêcher les Blancs de s'emparer de l'initiative sur l'aile-D.

h) Une idée de Botvinnik. Le C-D vise la case g5 d'où il dominera le

complexe b7-d7-e6; en cas d'échange, la reprise par le pion b4 ouvrira aux Blancs la colonne b.

i) La manœuvre Fa2-Fd5 permet aux Noirs de ne pas perdre un temps.

j) Contrôle les cases d4 et g5.

k) La menace 18.Cxb7, Tx67; 19.Dx6 force les Noirs à prendre le Cc5 et à ouvrir la colonne b, signe évident de leur échec positionnel et de leur traitement passif de l'ouverture.

l) Comme c'est souvent le cas, lorsqu'un est en difficulté positionnelle, on a recours à la tactique pour se sortir d'un mauvais pas. 19... Dc8, défense peu agréable, laisse les Blancs renforcer leur avantage de position après 20.d4, 6x4; 21.Cx4, Cx4; 22.Fx4, Fxg2; 23.Rxg2.

m) Une des points prévues dès 17... Cx65.

n) Mais la tactique est un domaine où les occasions sont souvent favorables au camp dominant positionnellement: si 21... Txh3?; 24.Dxh3+ et 25.Dxh3.

o) Une nouvelle contre-attaque: si 23.Dd1, bxc6 et tout va bien.

p) Ce sacrifice de qualité tombe à

q) Si 23... Cx62; 24.Tx47, Cx63; 25.Tx66, Cx62; 26.Rxg2 et les Blancs ont une finale gagnante.

r) Et non 24... Dxc7?; 25.bxc7, Td3; 26.Fh3.

s) Si 26... Dc6; 27.Tc1!

t) Menace 28.Fc5.

u) Si 29.Fxh4, Si 28... Dd7; 29.Fxh4, 2x64; 30.Td7 et les Blancs gagnent.

v) Clouage vertical.

w) Si 29... Td8; 30.Fx68, Td8; 31.Td3, Td7; 32.Td8+, Fd8; 33.Tx68+, Rf7; 34.Td8+.

x) Clouage diagonal.

y) Si 31... Td8; 32.b7!

z) Si 32... Td7; 33.bxc7.

aa) Si 34... Rf7; 35.bxc7 suivi de 36.g5=D.

Solution de l'étude n° 1365

1. Bondar

(Blancs : Rh2, Tg2, Ph6, Noirs : Rf1, Fd2, Fg3.)

1. Td2, 2. 2. F7, Fc3+; 3. Rg2, Fc3; 4. Td1+, Rf2 (si 4... Rg2; 5. Td1, Rf2; 6. Rg2, Fc4+; 7. Rg2, Rf1; 8. Rg2, Rf1; 9. Dd1+, Rf2; 10. Rg2, Rf1; 11. Dd1+, Rf2; 12. Rg2, Rf1; 13. Dd1+, Rf2; 14. Rg2, Rf1; 15. Dd1+, Rf2; 16. Rg2, Rf1; 17. Dd1+, Rf2; 18. Rg2, Rf1; 19. Dd1+, Rf2; 20. Rg2, Rf1; 21. Dd1+, Rf2; 22. Rg2, Rf1; 23. Dd1+, Rf2; 24. Rg2, Rf1; 25. Dd1+, Rf2; 26. Rg2, Rf1; 27. Dd1+, Rf2; 28. Rg2, Rf1; 29. Dd1+, Rf2; 30. Rg2, Rf1; 31. Dd1+, Rf2; 32. Rg2, Rf1; 33. Dd1+, Rf2; 34. Rg2, Rf1; 35. Dd1+, Rf2; 36. Rg2, Rf1; 37. Dd1+, Rf2; 38. Rg2, Rf1; 39. Dd1+, Rf2; 40. Rg2, Rf1; 41. Dd1+, Rf2; 42. Rg2, Rf1; 43. Dd1+, Rf2; 44. Rg2, Rf1; 45. Dd1+, Rf2; 46. Rg2, Rf1; 47. Dd1+, Rf2; 48. Rg2, Rf1; 49. Dd1+, Rf2; 50. Rg2, Rf1; 51. Dd1+, Rf2; 52. Rg2, Rf1; 53. Dd1+, Rf2; 54. Rg2, Rf1; 55. Dd1+, Rf2; 56. Rg2, Rf1; 57. Dd1+, Rf2; 58. Rg2, Rf1; 59. Dd1+, Rf2; 60. Rg2, Rf1; 61. Dd1+, Rf2; 62. Rg2, Rf1; 63. Dd1+, Rf2; 64. Rg2, Rf1; 65. Dd1+, Rf2; 66. Rg2, Rf1; 67. Dd1+, Rf2; 68. Rg2, Rf1; 69. Dd1+, Rf2; 70. Rg2, Rf1; 71. Dd1+, Rf2; 72. Rg2, Rf1; 73. Dd1+, Rf2; 74. Rg2, Rf1; 75. Dd1+, Rf2; 76. Rg2, Rf1; 77. Dd1+, Rf2; 78. Rg2, Rf1; 79. Dd1+, Rf2; 80. Rg2, Rf1; 81. Dd1+, Rf2; 82. Rg2, Rf1; 83. Dd1+, Rf2; 84. Rg2, Rf1; 85. Dd1+, Rf2; 86. Rg2, Rf1; 87. Dd1+, Rf2; 88. Rg2, Rf1; 89. Dd1+, Rf2; 90. Rg2, Rf1; 91. Dd1+, Rf2; 92. Rg2, Rf1; 93. Dd1+, Rf2; 94. Rg2, Rf1; 95. Dd1+, Rf2; 96. Rg2, Rf1; 97. Dd1+, Rf2; 98. Rg2, Rf1; 99. Dd1+, Rf2; 100. Rg2, Rf1; 101. Dd1+, Rf2; 102. Rg2, Rf1; 103. Dd1+, Rf2; 104. Rg2, Rf1; 105. Dd1+, Rf2; 106. Rg2, Rf1; 107. Dd1+, Rf2; 108. Rg2, Rf1; 109. Dd1+, Rf2; 110. Rg2, Rf1; 111. Dd1+, Rf2; 112. Rg2, Rf1; 113. Dd1+, Rf2; 114. Rg2, Rf1; 115. Dd1+, Rf2; 116. Rg2, Rf1; 117. Dd1+, Rf2; 118. Rg2, Rf1; 119. Dd1+, Rf2; 120. Rg2, Rf1; 121. Dd1+, Rf2; 122. Rg2, Rf1; 123. Dd1+, Rf2; 124. Rg2, Rf1; 125. Dd1+, Rf2; 126. Rg2, Rf1; 127. Dd1+, Rf2; 128. Rg2, Rf1; 129. Dd1+, Rf2; 130. Rg2, Rf1; 131. Dd1+, Rf2; 132. Rg2, Rf1; 133. Dd1+, Rf2; 134. Rg2, Rf1; 135. Dd1+, Rf2; 136. Rg2, Rf1; 137. Dd1+, Rf2; 138. Rg2, Rf1; 139. Dd1+, Rf2; 140. Rg2, Rf1; 141. Dd1+, Rf2; 142. Rg2, Rf1; 143. Dd1+, Rf2; 144. Rg2, Rf1; 145. Dd1+, Rf2; 146. Rg2, Rf1; 147. Dd1+, Rf2; 148. Rg2, Rf1; 149. Dd1+, Rf2; 150. Rg2, Rf1; 151. Dd1+, Rf2; 152. Rg2, Rf1; 153. Dd1+, Rf2; 154. Rg2, Rf1; 155. Dd1+, Rf2; 156. Rg2, Rf1; 157. Dd1+, Rf2; 158. Rg2, Rf1; 159. Dd1+, Rf2; 160. Rg2, Rf1; 161. Dd1+, Rf2; 162. Rg2, Rf1; 163. Dd1+, Rf2; 164. Rg2, Rf1; 165. Dd1+, Rf2; 166. Rg2, Rf1; 167. Dd1+, Rf2; 168. Rg2, Rf1; 169. Dd1+, Rf2; 170. Rg2, Rf1; 171. Dd1+, Rf2; 172. Rg2, Rf1; 173. Dd1+, Rf2; 174. Rg2, Rf1; 175. Dd1+, Rf2; 176. Rg2, Rf1; 177. Dd1+, Rf2; 178. Rg2, Rf1; 179. Dd1+, Rf2; 180. Rg2, Rf1; 181. Dd1+, Rf2; 182. Rg2, Rf1; 183. Dd1+, Rf2; 184. Rg2, Rf1; 185. Dd1+, Rf2; 186. Rg2, Rf1; 187. Dd1+, Rf2; 188. Rg2, Rf1; 189. Dd1+, Rf2; 190. Rg2, Rf1; 191. Dd1+, Rf2; 192. Rg2, Rf1; 193. Dd1+, Rf2; 194. Rg2, Rf1; 195. Dd1+, Rf2; 196. Rg2, Rf1; 197. Dd1+, Rf2; 198. Rg2, Rf1; 199. Dd1+, Rf2; 200. Rg2, Rf1; 201. Dd1+, Rf2; 202. Rg2, Rf1; 203. Dd1+, Rf2; 204. Rg2, Rf1; 205. Dd1+, Rf2; 206. Rg2, Rf1; 207. Dd1+, Rf2; 208. Rg2, Rf1; 209. Dd1+, Rf2; 210. Rg2, Rf1; 211. Dd1+, Rf2; 212. Rg2, Rf1; 213. Dd1+, Rf2; 214. Rg2, Rf1; 215. Dd1+, Rf2; 216. Rg2, Rf1; 217. Dd1+, Rf2; 218. Rg2, Rf1; 219. Dd1+, Rf2; 220. Rg2, Rf1; 221. Dd1+, Rf2; 222. Rg2, Rf1; 223. Dd1+, Rf2; 224. Rg2, Rf1; 225. Dd1+, Rf2; 226. Rg2, Rf1; 227. Dd1+, Rf2; 228. Rg2, Rf1; 229. Dd1+, Rf2; 230. Rg2, Rf1; 231. Dd1+, Rf2; 232. Rg2, Rf1; 233. Dd1+, Rf2; 234. Rg2, Rf1; 235. Dd1+, Rf2; 236. Rg2, Rf1; 237. Dd1+, Rf2; 238. Rg2, Rf1; 239. Dd1+, Rf2; 240. Rg2, Rf1; 241. Dd1+, Rf2; 242. Rg2, Rf1; 243. Dd1+, Rf2; 244. Rg2, Rf1; 245. Dd1+, Rf2; 246. Rg2, Rf1; 247. Dd1+, Rf2; 248. Rg2, Rf1; 249. Dd1+, Rf2; 250. Rg2, Rf1; 251. Dd1+, Rf2; 252. Rg2, Rf1; 253. Dd1+, Rf2; 254. Rg2, Rf1; 255. Dd1+, Rf2; 256. Rg2, Rf1; 257. Dd1+, Rf2; 258. Rg2, Rf1; 259. Dd1+, Rf2; 260. Rg2, Rf1; 261. Dd1+, Rf2; 262. Rg2, Rf1; 263. Dd1+, Rf2; 264. Rg2, Rf1; 265. Dd1+, Rf2; 266. Rg2, Rf1; 267. Dd1+, Rf2; 268. Rg2, Rf1; 269. Dd1+, Rf2; 270. Rg2, Rf1; 271. Dd1+, Rf2; 272. Rg2, Rf1; 273. Dd1+, Rf2; 274. Rg2, Rf1; 275. Dd1+, Rf2; 276. Rg2, Rf1; 277. Dd1+, Rf2; 278. Rg2, Rf1; 279. Dd1+, Rf2; 280. Rg2, Rf1; 281. Dd1+, Rf2; 282. Rg2, Rf1; 283. Dd1+, Rf2; 284. Rg2, Rf1; 285. Dd1+, Rf2; 286. Rg2, Rf1; 287. Dd1+, Rf2; 288. Rg2, Rf1; 289. Dd1+, Rf2; 290. Rg2, Rf1; 291. Dd1+, Rf2; 292. Rg2, Rf1; 293. Dd1+, Rf2; 294. Rg2, Rf1; 295. Dd1+, Rf2; 296. Rg2, Rf1; 297. Dd1+, Rf2; 298. Rg2, Rf1; 299. Dd1+, Rf2; 300. Rg2, Rf1; 301. Dd1+, Rf2; 302. Rg2, Rf1; 303. Dd1+, Rf2; 304. Rg2, Rf1; 305. Dd1+, Rf2; 306. Rg2, Rf1; 307. Dd1+, Rf2; 308. Rg2, Rf1; 309. Dd1+, Rf2; 310. Rg2, Rf1; 311. Dd1+, Rf2; 312. Rg2, Rf1; 313. Dd1+, Rf2; 314. Rg2, Rf1; 315. Dd1+, Rf2; 316. Rg2, Rf1; 317. Dd1+, Rf2; 318. Rg2, Rf1; 319. Dd1+, Rf2; 320. Rg2, Rf1; 321. Dd1+, Rf2; 322. Rg2, Rf1; 323. Dd1+, Rf2; 324. Rg2, Rf1; 325. Dd1+, Rf2; 326. Rg2, Rf1; 327. Dd1+, Rf2; 328. Rg2, Rf1; 329. Dd1+, Rf2; 330. Rg2, Rf1; 331. Dd1+, Rf2; 332. Rg2, Rf1; 333. Dd1+, Rf2; 334. Rg2, Rf1; 335. Dd1+, Rf2; 336. Rg2, Rf1; 337. Dd1+, Rf2; 338. Rg2, Rf1; 339. Dd1+, Rf2; 340. Rg2, Rf1; 341. Dd1+, Rf2; 342. Rg2, Rf1; 343. Dd1+, Rf2; 344. Rg2, Rf1; 345. Dd1+, Rf2; 346. Rg2, Rf1; 347. Dd1+, Rf2; 348. Rg2, Rf1; 349. Dd1+, Rf2; 350. Rg2, Rf1; 351. Dd1+, Rf2; 352. Rg2, Rf1; 353. Dd1+, Rf2; 354. Rg2, Rf1; 355. Dd1+, Rf2; 356. Rg2, Rf1; 357. Dd1+, Rf2; 358. Rg2, Rf1; 359. Dd1+, Rf2; 360. Rg2, Rf1; 361. Dd1+, Rf2; 362. Rg2, Rf1; 363. Dd1+, Rf2; 364. Rg2, Rf1; 365. Dd1+, Rf2; 366. Rg2, Rf1; 367. Dd1+, Rf2; 368. Rg2, Rf1; 369. Dd1+, Rf2; 370. Rg2, Rf1; 371. Dd1+, Rf2; 372. Rg2, Rf1; 373. Dd1+, Rf2; 374. Rg2, Rf1; 375. Dd1+, Rf2; 376. Rg2, Rf1; 377. Dd1+, Rf2; 378. Rg2, Rf1; 379. Dd1+, Rf2; 380. Rg2, Rf1; 381. Dd1+, Rf2; 382. Rg2, Rf1; 383. Dd1+, Rf2; 384. Rg2, Rf1; 385. Dd1+, Rf2; 386. Rg2, Rf1; 387. Dd1+, Rf2; 388. Rg2, Rf1; 389. Dd1+, Rf2; 390. Rg2, Rf1; 391. Dd1+, Rf2; 392. Rg2, Rf1; 393. Dd1+, Rf2; 394. Rg2, Rf1; 395. Dd1+, Rf2; 396. Rg2, Rf1; 397. Dd1+, Rf2; 398. Rg2, Rf1; 399. Dd1+, Rf2; 400. Rg2, Rf1; 401. Dd1+, Rf2; 402. Rg2, Rf1; 403. Dd1+, Rf2; 404. Rg2, Rf1; 405. Dd1+, Rf2; 406. Rg2, Rf1; 407. Dd1+, Rf2; 408. Rg2, Rf1; 409. Dd1+, Rf2; 410. Rg2, Rf1; 411. Dd1+, Rf2; 412. Rg2, Rf1; 413. Dd1+, Rf2; 414. Rg2, Rf1; 415. Dd1+, Rf2; 416. Rg2, Rf1; 417. Dd1+, Rf2; 418. Rg2, Rf1; 419. Dd1+, Rf2; 420. Rg2, Rf1; 421. Dd1+, Rf2; 422. Rg2, Rf1; 423. Dd1+, Rf2; 424. Rg2, Rf1; 425. Dd1+, Rf2; 426. Rg2, Rf1; 427. Dd1+, Rf2; 428. Rg2, Rf1; 429. Dd1+, Rf2; 430. Rg2, Rf1; 431. Dd1+, Rf2; 432. Rg2, Rf1; 433. Dd1+, Rf2; 434. Rg2, Rf1; 435. Dd1+, Rf2; 436. Rg2, Rf1; 437. Dd1+, Rf2; 438. Rg2, Rf1; 439. Dd1+, Rf2; 440. Rg2, Rf1; 441. Dd1+, Rf2; 442. Rg2, Rf1; 443. Dd1+, Rf2; 444. Rg2, Rf1; 445. Dd1+, Rf2; 446. Rg2, Rf1; 447. Dd1+, Rf2; 448. Rg2, Rf1; 449. Dd1+, Rf2; 450. Rg2, Rf1; 451. Dd1+, Rf2; 452. Rg2, Rf1; 453. Dd1+, Rf2; 454. Rg2, Rf1; 455. Dd1+, Rf2; 456. Rg2, Rf1; 457. Dd1+, Rf2; 458. Rg2, Rf1; 459. Dd1+, Rf2; 460. Rg2, Rf1; 461. Dd1+, Rf2; 462. Rg2, Rf1; 463. Dd1+, Rf2; 464. Rg2, Rf1; 465. Dd1+, Rf2; 466. Rg2, Rf1; 467. Dd1+, Rf2; 468. Rg2, Rf1; 469. Dd1+, Rf2; 470. Rg2, Rf1; 471. Dd1+, Rf2; 472. Rg2, Rf1; 473. Dd1+, Rf2; 474. Rg2, Rf1; 475. Dd1+, Rf2; 476. Rg2, Rf1; 477. Dd1+, Rf2; 478. Rg2, Rf1; 479. Dd1+, Rf2; 480. Rg2, Rf1; 481. Dd1+, Rf2; 482. Rg2, Rf1; 483. Dd1+, Rf2; 484. Rg2, Rf1; 485. Dd1+, Rf2; 486. Rg2, Rf1; 487. Dd1+, Rf2; 488. Rg2, Rf1; 489. Dd1+, Rf2; 490. Rg2, Rf1; 491. Dd1+, Rf2; 492. Rg2, Rf1; 493. Dd1+, Rf2; 494. Rg2, Rf1; 495. Dd1+, Rf2; 496. Rg2, Rf1; 497. Dd1+, Rf2; 498. Rg2, Rf1; 499. Dd1+, Rf2; 500. Rg2, Rf1; 501. Dd1+, Rf2; 502. Rg2, Rf1; 503. Dd1+, Rf2; 504. Rg2, Rf1; 505. Dd1+, Rf2; 506. Rg2, Rf1; 507. Dd1+, Rf2; 508. Rg2, Rf1; 509. Dd1+, Rf2; 510. Rg2, Rf1; 511. Dd1+, Rf2; 512. Rg2, Rf1; 513. Dd1+, Rf2; 514. Rg2, Rf1; 515. Dd1+, Rf2; 516. Rg2, Rf1; 517. Dd1+, Rf2; 518. Rg2, Rf1; 519. Dd1+, Rf2; 520. Rg2, Rf1; 521. Dd1+, Rf2; 522. Rg2, Rf1; 523. Dd1+, Rf2; 524. Rg2, Rf1; 525. Dd1+, Rf2; 526. Rg2, Rf1; 527. Dd1+, Rf2; 528. Rg2, Rf1; 529. Dd1+, Rf2; 530. Rg2, Rf1; 531. Dd1+, Rf2; 532. Rg2, Rf1; 533. Dd1+, Rf2; 534. Rg2, Rf1; 535. Dd1+, Rf2; 536. Rg2, Rf1; 537. Dd1+, Rf2; 538. Rg2, Rf1; 539. Dd1+, Rf2; 540. Rg2, Rf1; 541. Dd1+, Rf2; 542. Rg2, Rf1; 543. Dd1+, Rf2; 544. Rg2, Rf1; 545. Dd1+, Rf2; 546. Rg2, Rf1; 547. Dd1+, Rf2; 548. Rg2, Rf1; 549. Dd1+, Rf2; 550. Rg2, Rf1; 551. Dd1+, Rf2; 552. Rg2, Rf1; 553. Dd1+, Rf2; 554. Rg2, Rf1; 555. Dd1+, Rf2; 556. Rg2, Rf1; 557. Dd1+, Rf2; 558. Rg2, Rf1; 559. Dd1+, Rf2; 560. Rg2, Rf1; 561. Dd1+, Rf2; 562. Rg2, Rf1; 563. Dd1+, Rf2; 564. Rg2, Rf1; 565. Dd1+, Rf2; 566. Rg2, Rf1; 567. Dd1+, Rf2; 568. Rg2, Rf1; 569. Dd1+, Rf2; 570. Rg2, Rf1; 571. Dd1+, Rf2; 572. Rg2, Rf1; 573. Dd1+, Rf2; 574. Rg2, Rf1; 575. Dd1+, Rf2; 576. Rg2, Rf1; 577. Dd1+, Rf2; 578. Rg2, Rf1; 579. Dd1+, Rf2; 580. Rg2, Rf1; 581. Dd1+, Rf2; 582. Rg2, Rf1; 583. Dd1+, Rf2; 584. Rg2, Rf1; 585. Dd1+, Rf2; 586. Rg2, Rf1; 587. Dd1+, Rf2; 588. Rg2, Rf1; 589. Dd1+, Rf2; 590. Rg2, Rf1; 591. Dd1+, Rf2; 592. Rg2, Rf1; 593. Dd1+, Rf2; 594. Rg2, Rf1; 595. Dd1+, Rf2; 596. Rg2, Rf1; 597. Dd1+, Rf2; 598. Rg2, Rf1; 599. Dd1+, Rf2; 600. Rg2, Rf1; 601. Dd1+, Rf2; 602. Rg2, Rf1; 603. Dd1+, Rf2; 604. Rg2, Rf1; 605. Dd1+, Rf2; 606. Rg2, Rf1; 607. Dd1+, Rf2; 608. Rg2, Rf1; 609. Dd1+, Rf2; 610. Rg2, Rf1; 611. Dd1+, Rf2; 612. Rg2, Rf1; 613. Dd1+, Rf2; 614. Rg2, Rf1; 615. Dd1+, Rf2; 616. Rg2, Rf1; 617. Dd1+, Rf2; 618. Rg2, Rf1; 619. Dd1+, Rf2; 620. Rg2, Rf1; 621. Dd1+, Rf2; 622. Rg2, Rf1; 623. Dd1+, Rf2; 624. Rg2, Rf1; 625. Dd1+, Rf2; 626. Rg2, Rf1; 627. Dd1+, Rf2; 628. Rg2, Rf1; 629. Dd1+, Rf2; 630. Rg2, Rf1; 631. Dd1+, Rf2; 632. Rg2, Rf1; 633. Dd1+, Rf2; 634. Rg2, Rf1; 635. Dd1+, Rf2; 636. Rg2, Rf1; 637. Dd1+, Rf2; 638. Rg2, Rf1; 639. Dd1+, Rf2; 640. Rg2, Rf1; 641. Dd1+, Rf2; 642. Rg2, Rf1; 643. Dd1+, Rf2; 644. Rg2, Rf1; 645. Dd1+, Rf2; 646. Rg2, Rf1; 647. Dd1+, Rf2; 648. Rg2, Rf1; 649. Dd1+, Rf2; 650. Rg2, Rf1; 651. Dd1+, Rf2; 652. Rg2, Rf1; 653. Dd1+, Rf2; 654. Rg2, Rf1; 655. Dd1+, Rf2; 656. Rg2, Rf1; 657. Dd1+, Rf2; 658. Rg2, Rf1; 659. Dd1+, Rf2; 660. Rg2, Rf1; 661. Dd1+, Rf2; 662. Rg2, Rf1; 663. Dd1+, Rf2; 664. Rg2, Rf1; 665. Dd1+, Rf2; 666. Rg2, Rf1; 667. Dd1+, Rf2; 668. Rg2, Rf1; 669. Dd1+, Rf2; 670. Rg2, Rf1; 671. Dd1+, Rf2; 672. Rg2, Rf1; 673. Dd1+, Rf2; 674. Rg2, Rf1; 675. Dd1+, Rf2; 676. Rg2, Rf1; 677. Dd1+, Rf2; 678. Rg2, Rf1; 679. Dd1+, Rf2; 680. Rg2, Rf1; 681. Dd1+, Rf2; 682. Rg2, Rf1; 683. Dd1+, Rf2; 684. Rg2, Rf1; 685. Dd1+, Rf2; 686. Rg2, Rf1; 687. Dd1+, Rf2; 688. Rg2, Rf1; 689. Dd1+, Rf2; 690. Rg2, Rf1; 691. Dd1+, Rf2; 692. Rg2, Rf1; 693. Dd1+, Rf2; 694. Rg2, Rf1; 695. Dd1+, Rf2; 696. Rg2, Rf1; 697. Dd1+, Rf2; 698. Rg2, Rf1; 699. Dd1+, Rf2; 700. Rg2, Rf1; 701. Dd1+, Rf2; 702. Rg2, Rf1; 703. Dd1+, Rf2; 704. Rg2, Rf1; 705. Dd1+, Rf2;

Sport »
du PDG

annoncé le licenciement de la rédaction, journaliste sportif à l'AFP, la rédaction a décidé de ne pas le licencier et de le réintégrer. Elle s'est émue aussi du prix de vente du journal, de 10 francs, d'une réduction de l'effectif de la rédaction au sein de la M. Lafont. « Nous irons à l'attention de la PDG », des décisions sont prises en jeu le journal héberge, affirme un rédacteur.

Robert Lafont, dont le journal, éditeur du même nom, décline, cette crise a pour problème d'organiser. S'est refusant à confirmer ou démentir la démission de la PDG, il a pu émettre l'opinion. « On ne change pas le journal », dit-il. Le Sport vendra, mais, dit-il, son journal est à l'honneur. « Je suis optimiste et je prépare le développement ».

Y.-M. L.

ON
ncy

ullet dernier, n'a tout- fait. En outre, les s'indignent que la sse vacante le poste nant à Metz, capitant de la Lorraine e source d'informa- tion pour la station s aussi pour France- 2-Info.

istes de Radio-Fran- ce que les stations ter- re, ne deviennent le locaux du réseau s le dernier sondage : 2,8 % d'audience en 1988 - ils estiment i progresser le taux dio-France dans une e mutation, malgré l'un tiers du budget mes de la station

B. M.

mé
oir

Robert Herault 40 % des parts - rapidement un uoi. Toussaint, l'ancien ctuer en chef, qui né à la suite de ou entre l'homme ais et les dirigeants

tre-ante-neuf ans, de formation, sera fonctions par Jean- u, quarante-six ans, el d'édition du jour- nal

Les collaborateurs ni et Publi-Espans accusations et rem- bles générale des l'11 janvier l'issue ues rivaux, qui au 25 % du capital - dont le lancement - par ONCE, l'orga- nisme espagnol, relative d'un quart AFP.)

ue Belauri une ligne de con- sse 5 mètres d'ion de sa. s. véreux, après machine à café e, romancier d'ictus 4000.

75014 PARIS 3-28-33-16.

CINÉMA

LA CINÉMATHEQUE

Palais de Chaillot
(47-04-24-24)

Romance à trois (1942), de Roger Richet, 16 h; Mary et Soudard (1938, v.o. s.t.f.), de John Ford, 19 h; la Capitaine Fracasse (1942), d'Abel Gance, 21 h 15.

Salle Garance,
Centre
Georges-Pompidou
(42-78-37-28)

Révoltes, Révolutions, Cinéma; Un lagon de terre (1948, v.o. s.t.f.), de Frigyes Ban, 14 h 30; Peau rouge (v.o. s.t.f.), de Miklos Jancso, 17 h 30; Danton (1921, v.o. s.t.f.), de Dimitri Buchovetzki, 20 h 30.

Vidéothèque de Paris

2, grande galerie, porte Saint-Eustache,
Forum des Halles
(40-26-34-30)

Montparnasse 1919-1989; Musi- Hall; la Rue de la Santé (1983) de Jean-Marie Drot, Dantia (1988) de Juliet Berio, 14 h 30; Jean-Paul Sartre; Jean-Paul Sartre est mort (1980), Sartre par lui-même (1978) de Alexandre Astruc et Michel Contat, 16 h 30; Anzour d'Apollinaire; Henri Rousseau le douanier (1980) de Genevieve Bastid, A la recherche de Guillaume Apollinaire (1983) de Jean-Marie Drot, 18 h 30; Balades dans Montparnasse; la 14^e Arrondissement à travers Gaumont de la Vidéothèque de Paris, CMC de 5 à 7 (1982) d'Agnes Verda, 20 h 30.

LES FILMS NOUVEAUX

BAL PERDU. Film français de Daniel Benoin; Epée de Bois, 5^e (43-57-67-47); La Nouvelle Meuville, 9^e (47-70-72-86).
ROAD HOUSE. (*) Film américain de Rowdy Herrington, v.o.; Forum Horizon, 1^{er} (45-08-57-57); Action Rive Gauche, 5^e (43-29-44-40); UGC Normandie, 8^e (45-63-18-18); v.f.; Rex, 2^e (42-36-83-93); UGC Montparnasse, 8^e (45-74-94-94); Paramount Opéra, 9^e (47-42-56-31); UGC Lyon Bastille, 12^e (43-59-51-51); UGC Gobelins, 13^e (43-59-52-44); Métro, 14^e (45-39-52-43); UGC Convention, 15^e (45-74-93-40); Images, 18^e (45-22-47-84); La Gambetta, 20^e (46-39-10-96).
SWEETIE. Film américain de Jane Campion, v.o.; Ciné Beaubourg, 3^e (42-71-52-36); UGC Danton, 6^e (42-25-10-30); UGC Bercy, 8^e (45-62-20-40).

LES EXCLUSIVITÉS

ALICE (Téléfootvolistique-Suisse-Allemagne-Grande-Bretagne, v.o.); Epée de Bois, 5^e (43-57-67-47).
ASTERIX ET LE COUP DU MENHIR (Fr.-Al.); Ciné Gaumont (Publicité Magon), 8^e (43-59-51-51); Saint-Lambert, 19^e (43-52-91-68).
BAGDAD CAFÉ (A., v.o.); Cinochea, 6^e (46-33-10-82).
BANDON (Fr.-Bel.-It.-A., v.o.); Forum Horizon, 1^{er} (45-08-57-57); Pathé Hauteville, 6^e (46-33-79-38); George V, 8^e (45-62-41-48); Pathé Marignan-Concorde, 9^e (43-59-52-44); La Bastille, 11^e (43-07-48-50); Sept Pains, 13^e (43-59-52-44); Métro, 14^e (45-39-52-43); Pathé Montparnasse, 14^e (43-20-12-08); Images, 18^e (45-22-47-84).
BONNE GODOUIN (Fr.-Esp.-Youg., v.o.); Vendôme Opéra, 2^e (47-42-97-52); Ciné Beaubourg, 3^e (42-71-52-36); UGC Danton, 6^e (42-25-10-30); UGC Rotonde, 8^e (45-74-94-94); UGC Champ-Elysées, 9^e (45-62-20-40); 14 Juillet Beaugrenelle, 15^e (45-75-79-79).
BREVE HISTOIRE D'AMOUR (Pol., v.o.); Saint-André-des-Arts 8^e (43-28-06-25).
BURNING SECRET (Brit., v.o.); Cinochea, 6^e (46-33-10-82).
CARNET DE NOTES SUR VÊTEMENTS ET VILLES (Al., v.o.); Gaumont Les Halles, 1^{er} (40-28-12-12); Gaumont Parnasse, 14^e (43-35-30-40).

CHAMBER A PART (Fr.): La Triomphe, 8^e (45-62-45-61).

CINÉMA PARADISO (Fr.-It., v.o.); Letina, 4^e (42-78-47-86); 14 Juillet Odéon, 6^e (43-25-59-83); George V, 8^e (46-32-41-48); Sept Pains, 13^e (43-20-12-08); v.f.; La Nouvelle Meuville, 9^e (47-70-72-86).

COMÉDIE D'AMOUR (Fr.): Elysees Lin-
coln, 9^e (47-70-72-86).

LE CUISINIER, LE VOLEUR, SA FEMME ET SON AMANT (*) (Fr.-Brit., v.o.); 14 Juillet Odéon, 6^e (43-25-59-83); 14 Juillet Parnasse, 6^e (43-25-59-83).

DELIT DE FUITES (Sov., v.o.); Cosmos, 6^e (45-44-28-80); La Triomphe, 8^e (46-32-45-76); Sept Pains, 13^e (43-20-12-08).

DE LA NIGHT THING (A., v.o.); Cino-
chea, 6^e (46-33-10-82).

EL VERDUGO (Esp., v.o.); Letina, 4^e (42-78-47-86).

LES ENFANTS DU DÉSORDRE (Fr.): La Triomphe, 8^e (45-62-45-76); La Nouvelle Meuville, 9^e (47-70-72-86); Sept Pains, 13^e (43-20-12-08).

FAMILY BUSINESS (A., v.o.); Forum Horizon, 1^{er} (45-08-57-57); Pathé Impé-
rial, 2^e (47-42-56-31); 14 Juillet Odéon, 6^e (43-25-59-83); UGC Rotonde, 8^e (45-74-94-94); George V, 8^e (45-62-41-48); Pathé Marignan-Concorde, 9^e (43-59-52-44); UGC Bercy, 8^e (45-63-18-18); v.f.; Rex, 2^e (42-36-83-93); Saint-Lazare-Pasquell, 15^e (45-75-79-79); UGC Beaugrenelle, 15^e (45-75-79-79); v.f.; Rex, 2^e (42-36-83-93); Pathé Marignan-Concorde, 9^e (43-59-52-44); UGC Gobelins, 13^e (43-59-52-44); Métro, 14^e (45-39-52-43); Pathé Montparnasse, 14^e (43-20-12-08); UGC Convention, 15^e (45-74-93-40); Pathé Clichy, 18^e (45-22-46-01).

LA FEMME DE ROSE HILL (Fr.-Sua.);
Epée de Bois, 5^e (43-57-67-47).

LE FESTIN DE BABETTE (Den., v.o.); Utopia Champollion, 5^e (43-26-94-65).

LE GRAND BLEU (Fr., v.o.); Gaumont
Ambassade, 9^e (43-56-19-08).

HIVER 54 (Fr.); George V, 8^e (45-62-41-48); UGC Opéra, 9^e (45-74-95-40); UGC Parnasse, 14^e (43-35-30-40).

L'HOMME QUI VOULAIT SAVOIR (*) (Fr.-Hol.); Forum Orient Express, 1^{er} (43-27-84-60); Pathé Hauteville, 6^e (46-33-79-38); Pathé Marignan-Concorde, 9^e (43-59-52-44); Pathé France, 13^e (43-59-52-44); Pathé France, 13^e (43-59-52-44); UGC Convention, 15^e (45-74-93-40); UGC Danton, 6^e (42-25-10-30); UGC Bercy, 8^e (45-63-18-18); v.f.; Rex, 2^e (42-36-83-93); Pathé Marignan-Concorde, 9^e (43-59-52-44); UGC Gobelins, 13^e (43-59-52-44); Métro, 14^e (45-39-52-43); UGC Convention, 15^e (45-74-93-40); UGC Danton, 6^e (42-25-10-30); UGC Bercy, 8^e (45-63-18-18); v.f.; Rex, 2^e (42-36-83-93); Pathé Marignan-Concorde, 9^e (43-59-52-44); UGC Gobelins, 13^e (43-59-52-44); Métro, 14^e (45-39-52-43); UGC Convention, 15^e (45-74-93-40); UGC Danton, 6^e (42-25-10-30); UGC Bercy, 8^e (45-63-18-18); v.f.; Rex, 2^e (42-36-83-93); Pathé Marignan-Concorde, 9^e (43-59-52-44); UGC Gobelins, 13^e (43-59-52-44); Métro, 14^e (45-39-52-43); UGC Convention, 15^e (45-74-93-40); UGC Danton, 6^e (42-25-10-30); UGC Bercy, 8^e (45-63-18-18); v.f.; Rex, 2^e (42-36-83-93); Pathé Marignan-Concorde, 9^e (43-59-52-44); UGC Gobelins, 13^e (43-59-52-44); Métro, 14^e (45-39-52-43); UGC Convention, 15^e (45-74-93-40); UGC Danton, 6^e (42-25-10-30); UGC Bercy, 8^e (45-63-18-18); v.f.; Rex, 2^e (42-36-83-93); Pathé Marignan-Concorde, 9^e (43-59-52-44); UGC Gobelins, 13^e (43-59-52-44); Métro, 14^e (45-39-52-43); UGC Convention, 15^e (45-74-93-40); UGC Danton, 6^e (42-25-10-30); UGC Bercy, 8^e (45-63-18-18); v.f.; Rex, 2^e (42-36-83-93); Pathé Marignan-Concorde, 9^e (43-59-52-44); UGC Gobelins, 13^e (43-59-52-44); Métro, 14^e (45-39-52-43); UGC Convention, 15^e (45-74-93-40); UGC Danton, 6^e (42-25-10-30); UGC Bercy, 8^e (45-63-18-18); v.f.; Rex, 2^e (42-36-83-93); Pathé Marignan-Concorde, 9^e (43-59-52-44); UGC Gobelins, 13^e (43-59-52-44); Métro, 14^e (45-39-52-43); UGC Convention, 15^e (45-74-93-40); UGC Danton, 6^e (42-25-10-30); UGC Bercy, 8^e (45-63-18-18); v.f.; Rex, 2^e (42-36-83-93); Pathé Marignan-Concorde, 9^e (43-59-52-44); UGC Gobelins, 13^e (43-59-52-44); Métro, 14^e (45-39-52-43); UGC Convention, 15^e (45-74-93-40); UGC Danton, 6^e (42-25-10-30); UGC Bercy, 8^e (45-63-18-18); v.f.; Rex, 2^e (42-36-83-93); Pathé Marignan-Concorde, 9^e (43-59-52-44); UGC Gobelins, 13^e (43-59-52-44); Métro, 14^e (45-39-52-43); UGC Convention, 15^e (45-74-93-40); UGC Danton, 6^e (42-25-10-30); UGC Bercy, 8^e (45-63-18-18); v.f.; Rex, 2^e (42-36-83-93); Pathé Marignan-Concorde, 9^e (43-59-52-44); UGC Gobelins, 13^e (43-59-52-44); Métro, 14^e (45-39-52-43); UGC Convention, 15^e (45-74-93-40); UGC Danton, 6^e (42-25-10-30); UGC Bercy, 8^e (45-63-18-18); v.f.; Rex, 2^e (42-36-83-93); Pathé Marignan-Concorde, 9^e (43-59-52-44); UGC Gobelins, 13^e (43-59-52-44); Métro, 14^e (45-39-52-43); UGC Convention, 15^e (45-74-93-40); UGC Danton, 6^e (42-25-10-30); UGC Bercy, 8^e (45-63-18-18); v.f.; Rex, 2^e (42-36-83-93); Pathé Marignan-Concorde, 9^e (43-59-52-44); UGC Gobelins, 13^e (43-59-52-44); Métro, 14^e (45-39-52-43); UGC Convention, 15^e (45-74-93-40); UGC Danton, 6^e (42-25-10-30); UGC Bercy, 8^e (45-63-18-18); v.f.; Rex, 2^e (42-36-83-93); Pathé Marignan-Concorde, 9^e (43-59-52-44); UGC Gobelins, 13^e (43-59-52-44); Métro, 14^e (45-39-52-43); UGC Convention, 15^e (45-74-93-40); UGC Danton, 6^e (42-25-10-30); UGC Bercy, 8^e (45-63-18-18); v.f.; Rex, 2^e (42-36-83-93); Pathé Marignan-Concorde, 9^e (43-59-52-44); UGC Gobelins, 13^e (43-59-52-44); Métro, 14^e (45-39-52-43); UGC Convention, 15^e (45-74-93-40); UGC Danton, 6^e (42-25-10-30); UGC Bercy, 8^e (45-63-18-18); v.f.; Rex, 2^e (42-36-83-93); Pathé Marignan-Concorde, 9^e (43-59-52-44); UGC Gobelins, 13^e (43-59-52-44); Métro, 14^e (45-39-52-43); UGC Convention, 15^e (45-74-93-40); UGC Danton, 6^e (42-25-10-30); UGC Bercy, 8^e (45-63-18-18); v.f.; Rex, 2^e (42-36-83-93); Pathé Marignan-Concorde, 9^e (43-59-52-44); UGC Gobelins, 13^e (43-59-52-44); Métro, 14^e (45-39-52-43); UGC Convention, 15^e (45-74-93-40); UGC Danton, 6^e (42-25-10-30); UGC Bercy, 8^e (45-63-18-18); v.f.; Rex, 2^e (42-36-83-93); Pathé Marignan-Concorde, 9^e (43-59-52-44); UGC Gobelins, 13^e (43-59-52-44); Métro, 14^e (45-39-52-43); UGC Convention, 15^e (45-74-93-40); UGC Danton, 6^e (42-25-10-30); UGC Bercy, 8^e (45-63-18-18); v.f.; Rex, 2^e (42-36-83-93); Pathé Marignan-Concorde, 9^e (43-59-52-44); UGC Gobelins, 13^e (43-59-52-44); Métro, 14^e (45-39-52-43); UGC Convention, 15^e (45-74-93-40); UGC Danton, 6^e (42-25-10-30); UGC Bercy, 8^e (45-63-18-18); v.f.; Rex, 2^e (42-36-83-93); Pathé Marignan-Concorde, 9^e (43-59-52-44); UGC Gobelins, 13^e (43-59-52-44); Métro, 14^e (45-39-52-43); UGC Convention, 15^e (45-74-93-40); UGC Danton, 6^e (42-25-10-30); UGC Bercy, 8^e (45-63-18-18); v.f.; Rex, 2^e (42-36-83-93); Pathé Marignan-Concorde, 9^e (43-59-52-44); UGC Gobelins, 13^e (43-59-52-44); Métro, 14^e (45-39-52-43); UGC Convention, 15^e (45-74-93-40); UGC Danton, 6^e (42-25-10-30); UGC Bercy, 8^e (45-63-18-18); v.f.; Rex, 2^e (42-36-83-93); Pathé Marignan-Concorde, 9^e (43-59-52-44); UGC Gobelins, 13^e (43-59-52-44); Métro, 14^e (45-39-52-43); UGC Convention, 15^e (45-74-93-40); UGC Danton, 6^e (42-25-10-30); UGC Bercy, 8^e (45-63-18-18); v.f.; Rex, 2^e (42-36-83-93); Pathé Marignan-Concorde, 9^e (43-59-52-44); UGC Gobelins, 13^e (43-59-52-44); Métro, 14^e (45-39-52-43); UGC Convention, 15^e (45-74-93-40); UGC Danton, 6^e (42-25-10-30); UGC Bercy, 8^e (45-63-18-18); v.f.; Rex, 2^e (42-36-83-93); Pathé Marignan-Concorde, 9^e (43-59-52-44); UGC Gobelins, 13^e (43-59-52-44); Métro, 14^e (45-39-52-43); UGC Convention, 15^e (45-74-93-40); UGC Danton, 6^e (42-25-10-30); UGC Bercy, 8^e (45-63-18-18); v.f.; Rex, 2^e (42-36-83-93); Pathé Marignan-Concorde, 9^e (43-59-52-44); UGC Gobelins, 13^e (43-59-52-44); Métro, 14^e (45-39-52-43); UGC Convention, 15^e (45-74-93-40); UGC Danton, 6^e (42-25-10-30); UGC Bercy, 8^e (45-63-18-18); v.f.; Rex, 2^e (42-36-83-93); Pathé Marignan-Concorde, 9^e (43-59-52-44); UGC Gobelins, 13^e (43-59-52-44); Métro, 14^e (45-39-52-43); UGC Convention, 15^e (45-74-93-40); UGC Danton, 6^e (42-25-10-30); UGC Bercy, 8^e (45-63-18-18); v.f.; Rex, 2^e (42-36-83-93); Pathé Marignan-Concorde, 9^e (43-59-52-44); UGC Gobelins, 13^e (43-59-52-44); Métro, 14^e (45-39-52-43); UGC Convention, 15^e (45-74-93-40); UGC Danton, 6^e (42-25-10-30); UGC Bercy, 8^e (45-63-18-18); v.f.; Rex, 2^e (42-36-83-93); Pathé Marignan-Concorde, 9^e (43-59-52-44); UGC Gobelins, 13^e (43-59-52-44); Métro, 14^e (45-39-52-43); UGC Convention, 15^e (45-74-93-40); UGC Danton, 6^e (42-25-10-30); UGC Bercy, 8^e (45-63-18-18); v.f.; Rex, 2^e (42-36-83-93); Pathé Marignan-Concorde, 9^e (43-59-52-44); UGC Gobelins, 13^e (43-59-52-44); Métro, 14^e (45-39-52-43); UGC Convention, 15^e (45-74-93-40); UGC Danton, 6^e (42-25-10-30); UGC Bercy, 8^e (45-63-18-18); v.f.; Rex, 2^e (42-36-83-93); Pathé Marignan-Concorde, 9^e (43-59-52-44); UGC Gobelins, 13^e (43-59-52-44); Métro, 14^e (45-39-52-43); UGC Convention, 15^e (45-74-93-40); UGC Danton, 6^e (42-25-10-30); UGC Bercy, 8^e (45-63-18-18); v.f.; Rex, 2^e (42-36-83-93); Pathé Marignan-Concorde, 9^e (43-59-52-44); UGC Gobelins, 13^e (43-59-52-44); Métro, 14^e (45-39-52-43); UGC Convention, 15^e (45-74-93-40); UGC Danton, 6^e (42-25-10-30); UGC Bercy, 8^e (45-63-18-18); v.f.; Rex, 2^e (42-36-83-93); Pathé Marignan-Concorde, 9^e (43-59-52-44); UGC Gobelins, 13^e (43-59-52-44); Métro, 14^e (45-39-52-43); UGC Convention, 15^e (45-74-93-40); UGC Danton, 6^e (42-25-10-30); UGC Bercy, 8^e (45-63-18-18); v.f.; Rex, 2^e (42-36-83-93); Pathé Marignan-Concorde, 9^e (43-59-52-44); UGC Gobelins, 13^e (43-59-52-44); Métro, 14^e (45-39-52-43); UGC Convention, 15^e (45-74-93-40); UGC Danton, 6^e (42-25-10-30); UGC Bercy, 8^e (45-63-18-18); v.f.; Rex, 2^e (42-36-83-93); Pathé Marignan-Concorde, 9^e (43-59-52-44); UGC Gobelins, 13^e (43-59-52-44); Métro, 14^e (45-39-52-43); UGC Convention, 15^e (45-74-93-40); UGC Danton, 6^e (42-25-10-30); UGC Bercy, 8^e (45-63-18-18); v.f.; Rex, 2^e (42-36-83-93); Pathé Marignan-Concorde, 9^e (43-59-52-44); UGC Gobelins, 13^e (43-59-52-44); Métro, 14^e (45-39-52-43); UGC Convention, 15^e (45-74-93-40); UGC Danton, 6^e (42-25-10-30); UGC Bercy, 8^e (45-63-18-18); v.f.; Rex, 2^e (42-36-83-93); Pathé Marignan-Concorde, 9^e (43-59-52-44); UGC Gobelins, 13^e (43-59-52-44); Métro, 14^e (45-39-52-43); UGC Convention, 15^e (45-74-93-40); UGC Danton, 6^e (42-25-10-30); UGC Bercy, 8^e (45-63-18-18); v.f.; Rex, 2^e (42-36-83-93); Pathé Marignan-Concorde, 9^e (43-59-52-44); UGC Gobelins, 13^e (43-59-52-44); Métro, 14^e (45-39-52-43); UGC Convention, 15^e (45-74-93-40); UGC Danton, 6^e (42-25-10-30); UGC Bercy, 8^e (45-63-18-18); v.f.; Rex, 2^e (42-36-83-93); Pathé Marignan-Concorde, 9^e (43-59-52-44); UGC Gobelins, 13^e (43-59-52-44); Métro, 14^e (45-39-52-43); UGC Convention, 15^e (45-74-93-40); UGC Danton, 6^e (42-25-10-30); UGC Bercy, 8^e (45-63-18-18); v.f.; Rex, 2^e (42-36-83-93); Pathé Marignan-Concorde, 9^e (43-59-52-44); UGC Gobelins, 13^e (43-59-52-44); Métro, 14^e (45-39-52-43); UGC Convention, 15^e

AGENDA

CARNET DU MONDE

Naissances

— Isabelle GALL
et le docteur Jean-Marie FAIVRE

sont heureux d'annoncer
la naissance de leur fils

Julien,

le 24 décembre 1989, à Paris.

— Louis et Joëlle CASTEL
partagent avec
Agathe

la joie d'annoncer la naissance de son
petit-frère.

Amrèl, Henri, Thibault,

le 26 novembre 1989, à Avignon.

— Anne GIREAU
et Didier MESOGNON

ont la joie d'annoncer la naissance de

Juliette,

le 23 décembre 1989.

199, rue Saint-Charles,
75015 Paris.

— M. et M^{me} Charles MÉTREAUX-
CLAUSSE,
M. et M^{me} André FISCHER,

ont la grande joie de faire part de la
naissance de leur petit-fils

Jérémy,

le 11 décembre 1989, au foyer de

à Tokyo.

3, square Georges-Duhame,
91100 Saint-Germain-lès-Corbeil.

58, rue du Maréchal-Joffre,
78100 St-Germain-en-Laye.

— Le vicomte et la vicomtesse
Henry de RIVIERE de la MURE

ont accompagné dans les affaires et
accueilli dans la joie et l'émotion l'arri-
vée de

Armand.

Chartres, le 21 décembre 1989.

Décès

— Sa famille et ses amis ont le
regret d'annoncer le décès, à l'âge de
soixante-cinq ans, de

M. Emile DANA,
médaille de la France libre,
ancien rédacteur en chef
des journaux parisiens
de la RIF, puis de l'ORTIF.

L'inhumation a eu lieu le 2 janvier
1990, dans le caveau familial du cimetière
du Montparnasse.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. Jean-Claude DUBOST,
M. Philippe Lebrun,
M. et M^{me} Olivier Goujon
et leurs enfants,
M. et M^{me} Alain Pillepich,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Jean-Claude DUBOST,
née Monique Pillepich,

survenue le 31 décembre 1989 à Paris.

La cérémonie religieuse sera célé-
brée le lundi 8 janvier 1990, à 8 h 30,
en la chapelle du cimetière du Père-
Lachaise, entrée place Gambetta,
Paris (20^e), suivie de l'inhumation
dans le caveau de famille.

— On nous prie d'annoncer le décès de

Amélie DUCHATEAU,
professeur honoraire
au lycée La Fontaine,

survenue le 15 décembre 1989, dans sa
soixante-quatrième année.

Le service religieux et l'inhumation
ont eu lieu dans l'intimité à Saint-
Sulpice-les-Foilles (Haute-Vienne).

De la part de
Sa famille,
Ses amis,

— M^{me} Françoise Baillargues,
sa sœur,
M. et M^{me} Jacques Dufresne,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et M^{me} Jean-Pierre Dufresne
et leurs enfants,
M. et M^{me} Michel Dufresne
et leurs enfants,
ses enfants, petits-enfants et arrière-
petits-enfants,
Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Yvonne DUFRESNE,
née Baillargues

survenue en son domicile le 2 janvier
1990, dans sa quatre-vingt-cinquième
année.

La cérémonie religieuse sera célé-
brée le samedi 6 janvier, à 8 h 30, en
l'église Saint-François-Xavier (place
du Président-Mithouard, à Paris-7^e).

16, rue Pérignon,
75007 Paris.

— Françoise Galle,
sa fille,

a la douleur de faire part du décès de

M. Joseph GALLE,
ingénieur IEG,
licencié en sciences et droit,

survenue le 30 décembre 1989, dans sa
quatre-vingt-onzième année.

La cérémonie religieuse et l'inhuma-
tion ont eu lieu ce jour dans la plus
stricte intimité.

42, avenue René-Coty,
75014 Paris.

— M^{me} de Graeff,
M. et M^{me} Henry Depoid
et leurs enfants,
M. et M^{me} Marc Le Belier
et leurs enfants,
M. et M^{me} André Klotz
et leurs enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

de M. Dominique HENRIOT
directeur du marketing de
l'Encyclopædia Universalis.

Les obsèques ont eu lieu le vendredi
5 janvier au cimetière du Montpar-
nasse.

Cet avis tient lieu de faire-part.

12, avenue Colombo,
06000 Nice.

M. Peter F. Baumberger,
président-directeur général,
Le personnel et les collaborateurs de
l'Encyclopædia Universalis,

ont la douleur de faire part du décès

de M. Dominique HENRIOT
directeur du marketing.

10, rue Vercingétorix,
75014 Paris.

— Marie Landau et Marcel
Hamon.

Alex et Georges Brijaïoff,
François, Denis, Frédéric,
Krisin et Angélique Olivannes,
Kira Le Roy et Kama Brijaïoff,
Armand Olivannes,
Hugues Le Roy,

ont la douleur de faire part du décès,

survenue le 3 janvier 1990, de

Bernard LANDAU,
né Karz Jankelovitz,
leur mère, belle-mère, grand-mère et
arrière-grand-mère.

Il rappelle le souvenir de

Adolphe LANDAU,
son mari,
décédé le 18 août 1983,

et de

Jeannette Kyra LANDAU,
sa fille,
décédée le 22 novembre 1971.

L'inhumation a eu lieu ce jour au
cimetière de Saint-Cloud.

15, rue des Ursulines,
75005 Paris.

155, rue Tahère,
92210 Saint-Cloud.

— M^{me} Pierre-Alfred Laureat,
Chantal et Paul Goldblum,
Rachel Laureat et Guy Scarpitta,
ont la grande tristesse de faire part du
décès de

Pierre-Alfred LAUREAT,
ancien élève de l'École polytechnique,
officier de la Légion d'honneur,
commandeur de l'Ordre du Mérite,

survenue en son domicile, à Paris, le
28 décembre 1989.

L'inhumation a eu lieu dans l'inti-
mité à Chantilly, dans le caveau de
famille.

25, rue de La Sourdière,
75001 Paris.

— Sa femme Renée,
Ses enfants,
Claire Guichet,
Elisabeth Bergeron,
Bernard,
Dominique,
Adeline et leurs enfants,
font part du décès, le 27 décembre
1989, de

Paul MONJARET,

dans sa quatre-vingt-septième année.

Selon son désir, les obsèques ont eu
lieu dans l'intimité familiale à Arcy
(Cher). Une messe sera célébrée ulté-
rieurement dans l'église Saint-Jean-
Baptiste de Grenelle, sa paroisse.

10bis, rue des Frères-Morane,
75015 Paris.

— M. David Henriot, son fils,
M. et M^{me} Denis Lombart,
M^{me} Evelyn Bilgiclav
M^{me} Elyane Tiery
et ses amis,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Dominique HENRIOT
directeur du marketing de
l'Encyclopædia Universalis.

Les obsèques ont eu lieu le vendredi
5 janvier au cimetière du Montpar-
nasse.

Cet avis tient lieu de faire-part.

12, avenue Colombo,
06000 Nice.

M. Peter F. Baumberger,
président-directeur général,
Le personnel et les collaborateurs de
l'Encyclopædia Universalis,

ont la douleur de faire part du décès

de M. Dominique HENRIOT
directeur du marketing.

10, rue Vercingétorix,
75014 Paris.

— Marie Landau et Marcel
Hamon.

Alex et Georges Brijaïoff,
François, Denis, Frédéric,
Krisin et Angélique Olivannes,
Kira Le Roy et Kama Brijaïoff,
Armand Olivannes,
Hugues Le Roy,

ont la douleur de faire part du décès,

survenue le 3 janvier 1990, de

Bernard LANDAU,
né Karz Jankelovitz,
leur mère, belle-mère, grand-mère et
arrière-grand-mère.

Il rappelle le souvenir de

Adolphe LANDAU,
son mari,
décédé le 18 août 1983,

et de

Jeannette Kyra LANDAU,
sa fille,
décédée le 22 novembre 1971.

L'inhumation a eu lieu ce jour au
cimetière de Saint-Cloud.

15, rue des Ursulines,
75005 Paris.

155, rue Tahère,
92210 Saint-Cloud.

— M^{me} Pierre-Alfred Laureat,
Chantal et Paul Goldblum,
Rachel Laureat et Guy Scarpitta,
ont la grande tristesse de faire part du
décès de

Pierre-Alfred LAUREAT,
ancien élève de l'École polytechnique,
officier de la Légion d'honneur,
commandeur de l'Ordre du Mérite,

survenue en son domicile, à Paris, le
28 décembre 1989.

L'inhumation a eu lieu dans l'inti-
mité à Chantilly, dans le caveau de
famille.

25, rue de La Sourdière,
75001 Paris.

— Sa femme Renée,
Ses enfants,
Claire Guichet,
Elisabeth Bergeron,
Bernard,
Dominique,
Adeline et leurs enfants,
font part du décès, le 27 décembre
1989, de

Paul MONJARET,

dans sa quatre-vingt-septième année.

Selon son désir, les obsèques ont eu
lieu dans l'intimité familiale à Arcy
(Cher). Une messe sera célébrée ulté-
rieurement dans l'église Saint-Jean-
Baptiste de Grenelle, sa paroisse.

10bis, rue des Frères-Morane,
75015 Paris.

— M. et M^{me} Gaston Moutet,
ses parents,
M. René Moutet,
son frère,
M. Jean-Paul Moutet, M^{me} Gilberte
Moutet et leur fils,
son frère, sa belle-sœur, son neveu,
M^{me} Mireille Reynaud, M. Francis
Reynaud et leurs enfants,
sa sœur, son beau-frère, ses neveux,

font part du décès, à l'âge de trente
ans, de

M. Luc MOUTET,
professeur d'histoire et de géographie
(collège Gambetta-12^e,
année scolaire 1988-1989).

Les obsèques ont eu lieu le mercredi
27 décembre 1989, à 15 h 30, dans son
village natal.

Hameau des Gairades,
13610 Le Puy-Saint-Réparate.

— On nous prie de rappeler que les
obsèques de

M^{me} Yvonne André PERSE,
née Simone Leclerc,
sont fixées au 8 janvier 1990 dans la
plus stricte intimité, au cimetière de
Saint-Louis-la-Fort (95).

Ni fleurs ni couronnes.

Famille Sgheri Basquin,
43, avenue de la Gare,
95320 Saint-Louis-la-Fort.

— M^{me} René Théron,
son épouse,
Le docteur Paul Théron, son fils,
et M^{me} Catherine et Pierre Théron,
ses petits-enfants,
sa famille et ses amis,
Les anciens élèves du lycée de
Rodez,
Les Enfants de l'Hérault à Paris,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Paul THÉRON,
conseiller d'administration scolaire
et universitaire honoraire,

survenue à son domicile à Paris, le
3 janvier 1990, dans sa quatre-vingt-
sixième année.

La cérémonie religieuse sera célé-
brée le lundi 8 janvier, à 16 heures, en
la chapelle du cimetière Saint-Lazare
à Montpellier (Hérault) et sera suivie
de l'inhumation.

A. F.

Nos abonnés, bénéficiant d'une
réduction sur les insertions du
« Carnet du Monde », sont priés de
joindre à leur envoi de textes une des
dernières bandes pour justifier de
cette qualité.

— M. et M^{me} Gaston Moutet,
ses parents,
M. René Moutet,
son frère,
M. Jean-Paul Moutet, M^{me} Gilberte
Moutet et leur fils,
son frère, sa belle-sœur, son neveu,
M^{me} Mireille Reynaud, M. Francis
Reynaud et leurs enfants,
sa sœur, son beau-frère, ses neveux,

font part du décès, à l'âge de trente
ans, de

M. Luc MOUTET,
professeur d'histoire et de géographie
(collège Gambetta-12^e,
année scolaire 1988-1989).

Les obsèques ont eu lieu le mercredi
27 décembre 1989, à 15 h 30, dans son
village natal.

Hameau des Gairades,
13610 Le Puy-Saint-Réparate.

— On nous prie de rappeler que les
obsèques de

M^{me} Yvonne André PERSE,
née Simone Leclerc,
sont fixées au 8 janvier 1990 dans la
plus stricte intimité, au cimetière de
Saint-Louis-la-Fort (95).

Ni fleurs ni couronnes.

Famille Sgheri Basquin,
43, avenue de la Gare,
95320 Saint-Louis-la-Fort.

— M^{me} René Théron,
son épouse,
Le docteur Paul Théron, son fils,
et M^{me} Catherine et Pierre Théron,
ses petits-enfants,
sa famille et ses amis,
Les anciens élèves du lycée de
Rodez,
Les Enfants de l'Hérault à Paris,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Paul THÉRON,
conseiller d'administration scolaire
et universitaire honoraire,

survenue à son domicile à Paris, le
3 janvier 1990, dans sa quatre-vingt-
sixième année.

La cérémonie religieuse sera célé-
brée le lundi 8 janvier, à 16 heures, en
la chapelle du cimetière Saint-Lazare
à Montpellier (Hérault) et sera suivie
de l'inhumation.

A. F.

Nos abonnés, bénéficiant d'une
réduction sur les insertions du
« Carnet du Monde », sont priés de
joindre à leur envoi de textes une des
dernières bandes pour justifier de
cette qualité.

— M. et M^{me} Gaston Moutet,
ses parents,
M. René Moutet,
son frère,
M. Jean-Paul Moutet, M^{me} Gilberte
Moutet et leur fils,
son frère, sa belle-sœur, son neveu,
M^{me} Mireille Reynaud, M. Francis
Reynaud et leurs enfants,
sa sœur, son beau-frère, ses neveux,

font part du décès, à l'âge de trente
ans, de

M. Luc MOUTET,
professeur d'histoire et de géographie
(collège Gambetta-12^e,
année scolaire 1988-1989).

Les obsèques ont eu lieu le mercredi
27 décembre 1989, à 15 h 30, dans son
village natal.

Hameau des Gairades,
13610 Le Puy-Saint-Réparate.

— On nous prie de rappeler que les
obsèques de

M^{me} Yvonne André PERSE,
née Simone Leclerc,
sont fixées au 8 janvier 1990 dans la
plus stricte intimité, au cimetière de
Saint-Louis-la-Fort (95).

Ni fleurs ni couronnes.

Famille Sgheri Basquin,
43, avenue de la Gare,
95320 Saint-Louis-la-Fort.

— M^{me} René Théron,
son épouse,
Le docteur Paul Théron, son fils,
et M^{me} Catherine et Pierre Théron,
ses petits-enfants,
sa famille et ses amis,
Les anciens élèves du lycée de
Rodez,
Les Enfants de l'Hérault à Paris,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Paul THÉRON,
conseiller d'administration scolaire
et universitaire honoraire,

survenue à son domicile à Paris, le
3 janvier 1990, dans sa quatre-vingt-
sixième année.

La cérémonie religieuse sera célé-
brée le lundi 8 janvier, à 16 heures, en
la chapelle du cimetière Saint-Lazare
à Montpellier (Hérault) et sera suivie
de l'inhumation.

A. F.

Nos abonnés, bénéficiant d'une
réduction sur les insertions du
« Carnet du Monde », sont priés de
joindre à leur envoi de textes une des
dernières bandes pour justifier de
cette qualité.

— M. et M^{me} Gaston Moutet,
ses parents,
M. René Moutet,
son frère,
M. Jean-Paul Moutet, M^{me} Gilberte
Moutet et leur fils,
son frère, sa belle-sœur, son neveu,
M^{me} Mireille Reynaud, M. Francis
Reynaud et leurs enfants,
sa sœur, son beau-frère, ses neveux,

font part du décès, à l'âge de trente
ans, de

M. Luc MOUTET,
professeur d'histoire et de géographie
(collège Gambetta-12^e,
année scolaire 1988-1989).

Les obsèques ont eu lieu le mercredi
27 décembre 1989, à 15 h 30, dans son
village natal.

Hameau des Gairades,
13610 Le Puy-Saint-Réparate.

— On nous prie de rappeler que les
obsèques de

M^{me} Yvonne André PERSE,
née Simone Leclerc,
sont fixées au 8 janvier 1990 dans la
plus stricte intimité, au cimetière de
Saint-Louis-la-Fort (95).

Ni fleurs ni couronnes.

Famille Sgheri Basquin,
43, avenue de la Gare,
95320 Saint-Louis-la-Fort.

— M^{me} René Théron,
son épouse,
Le docteur Paul Théron, son fils,
et M^{me} Catherine et Pierre Théron,
ses petits-enfants,
sa famille et ses amis,
Les anciens élèves du lycée de
Rodez,
Les Enfants de l'Hérault à Paris,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Paul THÉRON,
conseiller d'administration scolaire
et universitaire honoraire,

survenue à son domicile à Paris, le
3 janvier 1990, dans sa quatre-vingt-
sixième année.

La cérémonie religieuse sera célé-
brée le lundi 8 janvier, à 16 heures, en
la chapelle du cimetière Saint-Lazare
à Montpellier (Hérault) et sera suivie
de l'inhumation.

A. F.

Nos abonnés, bénéficiant d'une
réduction sur les insertions du
« Carnet du Monde », sont priés de
joindre à leur envoi de textes une des
dernières bandes pour justifier de
cette qualité.

— M. et M^{me} Gaston Moutet,
ses parents,
M. René Moutet,
son frère,
M. Jean-Paul Moutet, M^{me} Gilberte
Moutet et leur fils,
son frère, sa belle-sœur, son neveu,
M^{me} Mireille Reynaud, M. Francis
Reynaud et leurs enfants,
sa sœur, son beau-frère, ses neveux,

font part du décès, à l'âge de trente
ans, de

M. Luc MOUTET,
professeur d'histoire et de géographie
(collège Gambetta-12^e,
année scolaire 1988-1989).

AGENDA

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-janvier. Signification des symboles : ► Signalé dans « le Monde radio-télévision » □ Film à éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Vendredi 5 janvier

TF 1

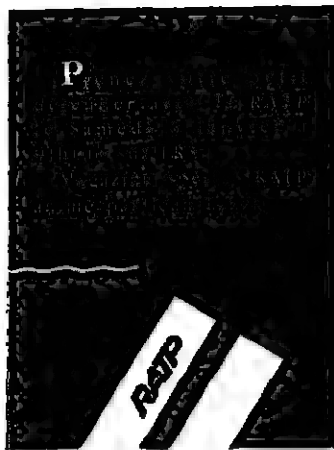
- 20.35 Variétés : *Avia de recherche*. Invité : Jean-Paul Belmondo. Invités d'honneur : Claude Lelouch, Robert Hossein. Variétés : Michel Sardou, Vanessa Paradis, Jean Vallée, Les Vagabonds, Kasia et Marielle Labèque, Claude Nougaro, Smaïn, Rod Stewart, Mylène Farmer.
- 22.45 ► Magazine : 52' sur la Une. De Jean Bertolino. Les éditoriaux de Patrick Chazotte-Messengers.
- 23.45 Variétés : Et puis quoi encore ? Émission animée par Nagui. Invité : Florent Pagny.
- 0.45 Journal, Météo et Bourse.
- 1.05 Série : Des agents très spéciaux.
- 1.55 Info revue.

A 2

- 20.35 Soirée spéciale : Les restos du cœur. Témoignages, reportages et variétés. Avec Johnny Hallyday, Michel Sardou, Violette Sersson, Eddy Mitchell, Jean-Jacques Goldman, France Gall, Michel Berger, Les Nègresses Vertes, Jacques Hégelin, Patrick Bruel, le chœur Arcos, Guy Bedos, Jacques Villeret, Muriel Robin, Didier Gustin, Smaïn.
- 21.40 Apostrophes. Magazine littéraire de Bernard Pivot. La 700', en direct du Musée Grévin. Avec les Belles (le Feu sacré), Patrick Camé (le Palais des ruines), Régine Detremblet (l'Amputation), Isabelle Eliezen (l'Enfer, son casino, sa plume), Eric Holder (Une forte), Benoît Bréhat (le Procès-verbal), de Jean-Marie Gustave Le Clézio, et François Châteauneuf, Alain Decaux, Jean-François Joyeux, Marc Vidian, Gilles Lapouge, Eric Orsenna.
- 23.00 Journal et Météo.
- 23.20 La nuit des quinze ans d'Antenne 2 et FR3.

FR 3

- 20.35 Magazine : Thalassa. Taux : le cargo roi, de Patrick Tournache.
- 21.30 Série : Le retour d'Arène Lupin. Un air oublié, de Michel Boiron, avec François Duroy.
- 22.30 Journal et Météo.
- 23.00 Soirée spéciale : Les quinze ans d'Antenne 2 et FR3.
- 1.00 Musique : Cocktail de nuit. Chopin / Chick Corea.



CANAL +

- 20.30 ► Téléfilm : La dame en question. De George Schaefer, avec Katherine Hepburn, Karen Austin, Joel Higgins. Pour retrouver son talent, une romancière à succès qui vit dans la luxueuse demeure de son mari, se voit assigner par un juge la tâche de rédiger un roman. Une femme riche et sa bonne sont assassinées dans une ville de la côte californienne. Le district attorney, qui déteste le mari de la morte, voit en lui le coupable. Une avocate se charge de la défense du suspect en étant convaincue de son innocence, et tombe amoureux de lui. Intrigue criminelle, suspense, étude de caractère et interprétation très solides.
- 0.45 Cinéma : Trois places pour le 26. ■■ Film français de Jacques Demy (1988). Avec Yves Montand, Mireille May, Françoise Fabian.
- 2.25 Cinéma : L'étudiant. ■ Film français de Claude Pinoteau (1988). Avec Sophie Marceau, Vincent Lindon, Elisabeth Vital.
- 4.05 Cinéma : Douce nuit, sanglante nuit. ■ Film américain de Lee Harry (1987). Avec Eric Freeman, James L. Newman, Elisabeth Cayton.
- 5.30 Téléfilm : 37° à l'ombre.

LA 5

- 20.40 Téléfilm : Les enfants de la nuit. De Curtis Hanson, avec Howard E. Rollins, Joanna Cassidy. Un petit fugueur intègre une bande de jeunes voyous.

- 22.25 Spécial Paris-Dakar. 22.55 Magazine : Reporters. 0.00 Journal de minuit. 0.10 Thibaud ou les croisades (rediff.). 1.10 Série : Thierry la Fronde. 2.15 La calèche (rediff.). 2.45 Le journal de la nuit. 2.55 Belle et Sébastien (rediff.). 3.55 Série : Volsin, volsin. 5.00 Thierry la Fronde (rediff.). 6.00 Tendre et passion.

M 6

- 20.30 Téléfilm : Les présumés de la tour. De Jim Makichuk, avec Ray Palfrey, Jackie Wray. Un orchestre capricieux. 22.20 Série : Brigade de nuit. 23.10 Série : Médecine de nuit. 0.00 Six minutes d'informations. 0.05 Capital. 0.15 Sans clip. 2.00 Rediffusions. Culture pub ; S'il te plaît, montre-moi nos histoires ; Le jeune Fabre ; Médecins de nuit ; Quand la science mène l'enquête (franco-italien) ; Culture pub ; Parcours santé.

LA SEPT

- 20.35 Documentaire : Palettes. D'Alain Jaubert. 21.00 Je me souviens des années 80. 21.05 Magazine : Dynamo. 21.30 Magazine : Ici but la vie. 22.00 Documentaire : La studio des Variétés. D'Alain Guesnier et Valérie Duval. 23.20 Vidéo danse : Dix anges.

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Rado-archives. La lettre à Debussy. 21.30 Musique : Black and blue. La gloire de Stan Getz. 22.40 Nuits magnétiques. Le désert entre les lignes. 0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musique : Coda. La musique sout.

FRANCE-MUSIQUE

- 20.30 Concert (donné le 6 septembre lors des semaines de musique de Locron) : Sinfonia bariton et orchestre op. 145 n. de Chostakovitch ; Aïda parait Zarthoustra, poème symphonique op. 30, de R. Strauss, par l'Orchestre symphonique de la Radio de Berlin, dir. Vladimir Ashkenazy ; sol. Dietrich Fischer-Dieskau (baryton). 22.20 Musique légère. Œuvres de Roger-Roger, Kander, Leroy Anderson. 23.07 La livre des meslanges. 0.30 Poissons d'or.

Une étude du BIPE sur le marché des services

De nouvelles ressources s'ajoutent à la redevance télévisée

Le marché des services de communication des cinq plus grands pays d'Europe (audiovisuel, public, télécom et services informatiques) devrait croître à un rythme annuel de 8,4 % d'ici à 1994, soit plus rapidement qu'aux États-Unis (7,1 %), indique une étude récente du BIPE (Bureau d'Informations et de Prévisions Économiques).

Les dépenses des ménages pour l'audiovisuel ne représentent qu'une faible part de ce marché des services de communication, de 4 % en Espagne à 10 % en RFA ou Grande-Bretagne. Mais ces dépenses audiovisuelles connaissent elles-mêmes de grands changements de structures, avec l'apparition de nouveaux modes de consommation audiovisuelle. La part de la redevance télévisée, qui

reste prépondérante en Europe (à l'exception notable de l'Espagne) s'érode au profit de la télévision payante (en France, du câble (en RFA) ou de la vidéo (la Grande-Bretagne est le premier marché du continent en ce domaine, avec près de 6 milliards de francs). Et cette tendance devrait se poursuivre dans les années 90.

Dans l'absolu, la RFA est avec 23,6 milliards de francs le pays d'Europe où les ménages dépensent le plus pour l'audiovisuel ; viennent ensuite la Grande-Bretagne (21,8 milliards), l'Italie (8,8 milliards) et l'Espagne (2,6 milliards). En comparaison avec le PIB, ce sont cependant les Anglais qui apparaissent comme les plus

gros consommateurs. Ensemble, les cinq pays d'Europe étudiés par le BIPE représentent 31,5 % du marché des services audiovisuels contre 47,6 % aux États-Unis, 14,9 % au Japon et 5,8 % au Canada.

D'ici à 1994, ce sont les services informatiques qui devraient connaître, selon l'étude, la plus forte croissance, suivis par les services audiovisuels, les services de télécommunications et la publicité.

M.C. L.

Dépenses des ménages dans l'audiovisuel (1988)

	France	Italie	Espagne	RFA	G-B	États-Unis	Japon
Cinéma	22	27	48	13	14	24	26
Redevance TV	44	63	8	65	59	8	49
Câble ou TV payante	24	9	0	11	1	63	2
Vidéo	9	10	52	11	26	13	23
	100	100	100	100	100	100	100

Audience TV du 4 janvier 1990 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOPHOS-NIELSEN)

Audience instantanée, France entière 1 point = 202 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	57,7	21,4	6,4	20,5	2,5	4,1	2,8
19 h 45	60,9	26,9	8,4	12,8	4,5	2,8	4,9
20 h 16	72,0	28,9	15,1	13,3	3,1	6,7	5,4
20 h 55	73,8	23,6	14,7	17,4	3,1	11,6	5,5
22 h 3	69,7	18,7	12,4	18,9	2,8	5,5	2,1
22 h 44	47,9	19,0	3,8	19,0	1,8	3,9	2,1

Samedi 6 janvier

TF 1

- 20.35 Variétés : Sébastien, c'est fou ! 22.15 Magazine : Ushuaïa. 23.20 Magazine : Formule sport. 0.10 Journal et Météo. 0.30 Série : Mémoires. 1.00 Série : Mennix.

A 2

- 20.35 Variétés : Champs-Élysées. 22.25 Série : Les brigades du Tigre. 23.15 Journal et Météo. 23.30 Magazine : Lunettes noires pour nuit blanche.

FR 3

- 20.35 Samdynamite. 21.55 Journal et Météo. 22.20 Magazine : Le divin. 22.45 Magazine : Musicales. 23.45 Magazine : Sports 3. 0.45 Musique : Cocktail de nuit.

CANAL PLUS

- 20.30 Téléfilm : Le détournement du vol 847. 22.05 Spectacle : Le monde du cirque, Bernanès. 22.50 Flash d'informations. 22.55 Téléfilm : Carton rouge pour les hooligans. 0.00 Cinéma : Parties de chasse en Sologne. 1.20 Cinéma : Vivre et laisser mourir. 3.15 Cinéma : Milan noir. 4.35 Cinéma : La ronde. 6.20 Documentaire : Les aïnés.

LA 5

- 20.40 Téléfilm : Les mercenaires du Costa-Verde. 22.50 Série : Le voyageur. 23.35 Magazine : Désir (rediff.). 0.00 Journal de minuit. 0.10 Thibaud ou les croisades (rediff.). 1.10 Les faucheurs de marguerites (rediff.). 2.10 Histoires extraordinaires.

M 6

- 20.30 Série : Le Saint. 22.15 Téléfilm : Le triangle des Bermudes. 23.30 Magazine : Culture pub.

LA SEPT

- 20.30 Documentaire : Palettes. D'Alain Jaubert. 21.00 Je me souviens des années 80. 21.05 Magazine : Dynamo. 21.30 Magazine : Ici but la vie. 22.00 Documentaire : La studio des Variétés. D'Alain Guesnier et Valérie Duval. 23.20 Vidéo danse : Dix anges.

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Rado-archives. La lettre à Debussy. 21.30 Musique : Black and blue. La gloire de Stan Getz. 22.40 Nuits magnétiques. Le désert entre les lignes. 0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musique : Coda. La musique sout.

FRANCE-MUSIQUE

- 20.30 Concert (donné le 6 septembre lors des semaines de musique de Locron) : Sinfonia bariton et orchestre op. 145 n. de Chostakovitch ; Aïda parait Zarthoustra, poème symphonique op. 30, de R. Strauss, par l'Orchestre symphonique de la Radio de Berlin, dir. Vladimir Ashkenazy ; sol. Dietrich Fischer-Dieskau (baryton). 22.20 Musique légère. Œuvres de Roger-Roger, Kander, Leroy Anderson. 23.07 La livre des meslanges. 0.30 Poissons d'or.

La voiture qui vous fera regretter d'avoir déjà une voiture.

DEORA LA NOUVELLE LANCIA.

Ce soir, après le premier spot Lancia Dedra, vous regarderez votre voiture d'un autre œil.

FR 3

- 13.00 Magazine : D'un soleil à l'autre. 13.30 Forum RMC-FR 3. 14.30 Magazine : Sports loisirs. 17.00 Flash d'informations. 17.05 Magazine : Para-chocs. 17.30 Amuse 3. 19.00 Téléfilm : L'enfance de Charlie Chaplin. 19.55 Flash d'informations. 20.00 Dessins animés : Tex Avery. 20.35 ► Documentaire : Optique. 21.30 Magazine : Océaniques. 22.05 Journal et Météo. 22.30 Cinéma : L'innocent. ■

CANAL PLUS

- 14.00 Magazine : Contact. 14.05 Téléfilm : Au plus lointain de l'oubli. 16.05 Magazine : Exploits. 16.20 Magazine : 24 heures. 17.15 Sport : Dimanche aux courses. 17.35 Documentaire : La réserve de Gunung Leuser. 18.00 Cinéma : Icoman. ■ En clair jusqu'à 20.30. 19.30 Flash d'informations. 19.35 Dessins animés : Ca cartoon. 20.30 Cinéma : Agnès de Dieu. ■■ 22.05 Flash d'informations. 22.15 Cinéma : Le ventre de l'architecte. ■■ 0.05 Mon zénith à moi. 1.00 Cinéma : La sentinelle des maudits. ■ 2.25 Surprises : Interludes.

Six minutes d'informations.

LA SEPT

- 20.30 Documentaire : Putting up the pickles. De Yasha Aginsky. 21.00 Le mariage de Figaro. Film de Beaumarchais.

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Photo-portrait. Robin Cook, auteur de romans noirs. 20.45 Dramatique. L'attente, de Jacques Brel. 22.35 Musique : Opus. Mademait, groupe de six jeunes musiciens belges.

FRANCE-MUSIQUE

- 20.05 Concert (donné le 6 juin lors du Festival de Vienne) : Lucio Silla, opéra en 3 actes, de Mozart, par le Concentus musicus de Vienne et le Chœur Arnold Shoenberg, dir. Nikolaus Harnoncourt ; sol. : Herbert Tachezi (clavicin) et Edita Grubisova, Peter Schreier, Cecilia Bartoli, Dawn Upshaw, Yvonne Kenny. 23.08 Le monde la nuit. 0.30 La terrasse des audiences du clair de lune. Alain Merrier, violoncelle.

Dimanche 7 janvier

TF 1

- 13.20 Série : Un fil dans le Maïa. 14.15 Série : Rick Hunter, inspecteur choc. 15.10 Variétés : Y a-t-il encore un coco dans le show ? 15.40 Série : Chips. 16.30 Tiro à Vincennes. 16.40 Dessins animés : Disney parade. 18.00 Magazine : Téléfoot. 19.00 Magazine : 7 sur 7. 19.50 Loto sport. 20.00 Journal, Météo et Tapis vert. 20.35 Cinéma : Amadeus. ■■

A 2

- 13.20 Dimanche Martin (matin). 14.55 Série : Mac Giver. 15.50 L'école des fans. 16.35 Série : Penique aux Caraïbes. 17.30 Documentaire : L'équipe Cousteau à la redécouverte du monde. 18.25 Magazine : Stade 2. 19.30 Série : Maguy. 20.00 Journal et Météo. 20.35 Série : Les cinq dernières minutes. 22.05 Opéra : L'amour des trois oranges. 23.20 Journal et Météo. 23.45 L'équipe Cousteau à la redécouverte du monde (rediff.).

FR 3

- 13.20 Magazine : D'un soleil à l'autre. 13.30 Forum RMC-FR 3. 14.30 Magazine : Sports loisirs. 17.00 Flash d'informations. 17.05 Magazine : Para-chocs. 17.30 Amuse 3. 19.00 Téléfilm : L'enfance de Charlie Chaplin. 19.55 Flash d'informations. 20.00 Dessins animés : Tex Avery. 20.35 ► Documentaire : Optique. 21.30 Magazine : Océaniques. 22.05 Journal et Météo. 22.30 Cinéma : L'innocent. ■

CANAL PLUS

- 14.00 Magazine : Contact. 14.05 Téléfilm : Au plus lointain de l'oubli. 16.05 Magazine : Exploits. 16.20 Magazine : 24 heures. 17.15 Sport : Dimanche aux courses. 17.35 Documentaire : La réserve de Gunung Leuser. 18.00 Cinéma : Icoman. ■ En clair jusqu'à 20.30. 19.30 Flash d'informations. 19.35 Dessins animés : Ca cartoon. 20.30 Cinéma : Agnès de Dieu. ■■ 22.05 Flash d'informations. 22.15 Cinéma : Le ventre de l'architecte. ■■ 0.05 Mon zénith à moi. 1.00 Cinéma : La sentinelle des maudits. ■ 2.25 Surprises : Interludes.

LA 5

- 18.30 Spécial Paris-Dakar. 18.50 Journal images. 19.00 Série : Happy days. 19.30 Divertissement : Tout le monde il est gentil. 20.00 Journal. 20.30 Drôles d'histoires. 20.40 Cinéma : Le fil de Beverly Hills. ■ 22.35 Spécial Paris-Dakar. 23.05 Magazine : Ciné Cinq. 23.15 Magazine : Désir (rediff.). 0.00 Journal de minuit. 0.05 Docteur Teyran (rediff.). 1.40 Madame le juge (rediff.). 3.10 Le journal de minuit. 3.15 Histoires extraordinaires.

M 6

- 18.00 Informations : M 6 express. 18.05 Série : Père et Impaire. 18.30 Série : Les années coup de cœur. 19.00 Cinéma : Culture pub. 19.30 Série : Roseanne. 19.54 Six minutes d'informations. 20.00 Madame est servie. 20.35 Cinéma : Folie à tuer. ■ 22.16 Capital. 22.30 Cinéma : Mon nom est Trinita. □ 0.00 Six minutes d'informations. 0.05 Musique : Boulevard des clips. 2.00 Rediffusions.

LA SEPT

- 19.00 Documentaire : Le studio des Variétés. D'Alain Guesnier et Valérie Duval. 20.30 Vidéo danse : Dix anges. De Dominique Bagouet et Charles Fleury. 21.00 Cinéma : La momie. ■■ Film égyptien de Shady Abdel Salam (1970). 22.45 Court-métrage. 23.00 Documentaire : Portrait d'Edmond Jabès. De Michèle Porte.

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Atelier de création radio-phonique. Fragments Blin-Béchet. 22.35 Musique : Le concert. Jaz-bivouac. Grande nuit des couples soirs.

FRANCE-MUSIQUE

- 20.05 Concert (donné le 3 septembre à Londres) : Symphonie n° 7 en mi mineur, de Mahler, par l'Orchestre symphonique de la ville de Birmingham, dir. Simon Rattle. 22.00 Concert (donné en août à l'Opéra de Lyon) : L'amour des trois oranges, de Prokofiev, par le Chœur et l'Orchestre de l'Opéra de Lyon, dir. Kent Nagano ; sol. : Gabriel Bacquier, Jules Bastin, Jean-Luc Vielle, Catherine Dubosc, Georges Gaurier, Michèle Lagrange, Gregory Reinhart, Didier Henry, Vincent Le Texier, Hélène Paraguin, Béatrice, Uria Monzon, Brigitte Fournier, Consuelo Caroli diffusé en stéréo et en simultané sur A2L. 23.40 Cinéma. Musiques traditionnelles, Hymnes des Bahamas. 0.30 Archives dans la nuit.

La bonne tenue quelques m

La gitane va se décolorer au printemps

La Seta a décidé de lancer une nouvelle campagne de sensibilisation à la décoloration des cheveux. Elle a choisi pour cela la gitane, une femme forte, indépendante, qui ne craint pas de se décolorer. La Seta a donc lancé une campagne de publicité intitulée "La gitane va se décolorer au printemps". Cette campagne a pour but de montrer que se décolorer n'est pas une perte, mais une façon de se renouveler. La Seta a donc choisi une gitane pour incarner cette campagne. Elle a été filmée dans une vidéo qui sera diffusée dans les magasins de Seta. La vidéo montre la gitane se décolorant les cheveux, puis les repousser. Elle est accompagnée d'une musique rythmée. La Seta a donc lancé une campagne de publicité originale et innovante. Elle a choisi la gitane pour incarner cette campagne. Elle a été filmée dans une vidéo qui sera diffusée dans les magasins de Seta. La vidéo montre la gitane se décolorant les cheveux, puis les repousser. Elle est accompagnée d'une musique rythmée. La Seta a donc lancé une campagne de publicité originale et innovante.

Les remous monétaires et les parités au sein du SME

La bonne tenue du franc va nécessiter quelques mesures de rigueur

La bonne tenue du franc au sein du système monétaire européen (SME) à peu à peu, ces dernières années, fait passer la monnaie française du lot des monnaies faibles au rang des monnaies respectées, sinon fortes, comme le deutschemark (DM). Les commentaires des milieux financiers internationaux, régulièrement rapportés par la presse, sont élogieux à cet égard.

Mais la solidité d'une monnaie n'est jamais acquise définitivement : le deutschemark et le yen, malgré la puissance industrielle de la RFA et du Japon, en font de temps en temps l'ambre expérience ; la Bundesbank a été obligée de remonter ses taux d'intérêt pour conforter le deutschemark. Pour la France, qui a accompli, depuis 1982, de remarquables efforts d'assainissement financier en décaissant de fait les salaires de l'évolution des prix, à partir de 1986-1987, a modernisé son industrie et ses capacités de production par des investissements très importants, un problème nouveau est apparu au fur et à mesure que s'accroissait la croissance économique : le commerce extérieur du pays s'est détérioré. Les exportations, malgré de remarquables performances (les 100 milliards de francs par mois ont été dépassés à plusieurs reprises en 1989), ne progressent pas aussi vite que les importations.

Après une année 1986 équilibrée grâce à la baisse des prix pétroliers, le déficit de la balance commerciale s'est creusé : 31,6 milliards de francs en 1987, 32,8 milliards en 1988. Il aura avoisiné, peut-être dépassé, les 50 milliards en 1989.

A l'origine de cette dégradation, le commerce des produits manufacturés, malgré les ventes d'Airbus et d'armement. Les pouvoirs publics n'ont pas réagi jusqu'à présent, pour deux raisons essentielles. La première était la volonté de ne pas freiner la vive activité économique par des mesures intempestives et probablement inappropriées, du genre relèvement important des taux d'intérêt. Des mesures intempestives, puisqu'une bonne partie de nos importations était constituée par des biens d'équipement, des machines-outils, des achats qui contribuent à moderniser et à renforcer l'industrie française.

La seconde raison de non-intervention du gouvernement était la bonne tenue — ou plutôt la faible dégradation — de nos paiements courants, le tourisme et les services en général (transports, assurances, grands travaux à l'étranger et ingénierie) effaçant une partie de notre déficit commercial.

L'élément nouveau, pour ainsi dire surgi au cours des derniers mois, est l'aggravation du déficit extérieur, sous l'effet d'importations massives de biens intermédiaires et d'automobiles.

Un débat très aigu en est né dans les sphères gouvernementales : faut-il freiner la progression d'une demande qui risque de s'accroître avec l'amélioration du pouvoir d'achat des ménages et de dégrader en surcroît ? Ne faut-il pas freiner un peu sur les salaires et

continuer à favoriser les entreprises qui ont d'énormes investissements à financer pour résister à la concurrence internationale ? Le cas de l'automobile est typique à cet égard, notamment les gros efforts d'investissement accomplis par des firmes comme Peugeot.

Vaste débat, qui n'est pas prêt d'être clos. Mais des mesures « douces », d'assainissement de la demande devraient être prises au cours des semaines et des mois à venir ; régulation budgétaire, c'est-à-dire engagement retardé des crédits consacrés aux autoroutes et à diverses aides économiques ; lancement éventuel d'un emprunt d'Etat de 5 milliards de francs ; gel de crédits publics pour financer les énormes dépenses qui vont devoir être consacrées à l'entretien et aux capacités d'accueil des universités (un emprunt spécifique avait même été envisagé).

Pour couronner le tout, le prélèvement social cher à M. Evin, le ministre de la santé, pourrait — malgré les réticences de M. Bérégovoy — ponctionner une dizaine de milliards de francs. Son application supprimerait le prélèvement de 0,4 % sur le revenu imposable recouvré pour cette année. Reste à savoir quand le gouvernement l'appliquera.

L'ensemble de ces mesures — comme les négociations de la fonction publique sur les modifications de la grille salariale et le rendez-vous rémunérateur pour 1989 (bilan) et 1990 donnent une idée des choix gouvernementaux qui devront être faits entre rigueur et croissance économique.

C'est-à-dire, en simplifiant, entre accoutumance du franc au rang des monnaies fortes et poursuite de la baisse du chômage.

ALAIN VERNHOLLES

Les aventures tumultueuses du couple France-Allemagne

En ce début d'année 1990, le problème lancinant des relations économiques et financières entre la France et l'Allemagne, vieux couple terrible depuis quarante ans, avec douze réajustements de parités monétaires, continue à se poser. Cette fois-ci, toutefois, ce n'est pas dans les mêmes termes qu'en octobre 1981, juin 1982, mars 1983, avril 1986 et janvier 1987, dates auxquelles le mark fut réévalué et le franc dévalué, l'un par rapport à l'autre.

Tous ces réajustements étaient plus ou moins justifiés par des disparités de taux d'inflation et de coûts de production comparés avec un déséquilibre commercial entre les deux pays, le tout à l'avantage exclusif de l'Allemagne. Aujourd'hui, ces disparités ont été en grande partie éliminées. L'écart d'inflation entre la France et la RFA s'est réduit à presque rien (0,5 point), bien qu'il soit appelé à croître dès ce mois-ci, les indices allemands de hausse annuelle devant se montrer « meilleurs » en janvier 1990 qu'en janvier 1989, époque où ils se trouvaient nettement en dessous, par des taxes nouvelles notamment.

En revanche, le problème du déficit commercial, non seulement n'a pas été réglé, mais encore s'aggrave. Les excédents allemands continuent à se gonfler vertigineusement et, surtout, s'effectuent vis-à-vis de l'Europe ou l'Allemagne fait passer son nombre. Le déficit

commercial de la France avec la RFA se creuse, dépassant 50 milliards de francs par an, de même que celui de l'Italie vis-à-vis de son puissant voisin germanique, premier client et premier fournisseur.

Un système rigide

Ce phénomène ne manque pas de provoquer de fortes tensions et d'amères réminiscences de la part des partenaires de la RFA, qui riposte par deux arguments : le premier est qu'un bon marché de marché des déséquilibres en question devraient se traduire par une appréciation du mark, monnaie dominante, et une dépréciation des autres monnaies du système monétaire européen (SME) ; le second est que les contraintes dudit SME empêchent tout réajustement et toute respiration « normale » du SME, dont la rigidité ne tient pas compte des réalités. Bien plus, cette rigidité est dommageable à l'Allemagne puisque les monnaies faibles du SME tirent vers le bas l'ensemble du système et empêchent le mark de se revaloriser suffisamment par rapport au dollar et au yen.

On sait que la Bundesbank est obsédée par la relative faiblesse du mark vis-à-vis de ces devises étrangères d'inflation puisqu'elle fait monter le coût des produits achetés à l'étranger. De plus, elle agit le spectre de l'inflation importée de ses partenaires européens, le reproche visant essentiellement l'Italie et l'Espagne. La Bundesbank prône donc depuis plusieurs mois et ouvertement une réévaluation du mark vis-à-vis de la lire italienne et

de la peseta espagnole, auxquelles on pourrait ajouter la couronne danoise et même le franc belge.

Les relations avec le franc français sont beaucoup moins simples. Une dévaluation du franc vis-à-vis du mark, c'est-à-dire un décrochement plus ou moins important par rapport à cette monnaie au cas où elle serait réévaluée, ne contribuerait en aucune façon à diminuer le déficit commercial de la France vis-à-vis de la RFA, d'origine essentiellement structurelle, puisqu'il est dû pour une bonne part à des importations françaises de biens d'équipement. C'est l'argument fort de M. Pierre Bérégovoy, ministre français des finances, qui réaffirme avec rage et permanence la nécessité absolue, pour le franc, de suivre le mark dans toute réévaluation. Il met en avant également le danger d'une inflation importée en cas d'un tel décrochement. Ce dernier argument ne paraît pas tout à fait convaincant. Le franc, on n'y prête pas assez attention, s'est déjà sensiblement réévalué depuis un an, de 8 % par rapport à dix-neuf monnaies, selon M. de Larosière, président de la Banque de France : 10 % par rapport à la livre sterling, 15 % par rapport au yen japonais, 5 à 7 % par rapport au dollar (ce qui est important, surtout pour les importations de pétrole), de 3 % vis-à-vis de la lire italienne, etc.

Un rituel

Dans une configuration aussi favorable et tout à fait « vertueuse », puisqu'elle est incontestablement désinflationniste pour la France, on voit mal comment un décrochement de 2 points par exemple du franc par rapport au

mark constituerait un véritable danger d'inflation importée s'accompagnerait en outre d'une réévaluation supplémentaire du franc face aux autres monnaies que le mark.

En outre, de bons esprits font valoir que le maintien à tout prix de la parité franc-mark ne conviendrait pas tout à fait les milieux financiers internationaux, ce qui contraindrait la Banque de France à utiliser en permanence l'arme des taux d'intérêt pour empêcher le cours du mark à Paris, déjà au voisinage de son cours-plafond au sein du SME (3,43 francs) de venir taper en permanence sur sa limite supérieure. On se demande, à Paris, à quel niveau de taux devrait monter la Banque de France pour tenir les cours : 12 %, 13 %, 14 % ? Au risque de véritablement freiner l'économie.

An sein du gouvernement, la discussion fait rage sur ce sujet entre les partisans de la stabilité à tout prix et ceux d'un léger décrochement vis-à-vis du mark qui permettrait de désamorcer les tensions. Le fond du problème est que si la France a fait d'incalculables progrès depuis 1982 dans la lutte contre l'inflation et maintenant dans l'investissement industriel, elle ne s'est tout de même pas encore hissée au même niveau que celui de son partenaire allemand, riche de ses industries excédentaires commerciales et maintenant de ses rapports privilégiés avec l'Est, qui, aux yeux de tous, ne peut qu'accroître encore sa puissance industrielle dominante depuis plus d'un siècle.

FRANÇOIS RENARD

SOCIAL

Nouveaux métiers, temps de travail, reclassements

L'accord d'entreprise de la Régie vise à « adapter » Renault à son environnement

Renault fait flèche de tout bois en matière de politique contractuelle. Parallèlement à la négociation du plan social de Billancourt, qui devrait rencontrer l'assentiment de tous les syndicats hormis la CGT, la Régie vient de mettre au point un accord d'entreprise valable pour une durée indéterminée qui doit lui permettre d'aborder les années 90 dans de bonnes conditions vis-à-vis de la concurrence. Seule la CGT ne l'a pas signé.

« Adaptation ». Tel est le maître-mot de cet édifice conventionnel qui précise ses dispositions sous « réversibles » car directement liées à l'évolution du marché automobile. Ainsi, en matière d'aménagement du temps de travail — « un thème un peu tabou dans le dialogue social en France », a souligné jeudi 4 janvier M. Michel Praderie, directeur des affaires sociales et du personnel de la Régie au cours d'une conférence de presse — l'accord prévoit des contreparties.

Qu'il s'agisse d'une réduction du temps de travail ou d'avantages salariaux en échange d'un allongement de la durée d'utilisation des équipements (de soixante-quinze à cent heures par semaine pour le montage, par exemple), ces contreparties devront être négociées établies par établissement.

Cependant, dans l'éventualité d'un retournement de la conjoncture, il est entendu qu'elles n'auraient plus de raison d'être. A Flins, où sera réalisé le véhicule qui succèdera à la Super-Cinq, les discussions en cours sur la création d'une troisième équipe s'effectuent sur ces bases, a souligné M. Praderie.

Par ailleurs, un « plan de restructuration » va être progressivement étendu en 1990 à l'ensemble des sites de Renault. Il concernera quelque vingt mille agents de production, dont plus de cinq mille ne maîtrisent ni l'écriture ni la lecture, qui recevront deux cents heures de formation au moins par filière. Son objectif sera de permettre à ces salariés les moins qualifiés de s'acquiescer aux nouveaux métiers en étant capables d'assurer non plus une tâche répétitive mais un ensemble de tâches « intégrées ».

Plus largement, Renault entend « promouvoir un concept nouveau de carrière », chaque salarié étant responsable de son évolution. La société entend ainsi « se mettre en position de suivre l'évolution des métiers », ce qui va l'amener à constituer des structures paritaires sur chacun des domaines couverts par l'accord d'entreprise auxquelles participent les signataires. La CGT en sera donc exclue... à moins qu'elle ne décide de changer d'avis, ce que, selon les dirigeants de Renault, elle pourra faire à tout moment.

Accompagné d'un texte plus traditionnel sur la protection sociale

et baptisé pompeusement « accord à vivre », ce nouveau credo social constitue sans nul doute un tournant dans l'histoire de la Régie. Fait révélateur : les signataires envisagent explicitement l'organisation de reclassements en dehors de l'entreprise (un tel renouvellement des effectifs est jugé « sain et naturel » par les signataires). Du reste, souligne M. Praderie, « il y a dans cet accord des phrases que l'on n'aurait pas imaginé pouvoir faire figurer il y a encore un an ».

Le directeur des affaires sociales n'en résume pas moins avec véhémence toute notion de « vitrine sociale ou de modèle Renault ». Mais il n'est pas fier d'avoir pu obtenir la signature de cinq syndicats (CFDT, FO, CFE-CGC, CFTC, CSI) sur six.

JEAN-MICHEL NORMAND

Arrêt de travail à la BNP et à la Banque de France

Plusieurs centaines de salariés de la BNP ont manifesté, jeudi 4 janvier, devant le siège de la banque puis devant celui de l'Association française des banques (AFB). La CFDT, la CFTC, FO, le SNB-CGC et la CGT, qui réclament des augmentations salariales comprises entre 960 francs et 1 500 francs, entendaient « appuyer » les représentants syndicaux de la profession qui rencontraient jeudi l'AFB.

Celle-ci a proposé, au titre de la clause de sauvegarde pour 1989, une prime égale à 5 % d'un mois de salaire (soit 285 francs en moyenne, selon les syndicats) et une revalorisation de 0,4 % de la valeur du point. Alors que les représentants du personnel jugent ces dispositions largement insuffisantes, l'AFB a accepté de présenter de nouvelles propositions le 10 janvier.

A la Banque de France, la grève a été suivie, selon la direction, par « un peu moins de 10 % » des quelque 17 000 salariés que compte le réseau national. La CFDT, la CGT et le SNA (autonomes) demandent « un moratoire » de quatre ans avant toute décision définitive sur le projet de fermeture de 32 des 233 comptoirs de la Banque de France, qui menacerait, selon les syndicats, près de 700 emplois.

La lire souffre de l'inflation et des déficits italiens

L'économie italienne, qui a fait preuve en 1989 d'un bon dynamisme avec une croissance d'environ 3,5 %, présente cependant un certain nombre de faiblesses traditionnelles.

Prix, déficit budgétaire, déficit de la balance des paiements, ce trio d'indicateurs pose aux responsables de la politique économique italienne des difficultés incessantes.

Les chiffres sont, pour l'année écoulée, relativement mauvais. Les prix, selon l'institut de la statistique, ont augmenté en 1989 de 6,5 %, un demi-point de plus qu'en 1988, et surtout nettement plus que chez les principaux partenaires commerciaux de l'Italie (RFA, France, États-Unis, avec l'exception de la Grande-Bretagne). Cet écart, en soi, détériore la compétitivité des exportations italiennes et laisse prévoir, un jour ou l'autre, une dévaluation de la monnaie. Toutefois l'Italie a démontré, il n'y a pas si longtemps, qu'elle pouvait agir efficacement contre l'inflation (par exemple en décaissant partiellement les salaires), ce qui donne une certaine crédibilité à l'objectif officiel de 4,5 % de hausse des prix en 1990 (les experts indépendants penchent toutefois plutôt pour un taux de 5,5 %).

Consommation intérieure très vive

Plus épineux est le déficit des finances publiques qui représente entre 10,5 % et 11 % du produit intérieur brut. La nature même du régime politique italien fondé sur le compromis entre cinq partis ayant chacun leur clientèle rend impossible toute réduction brutale des dépenses publiques. Les technocrates de l'administration doivent se contenter d'agir à la marge (le déficit a été ramené de 12,5 % du PIB en 1985 à moins de 11 % en 1989 où l'on a constaté une dérive par rapport à l'objectif de 10,2 %). Pour financer cette impasse budgétaire — au sens large puisque les comptes sociaux ne sont pas séparés, en

Italie, des dépenses de l'Etat, — les pouvoirs publics ponctionnent l'épargne intérieure et doivent offrir une rémunération conséquente, d'où des taux d'intérêt très élevés.

Le secteur privé est pénalisé, bien qu'il ait appris à vivre avec l'argent cher (par ailleurs réformes économiques n'ont cependant pas voulu accroître la marge de sécurité de la lire lors des dernières vagues de relèvement, en octobre et décembre derniers, et ils n'ont pas relevé les taux italiens. Ce fut le début du glissement pour la monnaie italienne, que la Banque d'Italie avait voulu maintenir forte pendant les dix-huit mois précédents, dans le sillage de l'inter l'inflation.

Reste le problème, très aigu lui aussi en 1989, de la balance des paiements courants. Une consommation intérieure très vive (les ménages italiens ont augmenté leurs dépenses de 9,7 % en 1989 après 9,2 % en 1988) a gonflé les importations. En revanche, les exportations n'ont pas augmenté aussi vite, du fait d'une certaine perte de compétitivité des produits italiens (inflation plus vive et lire forte), ce qui s'est traduit par une détérioration du déficit commercial (environ 80 milliards de francs pour les onze premiers mois de l'année 1989). L'attrait du placement italien pour les capitaux étrangers compense jusqu'à un certain point le déficit commercial, mais le redressement des comptes extérieurs risque en 1990 de revenir dans les rangs des priorités de la politique économique italienne.

Toutes ces raisons plaident pour un réalignement de la lire au sein du système monétaire européen, que les autorités monétaires de la Péninsule ont « amené » piano-piano. Une dévaluation de la lire, notamment par rapport au deutschemark, passerait parfaitement en même temps que le retour de la devise italienne dans le droit commun des autres monnaies du SME, avec une marge de fluctuation normale de 2,25 % autour du cours pivot au lieu des 6 % qui lui étaient accordés jusqu'à présent.

S. GH.

INSOLITE

La gitane va se décolorer au printemps

La Seita a décidé de lancer en mars une nouvelle cigarette blonde qui s'ajoutera à sa gamme blonde qui a déjà conquis 10 % des fumeurs. La nouvelle cigarette sera présentée dans le même paquet « à tiroir », vendu 9 francs, que celui de la gitane normale, mais de couleur différente : noir pour le plein arôme, blanc pour les légères. La silhouette de la gitane sera dorée...

La nouvelle cigarette est testée depuis trois mois par des fumeurs du Sud-Ouest. Face à l'écrasante domination des blondes platines étrangères, la Seita se fixe un objectif modeste : conquérir 1 % du marché des blondes, ce qui représente une production de 650 tonnes.

ÉCONOMIE

A quelques jours du sommet de Sofia

Vives divergences sur l'avenir du COMECON

La Tchécoslovaquie demandera officiellement la dissolution du COMECON (Conseil d'assistance économique mutuelle) lors de la réunion à Sofia, les 9 et 10 janvier, des pays membres de cette organisation. L'annonce a été faite par le ministre des finances tchécoslovaque, M. Václav Klaus, dans une interview au journal gouvernemental polonais *Rzeczpospolita*, à l'occasion d'une visite officielle en Pologne. M. Klaus a ajouté que son pays était décidé à quitter « individuellement » le COMECON si sa proposition n'était pas retenue, et qu'il demanderait l'annulation de « toute une gamme de contrats conclus antérieurement » dans le cadre de l'organisation économique du bloc de l'Est. « Les

Polonais sont d'accord pour soutenir l'essentiel de notre proposition », a dit le ministre tchécoslovaque, indiquant en outre que la Pologne et la Tchécoslovaquie comptaient « nouer sans tarder des relations bilatérales, prévoyant notamment de fixer les parités de nos monnaies, sans passer par l'intermédiaire du rouble ».

Ces propos contrastent violemment avec ceux que tenait, ce même jeudi 4 janvier, dans la *Pravda*, le président du COMECON, M. Andreï Loukanov, pour qui l'objectif reste — comme lors de la dernière réunion du COMECON, en juillet 1988 — de créer un « marché uni des pays socialistes » passant par l'accélération du

processus d'intégration au sein du COMECON. La délégation soviétique, de son côté, espère éviter l'éclatement du COMECON en proposant un train de réformes. L'un de ses membres, M. Sergueï Ougonov, réclamait, toujours jeudi 4 janvier, le remplacement de cette organisation, dont il reconnaissait le caractère « vieillissant » et « dépassé » par une nouvelle structure « capable d'harmoniser les économies ». Plus tard dans l'après-midi, un porte-parole du gouvernement polonais, M. Henryk Wozniakowski précisait que la Pologne ne désirait pas la dissolution du COMECON comme l'envisageait la Tchécoslovaquie mais souhaitait qu'il « soit profondément ramanié dans ses structures ».

La Tchécoslovaquie demande la dissolution de l'organisation

Les Tchécoslovaques critiquent depuis longtemps le COMECON. Mais pour des raisons qui ont changé du tout au tout entre l'ancien gouvernement et le nouveau. M. Ladislav Adamc, alors premier ministre d'une Tchécoslovaquie conservatrice, déclarait voici quelques mois : « Le COMECON est complètement inefficace et a forcé ses membres à dépendre des pays capitalistes ». Aujourd'hui, le ministre des finances M. Václav Klaus, demande la dissolution du COMECON parce qu'il entrave les relations des pays de l'Est avec l'Occident.

Il se trouve que la Tchécoslovaquie est l'un des pays qui dépendent le plus de l'Union soviétique pour leurs besoins en énergie. Et la nouvelle politique soviétique, qui consiste à diminuer les livraisons de pétrole aux pays de l'Est pour les augmenter à l'Ouest — afin de récolter davantage de devises fortes — est une gêne considérable pour ces économies. Loin d'être la plus mal lotie dans la « division internationale du travail socialiste », la Tchécoslovaquie nouvelle espère maintenant réorienter son industrie vers les marchés de l'Ouest.

Historiquement, Prague, n'aura aucun mal à plaider le « rap » de son commerce extérieur par l'Union soviétique depuis la dernière guerre. Auparavant, l'URSS représentait 1 % des échanges de la Tchécoslovaquie, et il a suffi de quelques années pour qu'elle s'impose comme le principal partenaire avec environ 40 % (les chiffres sont du même ordre pour les autres pays de l'Est). En outre, la construction du COMECON a toujours fait deux poids, deux mesures, entre l'URSS et les autres pays membres. La division internationale du travail entre les pays du bloc, reposant théoriquement sur

les aptitudes et les avantages de coûts respectifs, devait répartir les productions industrielles. Pour prendre un exemple, la Tchécoslovaquie est la seule à produire des tramways, la Hongrie des autocars, et la Bulgarie, du matériel de levage. En revanche, chaque pays devait théoriquement abandonner un certain nombre de productions (ce qui n'a pas toujours été le cas en pratique). D'où une dépendance réciproque entre ceux qui étaient « plus égaux » que d'autres. Mais l'Union soviétique, elle, continuait à produire presque toute la gamme des produits industriels.

Le plus anciennement industrialisé

Selon l'économiste soviétique Oleg Bogomolov, la logique du système est imparable : « Etant donné que l'économie (de l'URSS) dispose d'énormes capacités de production, scientifiques et techniques, de nombreuses fabrications y apparaissent optimales. » Ses besoins considérables font qu'elle ne peut compter uniquement sur les fournitures de ses partenaires ; en revanche « elle est capable de satisfaire totalement les besoins de ses partenaires pour certaines productions spécialisées ». Ergo, l'URSS peut et doit tout produire, alors que les autres doivent limiter leurs ambitions. Cette défense et illustration de l'inégalité liée aussi à des tailles différentes au sein du COMECON prend toute sa saveur lorsqu'on sait qu'elle est de la plume d'Oleg Bogomolov, l'un des principaux conseillers économiques de Mikhaïl Gorbatchev et directeur de l'Institut de l'économie du système socialiste mondial.

La Tchécoslovaquie, qui, avec l'Allemagne de l'Est, était le pays le plus anciennement industrialisé

d'Europe de l'Est, n'a pas été trop lésée dans la répartition des industries. Dans la première répartition de 600 produits de l'industrie mécanique au sein du COMECON, en 1956, l'Union soviétique devait produire 75 % de la consommation, la RDA 73 %, la Tchécoslovaquie 60 %, contre seulement 7 % pour la Roumanie et la Bulgarie, les pays agricoles du groupe. « Vingt ans plus tard — explique Oleg Bogomolov dans *Socialisme et compétitivité*, ouvrage paru en novembre 1989 aux Presses de la Fondation nationale des sciences politiques — les exportations totales des industries mécaniques ont été réparties entre les pays de la manière suivante : RDA 26 %, Tchécoslovaquie 17 %, Bulgarie 16 %, Union soviétique 13 %, Hongrie 12 %, Pologne 11 %, Roumanie 9 % ».

La Tchécoslovaquie dispose donc d'un bon « quota » d'exportation — toujours au sein du COMECON, entendez. Sa spécialisation a porté sur les constructions mécaniques individuelles en petites séries (équipements pour centrales nucléaires, compresseurs puissants, pompes, turbines, laminaires). Elle exporte du matériel de transport (locomotives, automobiles), des machines-outils (notamment pour le textile), du matériel militaire, des fibres synthétiques, des médicaments et une gamme assez vaste de biens de consommation (chaussures, vêtements, verre, porcelaine).

Dotée d'un appareil industriel diversifié mais obsolète et de certains domaines d'excellence technologique, la Tchécoslovaquie peut espérer réorienter ses échanges soit vers ses voisins de l'Est, mais sur une base bilatérale, soit à l'Ouest. Ce qui laisse entre le problème des fournitures de matières premières, où elle ne saurait encore se passer de l'URSS.

Le COMECON n'a jamais fonctionné aussi harmonieusement que son architecture théorique le laissait croire. Il suffit pour s'en convaincre de reprendre la liste des « sanctions » souhaitées d'année en année plus sévères — et jamais appliquées — contre les pays qui ne se conformaient pas à leur tâche au sein de l'organisation. Le modèle autarcique stalinien (une industrie lourde par pays) n'a jamais complètement cédé le pas à la spécialisation, chaque pays cherchant à conserver la palette la plus large possible de productions — parfois contre toute rationalité. Le système des prix et de paiement, les pratiques de troc entre États membres ont toujours occulté les performances de leurs appareils productifs. La chasse aux devises fortes, en s'accroissant, a incité les partenaires à réserver le meilleur de leurs économies à l'exportation vers l'Ouest.

C'est à un ensemble économique bien malade que les Tchécoslovaques, peut-être rejoints par d'autres, tenteront, dans quelques jours, de porter le coup de grâce.

SOPHIE GHERARDI

■ L'URSS a acheté 2 millions de tonnes de blé français. — La France a repris position sur le marché céréalier soviétique, le 4 janvier, en vendant à l'URSS 2 millions de tonnes de blé tendre, livrables au cours du premier trimestre 1990. La compagnie Intergrain, qui a participé aux négociations, n'a pas indiqué le montant de la transaction. La France n'avait plus vendu de blé aux Soviétiques depuis le début de la campagne en cours, commencée en août. Moscou avait préféré le grain britannique, jugé moins cher et de qualité comparable, voire meilleure.

TRANSPORTS

Vois supprimés en mars prochain

La compagnie américaine Northwest va cesser de desservir la Scandinavie

COPENHAGUE

de notre correspondant

La compagnie américaine Northwest Airlines a décidé de supprimer ses vols entre la Scandinavie et les États-Unis en mars prochain. Trente-quatre des trente-huit employés de ses bureaux de Copenhague (ville terminale de ses vols) ont reçu leur lettre de licenciement.

La Northwest Airlines, implantée au Danemark depuis 1979, desservait jusqu'ici une série de routes directement avec l'Europe du nord et une série de villes américaines à des prix défiant toute concurrence. L'été passé, un billet Copenhague-New-York revenait à quelque trois mille couronnes (environ deux mille cinq cents francs). Selon certains experts, Northwest Airlines aurait baissé les bras, victime d'une guerre sauvage des prix entre différentes compagnies privées et d'un remplissage insuffisant l'hiver hors de la saison touristique.

Mais surtout il semble que les dirigeants de la compagnie craignent de voir leurs installations de Copenhague soulevées, à plus ou moins long terme, à des représailles à la suite de la condamnation de quatre terroristes à Stockholm, le 21 décembre dernier.

C. O.

Selon une enquête du magazine « Que Choisir ? »

La présence de nitrates dans l'eau atteint des proportions inquiétantes dans certaines villes

Le magazine de l'Union fédérale des consommateurs *Que Choisir ?* publie dans son numéro de janvier une enquête sur « la pollution cachée » dans l'eau du robinet. Des analyses effectuées dans quarante-deux villes montrent, selon la revue, « une forte progression des nitrates et la présence de plus en plus inquiétante de pesticides divers et de produits chlorés » dans l'eau destinée à la consommation courante.

La norme européenne qui fixe le seuil tolérable à 50 milligrammes

par litre est dépassée ou sur le point de l'être dans de nombreuses régions : la Bretagne, le Nord-Pas-de-Calais, le Poitou-Charentes et le Centre principalement. Si les régions agricoles sont touchées, les villes ne sont pas épargnées, comme celle de Lens, avec le record national de 105 milligrammes de nitrates par litre.

Au total, estime *Que Choisir ?*, deux millions de personnes « sont confrontées à cette pollution, et ce chiffre pourrait plus que doubler dans les années à venir ».

L'agriculture moderne en accusation

par Eric Fottorino

A force de jouer avec le feu, l'agriculture moderne a pollué l'eau. Le danger est depuis longtemps connu et dénoncé, pas seulement par les écologistes ou les associations de consommateurs. Dans son rapport annuel de 1987, l'INRA (Institut national de la recherche agronomique) considérait comme un « problème majeur » les risques « de dégradation biologique et physique des sols ou de pollution des eaux infiltrées ». Les nuisances agricoles mises en exergue par « Que Choisir ? » sont répertoriées dans les régions de production intensive, la Beauce ou la Champagne céréalière, ou la Bretagne porcine. Même les zones de culture moins poussées, comme le Poitou-Charentes, sont apparemment touchées par ce fléau des fertilisants.

Depuis la Seconde guerre mondiale, leur usage n'a cessé de croître. Chaque année, 2,5 millions de tonnes d'engrais à base de nitrates sont épandus sur les terres cultivables françaises, à raison en moyenne de 85 kilos par hectare. Les agriculteurs ont le main plus ou moins lourde. En Picardie, en Ile-de-France, en Champagne-Ardenne et dans le Nord-Pas-de-Calais, le saint des saints de la France céréalière, la consommation d'engrais atteint de 122 à 142 kilos par hectare. Les régions les moins chargées en engrais sont celles des élevages traditionnels et des petites cultures de Franche-Comté, d'Auvergne et du Limousin (de 30 à 40 kilos par hectare), des régions à terme condamnées pour l'agriculture car non rentables...

Les exploitants n'épandent pas d'engrais et de pesticides pour le plaisir. Leur situation financière est en règle générale si fragile que leur laitier, en dépit des restrictions de Bruxelles, est de produire. Nul ne peut courir impunément le risque d'une mauvaise récolte. La sécurité économique des exploitants ne fait pas bon ménage avec la sécurité écologique. Il en va ainsi tant que les politiques agricoles resteront insensibles, au-delà des discours, aux préoccupations d'environnement et de qualité des produits de la terre.

Pour les agriculteurs modernes, l'outil principal n'est plus le tracteur mais le matériel de traitement. L'agriculture performante est une agriculture inquiétante. Combien d'exploitants ne boivent plus l'eau de leurs propres puits ? Combien d'éleveurs de porcs ne savent que faire du lisier (excréments) de leurs cochons, très riche en nitrates ? Lisier, herbicides et pesticides dégringolent dans les nappes phréatiques et s'y trouvent comme des poisons dans l'eau.

Mais l'agriculture n'est pas la seule fauteuse de pollution des nappes. Les industries de transformation, les industries chimiques et agroalimentaires, les ménages utilisant des lessives contenant des nitrates ont aussi leur part de responsabilité. Une preuve parmi d'autres que la pollution est l'affaire de tous. Un signe aussi que l'agriculture, à trop vouloir produire de biens alimentaires, a oublié d'offrir du bien-être.

(Publicité)

RÉPUBLIQUE DU MALI
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE
OFFICE DU NIGER

AVIS DE PRÉQUALIFICATION D'ENTREPRISES

L'Office du Niger se propose de lancer un appel d'offres pour la réhabilitation d'un périmètre rizicole (Siengo) de 3 000 ha.

Les travaux portent sur :

1. Terrassement et génie civil pour la réfection des canaux d'irrigation et de drainage, comprenant :
 - canal adducteur Gruber-Nord, 35 m³ s 17 km
 - distributeur de Siengo, 6 m³ s 14 km
 - canaux secondaires d'irrigation 25 km
 - canaux tertiaires d'irrigation 140 km
 - drain principal 25 km
 - drains secondaires 30 km
 - drains tertiaires 140 km

2. Fourniture et pose de matériel hydro-mécanique : vannes plates, vannes automatiques, siphons de sécurité, modules à masques.

3. L'aménagement des sols comprenant le planage, les diguettes, les canaux quaternaires et les petits ouvrages de prise et de vidange et les pistes de desserte sur 3 000 ha.

Le dossier de préqualification pourra être retiré auprès de l'Office du Niger (adresse ci-dessous) ou de SOGREAH Ingénieurs-Conseils, 6, rue de Lorraine, 38130 Echirrolles, France, à partir du 2 janvier 1990.

La candidature des entreprises intéressées devra être déposée avant le 15 février 1990 à 14 heures TU à l'adresse ci-après :

OFFICE DU NIGER
Direction générale
BP 106
SEGOU — MALI

Les dossiers de candidature, rédigés en français, doivent contenir :

- nom, forme et capital de l'entreprise ;
- chiffre d'affaires et bilan des trois dernières années ;
- situation financière des six derniers mois ;
- liste des références générales ;
- liste des références dans le domaine des aménagements hydro-agricoles.

Les travaux sont financés par la Banque mondiale. Ils font l'objet, par conséquent, d'un appel d'offres limité aux entreprises des pays membres de ladite banque, de la Suisse et de Taïwan, Chine.

Un « droit d'entrée au pays » adopté par l'assemblée algérienne

La loi de finances pénalise les travailleurs émigrés

ALGER

de notre correspondant

Les Algériens résidant à l'étranger devront obligatoirement changer la contrevalleur de 5 500 dinars (1) à chaque entrée en Algérie, selon la loi de finances pour 1990 adoptée par l'Assemblée populaire nationale (APN) et signée, mercredi 3 janvier, par le président Chadli Bendjedid.

Cette disposition ne figurait pas dans le projet de loi présenté par le gouvernement. Mais les députés, qui ont proposé plus d'une cinquantaine d'amendements, ont voté celui imposant un « droit d'entrée au pays » pour les citoyens algériens vivant à l'étranger, en dépit

de l'opposition du gouvernement et de la commission des finances, du budget et de la planification de l'APN.

Cette mesure impopulaire suscite de vives réactions, notamment au sein du gouvernement, où certains ministres la jugent « anticonstitutionnelle » puisque la Constitution, adoptée par référendum le 23 février 1989, garantit la libre circulation de tous les citoyens, sans distinction entre les émigrés et ceux qui résident sur le territoire national. Si cette disposition n'est pas abrogée par le Conseil constitutionnel, elle pénalisera lourdement les familles de travailleurs émigrés, aux revenus généralement modestes, qui rentrent au pays traditionnellement pour les vacances d'été. « Il est temps d'engager une réflexion approfondie sur le drainage de l'épargne en devises de la communauté émigrée. Il est temps de voir dans notre émigration autre chose qu'une vache à lait ou, plus grave, un milieu de trafiquants de devises », estime le quotidien national *El Moudjahid*, en soulignant qu'« un tel prime est dangereux et peut conduire à une rupture extrêmement grave entre l'émigration et le pays ».

Les représentants du gouvernement et les députés se sont opposés fermement au cours du débat sur la loi de finances. Le ministre de l'économie, M. Ghazi Hidouh, a largement eu recours aux arguments chiffrés pour infléchir la volonté des parlementaires. Le ministre a expliqué qu'en 1990 l'Algérie devra consacrer 7 milliards de dollars au service de sa

dette et 10 autres milliards aux importations de biens d'équipement et de produits alimentaires, alors que les recettes en devises de l'État ne devraient pas dépasser 10,5 milliards, ce qui implique un déficit de quelque 6,5 milliards de dollars.

Déficit budgétaire

Le budget de l'État pour 1990 prévoit 136,5 milliards de dinars de recettes (+ 17 %) et 140 milliards de dinars de dépenses (+ 13 %), avec un déficit budgétaire de 3,5 milliards de dinars, en diminution puisque l'établissement l'an passé à près de 6 milliards. Le budget de fonctionnement est fixé à 84 milliards de dinars — dont plus de 30 milliards iront au secteur de l'éducation (+ 30 %) — et le budget d'équipement à 56 milliards. Les dépenses de fonctionnement devraient être couvertes par les ressources ordinaires du budget, tandis que le produit de la fiscalité pétrolière devrait être consacré à l'équipement et à l'investissement.

De nouvelles taxes ont été introduites cette année sur les débits de boissons alcoolisées, les compétitions sportives, les courses hippiques, le pari sportif algérien, les locations de cassettes vidéo, tandis que d'autres augmentaient, comme la taxe sur les antennes paraboliques (+ 100 %) ou sur les carburants.

FRÉDÉRIC FRITSCHER

(1) Un dinar vaut 76 centimes.

LOGEMENT

Hausse annuelle des loyers de 1,09 %

Les loyers des contrats en cours, indexés sur l'indice du coût de la construction de l'INSEE du troisième trimestre, augmentent de 1,09 % lors de leur révision annuelle. En effet, cet indice, au troisième trimestre 1989, s'inscrit à 929, contre 919 au troisième trimestre 1988.

Cette hausse s'applique également dans la région parisienne, aux renouvellements de baux en raison du décret du 28 août 1989 (*Journal officiel* du 29 août).

de
rie

89

vre ou revivre les
du festival d'Avi
cession d'articles
extes de réflexion
de nombreux
vives.

ES JAMBES

dessins de Platin
septembre 1988
vivre tous les évé
ter l'année, avec

is
MBES



Monde

ES

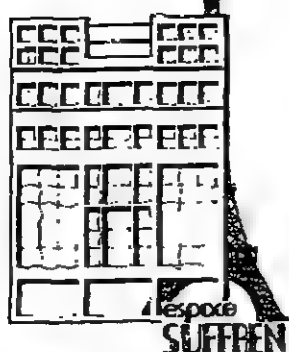
par un jury presti
de brefs romans
leur imagination

Le Monde AUTOMOBILE

FRANCO-BRITANNIC AUTOMOBILES

JAGUAR XJS 5.3i	88.89
JAGUAR SOV 5.3i	87
JAGUAR SOV 3.6i	88.89
ROLLS-ROYCE SIL SpR	81
DAIMLER 3.6i	88.89
DAIMLER 5.3i	87
ROVER 825	87
ROVER 827	89
ROVER 827 Option Pack	89
MERCEDES 300 SE	88
MERCEDES 300 SEL 6.9i	86

Ouvrez samedi matin de 9 h à 14 h
25, rue P.-V. Courcier, Levallois-Perret
Tél. 47 57 50 80



Concession V.A.G. située à 300 m de la Tour Eiffel, l'Espace Suffren propose :

- UN ESPACE EXPOSITION de 1000 m² pour accueillir l'ensemble de la gamme Volkswagen et Audi (plus de 30 voitures présentées). Pour les occasions, c'est 400 m² supplémentaires. Ouverture du lundi au samedi de 9h à 19h.
- UN ESPACE ATELIER d'entretien (accueil personnalisé), adapté aux nouvelles technologies.
- UN ESPACE SERVICE RAPIDE pour des travaux nécessitant de petites interventions : échappements, réglages, accessoires, pneumatiques, etc...

Ouverture des ateliers du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 14h à 19h. Samedi de 9h à 12h.

Espace de luxe et de liberté, le plus beau
Garage de Paris.

V.A.G. ETABLISSEMENTS SUFFREN - 40 rue, avenue de Suffren - 75015 Paris
Tél. : 47 51 09 53
Ancien Agence Vaux - 47, rue de la Folie-Montmartre - 75015 Paris.

ALPINE

ALPINE RENAULT Coupé V6 GT
dét. 88, mod. 88, rouge verni
Int. noir, alarme, jantes 888
trem. ABS, minicassette, pr. m.
14 800 km

AUBRY 43-80-08-18, perm.
ALPINE RENAULT Coupé V6 TURBO, Jan 88
rouge verni, int. velours gris
minicassette, alarme, testage
pr. m. 4 900 km, 210 000 F
MONTREY, 90-61-61-41, bur.
(16) 80-62-86-70, 20 h 30

CADILLAC

CADILLAC Fleetwood 1968
bleu métal, 35 000 F
ALTERNATIVE CAR AUTO
Tél. : 48-82-28-28

CADILLAC Seville blanche
1979, 82 000 km
30 000 F, Tél. : 48-82-28-28
ALTERNATIVE CAR AUTO

CADILLAC Coupé ville 1969
85 000 F, Tél. : 48-82-28-28
ALTERNATIVE CAR AUTO

CHEVROLET

BREAK CHEVROLET 1974
45 000 F, Tél. : 48-82-28-28
ALTERNATIVE CAR AUTO

CHEVROLET SUBURBAN 4x4
bleu int., 1980, 82 000 km
115 000 F, Tél. : 48-82-28-28
ALTERNATIVE CAR AUTO

CITROEN

CITROEN AX 14 TRT 1988
gris, 22 000 km, 55 000 F
RENAULT NATION
43-40-08-71

CITROEN BX GTI 16 S
1988, 47 750 km
gris métal, 85 000 F
RENAULT NATION
43-40-08-71

AUDI

AUDI 90 QUATTRO 136 ch.
88, bleu, 60 000 km
argus 118 000 F à débiter
AUTOGIR 47-90-01-75

BMW

BMW 318i 1987
4 pces, 48 000 km
79 000 F
Blanc, climet.
RENAULT NATION
43-40-08-71

BMW

BMW 318i 1987
4 pces, 48 000 km
79 000 F
Blanc, climet.
RENAULT NATION
43-40-08-71

BMW

BMW 318i 1987
4 pces, 48 000 km
79 000 F
Blanc, climet.
RENAULT NATION
43-40-08-71

BMW

BMW 318i 1987
4 pces, 48 000 km
79 000 F
Blanc, climet.
RENAULT NATION
43-40-08-71

BMW

BMW 318i 1987
4 pces, 48 000 km
79 000 F
Blanc, climet.
RENAULT NATION
43-40-08-71

BMW

BMW 318i 1987
4 pces, 48 000 km
79 000 F
Blanc, climet.
RENAULT NATION
43-40-08-71

BMW

BMW 318i 1987
4 pces, 48 000 km
79 000 F
Blanc, climet.
RENAULT NATION
43-40-08-71

BMW

BMW 318i 1987
4 pces, 48 000 km
79 000 F
Blanc, climet.
RENAULT NATION
43-40-08-71

BMW

BMW 318i 1987
4 pces, 48 000 km
79 000 F
Blanc, climet.
RENAULT NATION
43-40-08-71

BMW

BMW 318i 1987
4 pces, 48 000 km
79 000 F
Blanc, climet.
RENAULT NATION
43-40-08-71

BMW

BMW 318i 1987
4 pces, 48 000 km
79 000 F
Blanc, climet.
RENAULT NATION
43-40-08-71

BMW

BMW 318i 1987
4 pces, 48 000 km
79 000 F
Blanc, climet.
RENAULT NATION
43-40-08-71

BMW

BMW 318i 1987
4 pces, 48 000 km
79 000 F
Blanc, climet.
RENAULT NATION
43-40-08-71

BMW

BMW 318i 1987
4 pces, 48 000 km
79 000 F
Blanc, climet.
RENAULT NATION
43-40-08-71

BMW

BMW 318i 1987
4 pces, 48 000 km
79 000 F
Blanc, climet.
RENAULT NATION
43-40-08-71

BMW

BMW 318i 1987
4 pces, 48 000 km
79 000 F
Blanc, climet.
RENAULT NATION
43-40-08-71

BMW

BMW 318i 1987
4 pces, 48 000 km
79 000 F
Blanc, climet.
RENAULT NATION
43-40-08-71

BMW

BMW 318i 1987
4 pces, 48 000 km
79 000 F
Blanc, climet.
RENAULT NATION
43-40-08-71

BMW

BMW 318i 1987
4 pces, 48 000 km
79 000 F
Blanc, climet.
RENAULT NATION
43-40-08-71

CHRYSLER

BREAK CHRYSLER 1981
côté invasion bleue
95 000 km, 75 000 F
ALTERNATIVE CAR AUTO
Tél. : 48-82-28-28

DODGE

DODGE Dart coupé, 1970
vert métal, 30 000 F
ALTERNATIVE CAR AUTO
Tél. : 48-82-28-28

LANCIA

LANCIA Fulvia 1.35
coupé, 1974, 140 000 km
bleu, voir catalogue
3 500 F AUTOGIR
47-90-01-75

LANCIA

LANCIA Fulvia 1.35
coupé, 1974, 140 000 km
bleu, voir catalogue
3 500 F AUTOGIR
47-90-01-75

LANCIA

LANCIA Fulvia 1.35
coupé, 1974, 140 000 km
bleu, voir catalogue
3 500 F AUTOGIR
47-90-01-75

LANCIA

LANCIA Fulvia 1.35
coupé, 1974, 140 000 km
bleu, voir catalogue
3 500 F AUTOGIR
47-90-01-75

LANCIA

LANCIA Fulvia 1.35
coupé, 1974, 140 000 km
bleu, voir catalogue
3 500 F AUTOGIR
47-90-01-75

LANCIA

LANCIA Fulvia 1.35
coupé, 1974, 140 000 km
bleu, voir catalogue
3 500 F AUTOGIR
47-90-01-75

LANCIA

LANCIA Fulvia 1.35
coupé, 1974, 140 000 km
bleu, voir catalogue
3 500 F AUTOGIR
47-90-01-75

LANCIA

LANCIA Fulvia 1.35
coupé, 1974, 140 000 km
bleu, voir catalogue
3 500 F AUTOGIR
47-90-01-75

LANCIA

LANCIA Fulvia 1.35
coupé, 1974, 140 000 km
bleu, voir catalogue
3 500 F AUTOGIR
47-90-01-75

LANCIA

LANCIA Fulvia 1.35
coupé, 1974, 140 000 km
bleu, voir catalogue
3 500 F AUTOGIR
47-90-01-75

LANCIA

LANCIA Fulvia 1.35
coupé, 1974, 140 000 km
bleu, voir catalogue
3 500 F AUTOGIR
47-90-01-75

LANCIA

LANCIA Fulvia 1.35
coupé, 1974, 140 000 km
bleu, voir catalogue
3 500 F AUTOGIR
47-90-01-75

LANCIA

LANCIA Fulvia 1.35
coupé, 1974, 140 000 km
bleu, voir catalogue
3 500 F AUTOGIR
47-90-01-75

LANCIA

LANCIA Fulvia 1.35
coupé, 1974, 140 000 km
bleu, voir catalogue
3 500 F AUTOGIR
47-90-01-75

LANCIA

LANCIA Fulvia 1.35
coupé, 1974, 140 000 km
bleu, voir catalogue
3 500 F AUTOGIR
47-90-01-75

LANCIA

LANCIA Fulvia 1.35
coupé, 1974, 140 000 km
bleu, voir catalogue
3 500 F AUTOGIR
47-90-01-75

LANCIA

LANCIA Fulvia 1.35
coupé, 1974, 140 000 km
bleu, voir catalogue
3 500 F AUTOGIR
47-90-01-75

LANCIA

LANCIA Fulvia 1.35
coupé, 1974, 140 000 km
bleu, voir catalogue
3 500 F AUTOGIR
47-90-01-75

MASERATI

MASERATI SPYDER 90
noir, capote noire, véh.
direction, 3 000 km
Non immatriculé
513 000 F
AUTOGIR 47-90-01-75

MERCEDES

MERCEDES 190 D, 1987
peinture métal, 85 000 km
89 000 F
RENAULT NATION
43-40-08-71

MERCEDES

MERCEDES 190 D, 1987
peinture métal, 85 000 km
89 000 F
RENAULT NATION
43-40-08-71

MERCEDES

MERCEDES 190 D, 1987
peinture métal, 85 000 km
89 000 F
RENAULT NATION
43-40-08-71

MERCEDES

MERCEDES 190 D, 1987
peinture métal, 85 000 km
89 000 F
RENAULT NATION
43-40-08-71

MERCEDES

MERCEDES 190 D, 1987
peinture métal, 85 000 km
89 000 F
RENAULT NATION
43-40-08-71

MERCEDES

MERCEDES 190 D, 1987
peinture métal, 85 000 km
89 000 F
RENAULT NATION
43-40-08-71

MERCEDES

MERCEDES 190 D, 1987
peinture métal, 85 000 km
89 000 F
RENAULT NATION
43-40-08-71

MERCEDES

MERCEDES 190 D, 1987
peinture métal, 85 000 km
89 000 F
RENAULT NATION
43-40-08-71

MERCEDES

MERCEDES 190 D, 1987
peinture métal, 85 000 km
89 000 F
RENAULT NATION
43-40-08-71

MERCEDES

MERCEDES 190 D, 1987
peinture métal, 85 000 km
89 000 F
RENAULT NATION
43-40-08-71

MERCEDES

MERCEDES 190 D, 1987
peinture métal, 85 000 km
89 000 F
RENAULT NATION
43-40-08-71

MERCEDES

MERCEDES 190 D, 1987
peinture métal, 85 000 km
89 000 F
RENAULT NATION
43-40-08-71

MERCEDES

MERCEDES 190 D, 1987
peinture métal, 85 000 km
89 000 F
RENAULT NATION
43-40-08-71

MERCEDES

MERCEDES 190 D, 1987
peinture métal, 85 000 km
89 000 F
RENAULT NATION
43-40-08-71

MERCEDES

MERCEDES 190 D, 1987
peinture métal, 85 000 km
89 000 F
RENAULT NATION
43-40-08-71

MERCEDES

MERCEDES 190 D, 1987
peinture métal, 85 000 km
89 000 F
RENAULT NATION
43-40-08-71

MERCEDES

MERCEDES 190 D, 1987
peinture métal, 85 000 km
89 000 F
RENAULT NATION
43-40-08-71

MERCEDES

MERCEDES 190 D, 1987
peinture métal, 85 000 km
89 000 F
RENAULT NATION
43-40-08-71

MERCEDES

MERCEDES 190 D, 1987
peinture métal, 85 000 km
89 000 F
RENAULT NATION
43-40-08-71

MERCEDES

MERCEDES 190 D, 1987
peinture métal, 85 000 km
89 000 F
RENAULT NATION
43-40-08-71

MERCEDES

MERCEDES 190 D, 1987
peinture métal, 85 000 km
89 000 F
RENAULT NATION
43-40-08-71

MERCEDES

MERCEDES 190 D, 1987
peinture métal, 85 000 km
89 000 F
RENAULT NATION
43-40-08-71

MERCEDES

MERCEDES 190 D, 1987
peinture métal, 85 000 km
89 000 F
RENAULT NATION
43-40-08-71

MERCEDES

MERCEDES 190 D, 1987
peinture métal, 85 000 km
89 000 F
RENAULT NATION
43-40-08-71

MERCEDES

MERCEDES 190 D, 1987
peinture métal, 85 000 km
89 000 F
RENAULT NATION
43-40-08-71

MERCEDES

MERCEDES 190 D, 1987
peinture métal, 85 000 km
89 000 F
RENAULT NATION
43-40-08-71

RENAULT

RENAULT ESPACE TSE 1985
jantes alu, gris métal
105 000 km, 55 000 F
Tél. : 48-82-28-28
ALTERNATIVE CAR AUTO

RENAULT

RENAULT 21 TX 1989
75 000 F
RENAULT NATION
43-40-08-71

RENAULT

RENAULT ESPACE
2000 TSE
1990, bleu métallisé
7 places, 40 km, 123 000 F
RENAULT NATION
43-40-08-71

RENAULT

RENAULT ESPACE
2000 TSE
1990, bleu métallisé
7 places, 40 km, 123 000 F
RENAULT NATION
43-40-08-71

RENAULT

RENAULT ESPACE
2000 TSE
1990, bleu métallisé
7 places, 40 km, 123 000 F
RENAULT NATION
43-40-08-71

RENAULT

RENAULT ESPACE
2000 TSE
1990, bleu métallisé
7 places, 40 km, 123 000 F
RENAULT NATION
43-40-08-71

RENAULT

RENAULT ESPACE
2000 TSE
1990, bleu métallisé
7 places, 40 km, 123 000 F
RENAULT NATION
43-40-08-71

RENAULT

RENAULT ESPACE
2000 TSE
1990, bleu métallisé
7 places, 40 km, 123 000 F
RENAULT NATION
43-40-08-71

RENAULT

RENAULT ESPACE
2000 TSE
1990, bleu métallisé
7 places, 40 km, 123 000 F
RENAULT NATION
43-40-08-71

RENAULT

RENAULT ESPACE
2000 TSE
1990, bleu métallisé
7 places, 40 km, 123 000 F
RENAULT NATION
43-40-08-71

RENAULT

RENAULT ESPACE
2000 TSE
1990, bleu métallisé
7 places, 40 km, 123 000 F
RENAULT NATION
43-40-08-71

RENAULT

RENAULT ESPACE
2000 TSE
1990, bleu métallisé
7 places, 40 km, 123 000 F
RENAULT NATION
43-40-08-71

RENAULT

RENAULT ESPACE
2000 TSE
1990, bleu métallisé
7 places, 40 km, 123 000 F
RENAULT NATION
43-40-08-71

RENAULT

RENAULT ESPACE
2000 TSE
1990, bleu métallisé
7 places, 40 km, 123 000 F
RENAULT NATION
43-40-08-71

RENAULT

RENAULT ESPACE
2000 TSE
1990, bleu métallisé
7 places, 40 km, 123 000 F
RENAULT NATION
43-40-08-71

RENAULT

RENAULT ESPACE
2000 TSE
1990, bleu métallisé
7 places, 40 km, 123 000 F
RENAULT NATION
43-40-08-71

RENAULT

RENAULT ESPACE
2000 TSE
1990, bleu métallisé
7 places, 40 km, 123 000 F
RENAULT NATION
43-40-08-71

RENAULT

RENAULT ESPACE
2000 TSE
1990, bleu métallisé
7 places, 40 km, 123 000 F
RENAULT NATION
43-40-08-71

RENAULT

RENAULT ESPACE
2000 TSE
1990, bleu métallisé
7 places, 40 km, 123 000 F
RENAULT NATION
43-40-08-71

RENAULT

RENAULT ESPACE
2000 TSE
1990, bleu métallisé
7 places, 40 km, 123 000 F
RENAULT NATION
43-40-08-71

RENAULT

RENAULT ESPACE
2000 TSE
1990, bleu métallisé
7 places, 40 km, 123 000 F
RENAULT NATION
43-40-08-71

RENAULT

RENAULT ESPACE
2000 TSE
1990, bleu métallisé
7 places, 40 km, 123 000 F
RENAULT NATION
43-40-08-71

RENAULT

RENAULT ESPACE
2000 TSE
1990, bleu métallisé
7 places, 40 km, 123 000 F
RENAULT NATION
43-40-08-71

RENAULT

RENAULT ESPACE
2000 TSE
1990, bleu métallisé
7 places, 40 km, 123 000 F
RENAULT NATION
43-40-08-71

RENAULT

RENAULT ESPACE
2000 TSE
1990, bleu métallisé
7 places, 40 km, 123 000 F
RENAULT NATION
43-40-08-71

RENAULT

RENAULT ESPACE
2000 TSE
1990, bleu métallisé
7 places, 40 km, 123 000 F
RENAULT NATION
43-40-08-71

RENAULT

RENAULT ESPACE
2000 TSE
1990, bleu métallisé
7 places, 40 km, 123 000 F
RENAULT NATION
43-40-08-71

SAAB

SAAB 900 TURBO S
1989, 31 000 km, argent
Int. cuir, jantes alu.
Argus 104 000 F à débiter
AUTOGIR 47-90-01-75

SAAB

SAAB 900 TURBO S
1989, 31 000 km, argent
Int. cuir, jantes alu.
Argus 104 000 F à débiter
AUTOGIR 47-90-01-75

SAAB

SAAB 900 TURBO S
1989, 31 000 km, argent
Int. cuir, jantes alu.
Argus 1

AFFAIRES

Emmanuel de Margerie, nouveau président de Christie's Europe

Un ambassadeur éclectique aux enchères

Emmanuel de Margerie, tout récemment encore ambassadeur de France à Washington, est depuis le 1^{er} janvier président de Christie's Europe.

On se tromperait lourdement en pensant que la maison britannique, numéro deux mondial des ventes aux enchères derrière Sotheby's, a nommé Emmanuel de Margerie à ce poste pour « faire bien dans le tableau ». Pour parler crûment, il va devoir exorciser ses talents — qui sont loin de se limiter à ceux d'un diplomate — pour qu'un maximum d'œuvres d'art prennent le chemin des salles de vente de Christie's plutôt que de Sotheby's (britannique lui aussi) ou des commissaires-priseurs français. La tout en vue de 1993, année où les étrangers devraient être autorisés à avoir des salles de ventes en France, Paris étant bien sûr alors la première place investie.

Traduction en termes diplomatiques de cette mission : « Christie's veut se développer en Europe continentale. Je vais donc devoir analyser le façon dont le marché de l'art s'y présente, du côté aussi bien de l'offre que de la demande, et établir de bons rapports avec tous ses acteurs, les musées et les collectionneurs notamment ».

A l'origine du Musée d'Orsay

En fait, à soixante-cinq ans, Emmanuel de Margerie commence une nouvelle carrière, à laquelle sa vie semble l'avoir préparé depuis toujours. Car cet énarque diplomate émérite (il a reçu la dignité d'ambassadeur de France) est également un amateur d'art d'un éclectisme peu commun. Eclectisme qu'il revendique, d'ailleurs : « Je n'ai pas cette réserve instinctive de certains de mes compatriotes pour les formes d'art qui ne leur sont pas familières », confie-t-il. Question d'éducation ; lorsqu'on

est fils et petit-fils d'ambassadeur, que l'on effectue ses études aussi bien à Londres qu'à Shanghai ou Paris, on apprend très tôt qu'il y a différentes façons de voir les choses. Lorsque, de plus, vos parents sont collectionneurs et vous emmènent chez les antiquaires, vous vous familiarisez très vite avec diverses formes d'expression artistique. Ajoutez-y un esprit ouvert, curieux de tout, et vous obtenez un passionné d'art.



A quatorze ans, Emmanuel de Margerie effectue sa première acquisition : une petite peinture chinoise du quatorzième siècle. Cinquante ans plus tard, il reste discret sur ce qu'il refuse d'appeler sa « collection » : « Il ne s'agit que de quelques œuvres d'art reflétant mes goûts pour toutes les époques, toutes les civilisations ; aussi bien des peintures modernes que des gravures anciennes ou encore des céramiques d'Orient. » Certaines d'entre elles, dont la fameuse peinture chinoise, l'ont toujours suivi dans ses différents postes à l'étranger : Tokyo, Moscou, Madrid, Londres, Washington. Comme on l'imagine, dans tous ces pays, il court les musées, les expositions, les galeries d'art, les antiquaires, en

compagnie de sa femme, Hélène Hortinqueur, qui partage ses goûts. De plus, tous deux ont l'habitude de prendre leurs vacances en France et de parcourir (en mobylette) les villages de province, visitant là aussi, au passage, tous les musées. « Je pousse le vice très loin, plaisante-t-il ; j'adore aller au marché aux puces. Les collectionneurs en puissance peuvent y voir défiler tant de choses différentes ! » Et puis, bien sûr, il suit avec intérêt les grandes ventes internationales.

Pas étonnant, donc, qu'en 1975 ce diplomate se retrouve... directeur des Musées de France. Comme il ne fait rien de l'étonnant, en l'espace de trois ans, il parvient à doubler le budget des musées, à donner l'impulsion nécessaire au renouveau des musées de province, et surtout à faire accepter par le président Valéry Giscard d'Estaing et le gouvernement la création du Musée d'Orsay. « Un diplomate travaille dans l'éphémère », constate-t-il avec une note de regret dans la voix. Aussi cette décision m'a-t-elle procuré une satisfaction profonde, liée à un sentiment de permanence. »

Un mois plus tard, il est nommé ambassadeur à Madrid. Londres puis Washington suivront. Il s'attache à développer les contacts avec « le monde passionné des grandes collections », qu'il a appris à bien connaître lors de son passage à la direction des musées. A Washington, notamment, où le vie culturelle et artistique tient une place importante, les réceptions de l'ambassadeur de France et de sa femme sont les plus courues, notamment pour l'intérêt des conversations qui s'y tiennent. Gageons que cet art consommé sera mis au service de Christie's. Dans le monde des collectionneurs, le contact humain joue un rôle majeur. Etre reçu dans un hôtel particulier parisien ou dans l'ancienne résidence d'été des archévêques d'Auch, que les Margerie s'attachent à restaurer depuis 1981, cela crée des liens.

Certains crieront à la trahison, de la part d'un homme qui s'est maintes fois flatté d'appartenir à une famille ayant servi la France depuis neuf générations. En bon diplomate, Emmanuel de Margerie, argumente : « Il faut avoir une dimension européenne pour que le Vieux Continent puisse continuer de jouer son rôle dans le monde. Si, comme je le souhaite, nous contribuons un jour à redonner à Paris son rôle de place internationale du marché de l'art, aux côtés de Londres et de New-York, ce sera bon pour la France. Et les commissaires-priseurs les plus dynamiques doivent savoir, en leur for intérieur, qu'ils ne peuvent que gagner eux-mêmes à ce que Paris retrouve sa vitalité d'autan. »

De nouveaux débouchés

Pour le moment, même si les vingt-trois bureaux dont dispose Christie's en Europe continentale contribuent fortement, selon la maison britannique, à l'ensemble de ses ventes (plus de 12 milliards de francs français en 1989 pour le monde entier), les quatre salles de Monaco, Amsterdam, Genève et Rome ne représentent que 9,8 % de ces ventes. L'ouverture d'une salle à Paris, liée à celle des frontières, y compris, ultérieurement, celle de l'Europe de l'Est, offre bien des perspectives.

Emmanuel de Margerie est donc assuré de ne plus travailler dans l'éphémère : il s'agit de s'appuyer sur les bases déjà jetées par Christie's en Europe pour construire ce qui est appelé à devenir un véritable pilier de la maison. Heureux homme, qui va pouvoir faire de sa passion de toujours son nouveau métier. « Pensez, je peux m'intéresser aussi bien aux armures du seizième siècle qu'aux peintures latino-américaines ou aux gravures flamandes... Je vais beaucoup m'amuser ! » Les concurrents de Christie's peuvent être moins.

MARTINE LEVENTER

CONSOMMATION HABITAT

Le marché des beurres mixtes troublé par la TVA

Les « beurres » mixtes sont désormais assujettis à un taux de TVA de 18,6 %. Par cette décision, les services de la législation fiscale du ministère des finances ont établi, il y a trois mois très nettement, une distinction entre les produits qui contiennent des graisses d'origine végétale (beurre mixte et margarine) et ceux qui sont fabriqués à partir de graisses animales (beurre et beurre allégé) et bénéficient de ce fait d'un taux réduit de TVA de 5,5 %.

La France, qui est le premier producteur européen de beurre, en est aussi le premier consommateur (8,7 kg par habitant en 1987). Pour mériter l'appellation « beurre », un produit doit contenir au minimum 41 % de matières grasses (contre 82 % jusqu'en 1988) et être composé uniquement de produits d'origine laitière. Selon cette définition, l'appellation « beurre mixte » est un abus car ces produits ne contiennent pas uniquement des graisses d'origine animale. Actuellement, ils constituent 52 % des spécialités à tartiner (SAT) présentes sur le marché. La production de beurre tend à diminuer (-10,9 % en 1988) au profit des SAT (-10,7 %) — celles-ci comprennent les beurres allégés, les « beurres » mixtes et les margarines.

Pour le vice-président du directoire de Védial (Saint-Hubert 41), la hausse de la TVA sur les « beurres » mixtes a fait augmenter d'environ 85 centimes le prix des barquettes de 250 g. « Dans cette affaire, le consommateur va supporter un différentiel de TVA d'une incidence de 13 % sur le prix à payer. »

On trouve actuellement sur le marché des beurres allégés à 41 % ou 65 % de matières grasses et des SAT à 20 %, mais, pour supporter la cuisson, les produits doivent contenir au moins 60 % de matières grasses. Les spécialités à tartiner salées constituent 13 % des achats contre 31 % dans le cas du beurre. Selon M. Bazemot, chef de produit chez Besnier, l'explication est peut-être à chercher dans les motivations du consommateur. Si le facteur santé est déterminant pour lui, il choisira une spécialité à tartiner allégée et... sans sel.

Enfin, 52 % des spécialités à tartiner et de la margarine sont vendus en conditionnement de 500 g, contre 32 % pour le beurre. Le consommateur s'autorise-t-il à mettre sur ses tartines près de deux fois plus de beurre allégé qu'il n'en mettrait s'il s'agissait de vrai beurre ?

SPORTS D'HIVER

L'enneigement des stations
hébergement, locations, crèches et hôtels
Service télématique du MONDE

36.15 Tapez LM

Code CORUS

Pour attirer une clientèle plus large

Le port de Djibouti cherche de nouveaux horizons

Les guerres civiles qui font rage à ces portes, en Ethiopie et en Somalie, poussent la petite République de Djibouti à chercher d'autres ambitions pour son port que celle de n'être qu'un simple lieu de transit du fret à destination ou en provenance de ces deux pays limitrophes. « Nous ne voulons plus être tributaires de nos voisins », affirme M. Aden Ahmed Douale, directeur du port, qui s'est récemment rendu à Londres pour y rencontrer les responsables des grandes compagnies maritimes britanniques. Cette campagne de démarchage devait le conduire jusqu'à Singapour.

Pour attirer de nouveaux clients, Djibouti ne cesse d'améliorer la qualité de ses prestations : aménagement des aires de manutention, extension des surfaces de stockage, amélioration du système d'éclairage. Un quai polyvalent en eau profonde (12 mètres de tirant d'eau), financé par l'Italie, devrait être opérationnel à la mi-91. Les autorités locales songent aussi à développer des activités de réparation navale grâce à la mise en service d'un dock flottant. Elles pourraient alors dépanner la flotte française de l'océan Indien qui relâche souvent dans les eaux djiboutiennes et qui est contrainte, en cas de besoin, d'aller mouiller dans les ports indiens ou dans ceux du Golfe.

Autre atout, Djibouti dispose d'un « terminal conteneur », déjà équipé de deux pontons, qui aura traité, cette année, quelque 30 000 conteneurs, deux fois plus qu'en 1985. Ce qui représente pour le port la moitié de son trafic. Belle performance à la hauteur de cette mini-République qui a, pour elle, d'être remarquablement bien située, au débouché de la mer Rouge. Point de passage obligé sur les routes qui relient l'Europe aux pays du Golfe, à l'Afrique de l'Est, à l'Asie et à l'Australie.

Djibouti veut ainsi devenir un « port de transbordement » de manière à s'assurer en permanence un niveau de trafic satisfaisant, indépendamment des fluctuations économiques et politiques régionales. Cette activité de redistribution du fret s'opère déjà par boutes à l'échelle régionale. Figurent notamment, au nombre des cargaisons ainsi transbordées, des caisses de whisky à n'en pas finir à destination des pays du Golfe. Mais les autorités locales rêvent de transbordements plus importants, vers de plus lointains horizons.

Tarifs sur mesure

« Nous sommes le port le plus performant de la région, même par rapport à Mombasa », assure M. Douale. Cet argument vaut d'être pris en considération lorsque l'on sait que, pour des cargaisons d'environ 40 000 tonnes de jauge, le coût moyen d'immobilisation est de l'ordre de 15 000 dollars par jour. « Nous sommes aussi l'un des ports les moins chers de la région », ajoute M. Douale. En outre, chez nous, il n'y a pas de contrôle des changes, ce qui facilite les transactions maritimes. Concurrence oblige, en matière maritime, les autorités locales se disent, malgré tout, « ouvertes au dialogue ».

A Djibouti, on a pour l'heure les yeux tournés vers ce qui se passe sur la rive d'en face, à Aden, le concurrent yéménite de toujours, qui est en train de mettre les bouchées doubles pour rattraper son retard. La Banque mondiale et les pays arabes n'ont-ils pas décidé d'investir, dans cette république marxiste, en divers travaux portuaires, la bagatelle de 60 millions de dollars ? Les autorités djiboutiennes tablent sur les attraits de leur système économique libéral pour gagner la partie.

JACQUES DE BARRIN

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

GROUPE TOTAL

TOTAL COMPAGNIE FRANÇAISE DES PETROLES

communiqué

PARTICIPATION DU GROUPE TOTAL A LA REORGANISATION DE LA CHIMIE

La reprise par le groupe TOTAL, annoncée le 2 janvier, d'une partie des activités du groupe ORKEM, permettra à TOTAL d'effectuer un retour significatif dans le secteur de la chimie, plus particulièrement dans les spécialités. Le chiffre d'affaires de la chimie du Groupe passera de ce fait rapidement d'environ 7 milliards de francs actuellement à près de 20 milliards de francs.

Les modalités financières de cette reprise, dont les grandes lignes sont désormais connues, ne modifieront pas la répartition du capital de TOTAL CFP entre l'Etat et les autres actionnaires et conforteront les ratios financiers du Groupe qui demeurent parmi les plus sains de la profession.

Ainsi, le groupe TOTAL pourra-t-il poursuivre le développement de ses différents secteurs d'activité et procéder le moment venu, en fonction des conditions du marché, à des augmentations de capital.

MINITEL 3614 TAPEZ TOTAL CFP



U'MEDIA

U'MEDIA, association lyonnaise, organise le :
17 JANVIER 1990

les troisièmes rencontres entre des professionnels de la presse et les étudiants en communication de la région Rhône-Alpes sur le thème :

LA PRESSE EN EUROPE

au programme, deux débats

LE DÉFI DES RÉGIONS

Avec 12 responsables de journaux des régions : Rhône-Alpes, Catalogne, Lombardie et Bade-Wurtemberg.

LES STRATÉGIES EUROPÉENNES D'INFORMATION

Avec des responsables de groupes de presse français et étrangers.

Les rencontres se dérouleront à LYON.
Pour tous renseignements, contactez :

U'MEDIA - Club de la presse de Lyon
4, rue de la Charité - 69002 Lyon - Tél. : (16) 78-37-75-45

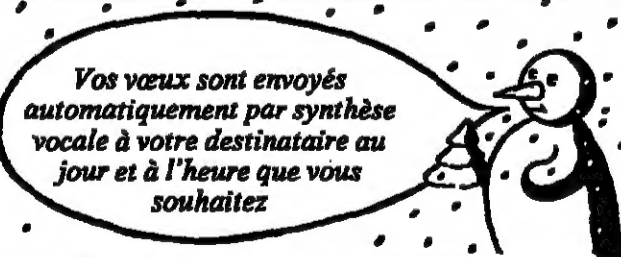
Avec le soutien de



Le Monde

SPECIAL FETES

ABONNEZ UN AMI AU « MONDE »
ET PRESENTEZ-LUI VOS VŒUX
PAR TELEPHONE



PROFITEZ DE NOTRE
OFFRE EXCEPTIONNELLE

3 MOIS : 292 F au lieu de 370 F
prix de vente au numéro

6 MOIS : 576 F au lieu de 740 F
prix de vente au numéro



LE MONDE
sur minitel

36 17 tapez ALLOLM

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

La préparation du congrès de Rennes

Stabilité dans la « synthèse » ou changement de génération au PS ?

Les socialistes se préparent à un débat de congrès qui, pour la première fois depuis onze ans, pourrait opposer plusieurs orientations ou « sensibilités » au sein du parti. La plupart d'entre eux s'accordent, en effet, à tenir pour peu probable que le comité directeur parvienne, les 13 et 14 janvier, à une synthèse entre les différentes contributions.

Les amis de M. Laurent Fabius, qui se réunissent le 7 janvier à Crotte, dans le Val-de-Marne, ont réaffirmé, jeudi 4 janvier, leur volonté de soumettre leurs propres idées au vote des militants. Ceux de M. Michel Rocard et ceux de M. Jean Poperen se réunissent, le même jour, à Paris, tandis que les principaux partisans de M. Lionel Jospin doivent se retrouver, le 6 janvier, pour préparer le texte de la motion qu'ils déposeront si M. Fabius confirme son refus de la synthèse.

La réunion du bureau exécutif du parti, jeudi en fin de matinée, a été consacrée à un rapide tour d'horizon de la situation dans les pays de l'Est, où plusieurs dirigeants socialistes s'étaient rendus au cours des dernières semaines. M. Pierre Guédon, membre du secrétariat national, chargé des relations extérieures, a ouvert la discussion en évoquant, notamment, ses visites en Hongrie et en Tchécoslovaquie, ainsi que celle qu'il avait faite, avec M. Pierre Mauroy, en Pologne.

M. Fabius a parlé de la Roumanie, d'où il revenait, et M. Claude Estier, président du groupe socialiste du Sénat, de l'Allemagne de l'Est. M. Mauroy a précisé son projet d'« ingénierie civile », consistant à jumeler les municipalités dirigées par le PS avec quatre cents villes d'Europe centrale et de l'Est, afin de coopérer avec ces dernières dans le domaine des procédures démocratiques et de la gestion.

Le premier secrétaire a réaffirmé, à cette occasion, sa volonté d'ouvrir un débat sur le désarmement. Il a profité de la circonstance, aussi, pour rappeler les contraintes statutaires de la préparation d'un congrès. Entre la réunion du comité directeur, dite de « synthèse », et le congrès lui-même, a souligné M. Mauroy, aucune autre échéance de concertation n'est prévue. Autrement dit, dès lors qu'un courant décide de soumettre une motion au vote des militants, sa représentation future dans les instances dirigeantes du parti sera fonction des mandats qu'il aura recueillis, quelles que soient les alliances qu'il nouera au congrès.

Le dilemme de M. Mermaz

Ce rappel s'adressait à M. Louis Mermaz, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, et à ses amis mitterrandistes « historiques », qui se déclarent, il y a un mois, décidés à déposer leur propre motion s'il se révélait impossible de réunir M. Fabius et Lionel Jospin sur un même texte. Candidat implicite au poste de premier secrétaire

du parti, à la place de M. Mauroy, M. Mermaz se trouve, en effet, dans une situation délicate. S'il renonce à mesurer son audience auprès des militants, ses amis se répartiront entre partisans de M. Fabius et partisans de M. Mauroy et Jospin, lui-même devant choisir de se ranger derrière l'un ou l'autre de ces chefs de file et renoncer, ainsi, à brigner la direction du parti. S'il décide, au contraire, de participer à la compétition pour son propre compte, il n'est pas sûr — malgré l'appui que pourraient lui apporter certains parlementaires mitterrandistes en rupture avec le courant Socialisme et République de M. Jean-Pierre Chevènement — d'atteindre un score qui lui permette de participer à la synthèse finale ni, moins encore, d'en être le bénéficiaire.

M. Mauroy, qui voit en M. Mermaz son principal rival pour la direction du parti, ne manque pas d'insister sur un autre aspect du problème qui se pose au président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale. Réunissant autour de lui plusieurs témoins de la génération des « conventionnels », compagnons de M. François Mitterrand depuis les années 60, M. Mermaz se présente comme le détenteur de la légitimité mitterrandienne face aux « héritiers » rassemblés autour de M. Jospin et Fabius.

Or, s'il ne parvient qu'à un résultat marginal, non seulement se verra-t-il écarté des instances dirigeantes du parti par les lois de la proportionnelle, mais l'influence du chef de l'Etat lui-

même sur sa propre formation risque de se perdre.

Le premier secrétaire du PS a en l'occasion de s'entretenir de la situation du PS avec M. Mitterrand, notamment lors d'une conversation téléphonique à l'occasion du Nouvel An. Sans que rien ait filtré de ce que les deux hommes se sont dit, certains croient pouvoir avancer que le président de la République s'inquiète des dangers que recèle la division du courant dirigeant du parti — son courant — deux ans à peine après le début du septennat. D'autres, il est vrai, se demandent si M. Mitterrand ne voit pas d'un bon œil la possibilité d'un renouvellement au sein du PS, le changement de génération passant nécessairement par de nouveaux dirigeants, qui traverseraient les frontières des courants anciens.

M. Mauroy, qui a décidé de rencontrer les uns après les autres les principaux signataires des contributions déposées à l'automne dernier, a déjà confirmé à M. Mermaz, Fabius et Jospin, ainsi qu'à son premier ministre, M. Michel Rocard, qu'il proposera au comité directeur, à la fin de la semaine prochaine, un texte de synthèse destiné, s'il était rejeté en tant que tel, à devenir sa propre motion. M. Jospin et ses amis travaillent, eux aussi, sur un projet qui devrait, dans cette hypothèse, se fonder avec celui du premier secrétaire. On aboutira, ainsi, à rejouer le match Mauroy-Fabius du printemps 1988, mais il serait, cette fois, arbitré par les militants.

PATRICK JARREAU

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Jojo

MES chers petits cocos chéris, je vous fais une lettre, là, aujourd'hui, potomouchito (ça veut dire beaucoups en russe) je suis terriblement inquiète. Parait qu'au PC, ça me revient de partout, vous avez décidé d'avoir sa peau, à mon Jojo. Vous allez pas me faire ça, dites ? Nous, les anticomunistes primaires, Marchais, c'est tout ce qui nous restait.

On vient de perdre coup sur coup — merci les Tchèques, les Bulgares et les Allemands de l'Est 1 — des mecs vraiment super, genre Husak, Jivkov ou Honecker. En Pologne, ce con de Walesa a tout foutu par terre. En Roumanie, c'est encore pire. Ils nous ont bousillé Căseanu et sa douce moitié, en escamotant la fin du film : le juteux procès d'un des tyrans les plus inimaginables, les plus défilants, les plus artistes de l'histoire de l'humanité. C'était un vrai régal.

Remarque, là, en ce moment, à Bucarest, ses anciens copains essaient de nous consoler. Ils font des efforts. Ils se cramponnent au pouvoir avec une cupidité et un culot méritoires. Mais, bon, ça va pas durer. Le peuple, cet empêcheur de profiter en rond, est rede-

venu dans la rue pour les obliger à décaniller. Lui, comme emmerdeur, on le retiendra. D'ailleurs, je ne sais plus quel magazine américain a fait l'homme de l'année. Même Lénine y est passé. Lui, c'est le mort de l'année... Bravo, le Point !

Moi, je vois plus vers qui me tourner. Kim Il-sung et l'autre, là, l'orphelin de Hodge, ils habitent trop loin. Chaque fois qu'on veut vous en parler, faut d'abord sortir une carte pour vous montrer où c'est. Pyongyang et Trane. Quant à Castro et à Ortega, si justement portés aux nues par l'intelligencia occidentale, on va pas leur taper dessus maintenant qu'ils ont perdu leurs derniers supporters. Pinochet, terminé, à la trappe ! Vous me direz : il était de droite. Et après ? On n'est pas sectaire. Quant à Noriega, va falloir patienter cent quarante-trois ans avant qu'il sorte de taule.

Non, le seul qui surnage dans son petit boulot, accroché à sa petite bouée, c'est notre Jojo national. Alors, bas les pattes ! Faut le préserver. On va venir le visiter du monde entier. Normal, c'est une de nos plus belles curiosités naturelles.

A partir du 1^{er} mars

Le système de rémunération des pharmaciens est modifié

A partir du 1^{er} mars, les marges appliquées par les pharmaciens d'officine aux médicaments remboursables seront inversement proportionnelles aux prix de ceux-ci. Un arrêté publié au *Journal officiel* du 4 janvier, assorti du barème des coefficients applicables par tranche de prix, met en place ce nouveau mode de rémunération. Selon l'Union nationale des pharmaciens de France (UNPF), ce nouveau système instaure une marge dégressive, de 44 % pour les produits inférieurs à 10 francs jusqu'à 5 % pour les produits supérieurs à 97 francs.

Jusqu'ici les marges appliquées étaient proportionnelles aux prix de gros hors taxe. Cette marge linéaire était jugée inflationniste par le gouvernement parce que dépendant de façon mécanique la dérive des dépenses en volume.

Les Français ont boudé les stations de ski pendant l'hiver 1988-1989

Les Français sont moins partis aux sports d'hiver et moins longtemps au cours de l'hiver 1988-1989. Une étude de l'INSEE, réalisée par M^{me} Violette Filipowski, fait apparaître que 7,9 % des Français sont partis à la neige au cours de la saison, contre 8,8 % l'hiver précédent. Il faut remonter à l'hiver 1980-1981 pour trouver un taux de départs au ski aussi bas.

De même, la durée du séjour n'a jamais été aussi courte depuis les années 70 : chaque hivernant a passé 8,8 jours en montagne, contre 9,1 jours en 1987-1988 et 9,9 jours en 1980-1981.

BASKET-BALL : coupe d'Europe. — Limoges a été battu à Split (103-83), jeudi 4 janvier, en poule finale de la coupe d'Europe des clubs champions. Avec deux victoires et une défaite, les champions de France sont deuxième au classement de cette poule.

Préservez votre dos fragile avec le sommier articulé à lattes de bois TRELLI inclinable tête et pied soutient bien la colonne vertébrale. CAPÉLOU. 37, av. de la République 75011 PARIS. Tél. 43.57.46.35. METRO PARMETIER.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 5 janvier

Baisse

Le mouvement de reprise aura été bref, duré, et n'aura duré qu'une journée, celle de jeudi, durant laquelle l'indice CAC 40, en progression de 1,34 %, a atteint un nouveau sommet. Vendredi, à la suite des reculs de l'ensemble des places internationales et en particulier Tokyo (lire page 27), la Bourse parisienne a perdu 0,60 % en fin de matinée. Parmi les hausses figuraient Saint-Gobain TP, SFIM, Lebon et Canal Plus. En baisse on notait les Fromageries Bel, Alpi et UIF.

M. Charles Millon

Invité du « Grand Jury RTL-Le Monde »

M. Charles Millon, président de la région Rhône-Alpes, président du groupe UDF à l'Assemblée nationale, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand Jury RTL-Le Monde » dimanche 7 janvier de 18 h 30 à 19 h 30.

Le député UDF de l'Ain, maire de Belley, qui figurait parmi les « rénovateurs » de l'opposition, répondra aux questions d'André Faureron et de Daniel Carton du Monde, de Paul-Jacques Truffaut et de Paul Joly de RTL, le débat étant dirigé par Olivier Mazzuoli.

UN MESSAGE FORMIDABLE ET UNE INVITATION DU PRÉSIDENT DE RODIN :

MAINTENANT, JE SOLDE !

Et le programme, pour votre plaisir TENPÊTE SUR LA MODE ET OURAGAN SUR LES PRIX ! POUR VOUS, DES AVANTAGES SPECTACULAIRES :
► Suppression de tous les obstacles sur le chemin de la mode.
► Les prix valent en or et ils baissent follement. ► Les plus illustres créateurs vous soutient en coul. ► Chaque mètre de tissu superbe s'offre à votre choix... DEPUIS 15 LE MÈTRE !

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

L'ESSENTIEL

ETRANGER

La Communauté et les pays de l'Est

L'architecture de la future Europe dépendra de l'aptitude des Douze à se mobiliser 3

La situation en URSS et dans les pays de l'Est

..... 4 et 5

Yamoussoukro, le rêve interrompu

Le village du président Houphouët-Boigny deviendra-t-il la capitale du pays ? 6

POLITIQUE

La contestation au PCF

M. Marcelin Berthelot, maire communiste de Saint-Denis, estime que la direction du PC a « failli » à ses responsabilités 8

SOCIÉTÉ

La marée noire au Maroc

Controverse sur l'état du pétrolier iranien 9

N'Djamena indifférente au « Dakar »

La douzième rallye Paris-Dakar a fait une arrivée discrète dans la capitale du Tchad, qui l'accueillait pour la première fois 9

La revalorisation de la condition militaire

Le ministère de la défense prépare un plan de revalorisation de la condition militaire, qui consacrera environ 900 millions de francs au relèvement des indemnités des cadres et des engagés 10

CULTURE

Pérec et Copi

Le théâtre s'éveille doucement avec, à Mogador, la reprise de *Je me souviens*, de Georges Pérec — et à Aubervilliers, au Théâtre de la Commune, la création des *Escaliers du Sacré-Cœur* de Copi, par Alfredo Arias 11

COMMUNICATION

Grève à l'hebdomadaire « le Sport »

En grève depuis le 4 janvier, les journalistes contestent la gestion de M. Robert Lafont, leur PDG 12

SANS VISA

Retour en Guadeloupe

Trois mois après le passage du cyclone Hugo, soleil d'hiver, vacances et solidarité 13 à 16

ECONOMIE

Accord social chez Renault

Comment s'adapter à l'environnement ? 21

Les remous monétaires de l'Est

Le franc, normalement respecté : la lire, des faiblesses traditionnelles 21

Le « marché commun » de l'Est

La Tchécoslovaquie menace de quitter la Corne, tandis que la Pologne demande des réformes profondes 23

AFFAIRES

M. Emmanuel de Mergier, nouveau président de Christie's Europe • Le port de Djibouti cherche de nouveaux horizons 25

Services

Abonnements 19
Annonces classées 24
Carnet 18
Spectacles 17
Loto 19
Météorologie 19
Marchés financiers 26-27
Jeux 18
Radio-Télévision 20

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 5 janvier a été tiré à 550 893 exemplaires

RDA

M. Honecker déménage

L'assignation à résidence surveillée de M. Erich Honecker, l'ancien dirigeant est-allemand, a été levée jeudi 4 janvier par la justice est-allemande, qui a fait savoir qu'elle n'était plus justifiée. M. Honecker, dont l'état de santé serait très précaire, doit quitter dans les prochaines semaines sa ville de l'ancien quartier réservé de Wendisch, transférée en centre de convalescence pour handicapés. Un logement lui a été trouvé, mais on ignore où. L'Eglise évangélique a été contactée par le gouvernement pour examiner la possibilité de le prendre en charge dans un de ses centres. L'ancien numéro un est-allemand, poursuivi pour abus de pouvoirs et corruption, est toujours sous la menace d'un emprisonnement. Une commission médicale indépendante doit juger si son état de santé le permet ou non.

VIENTNAM

Premier départ pour les Etats-Unis d'anciens prisonniers du Sud

Un premier groupe d'anciens prisonniers sud-vietnamiens et leurs familles ont quitté Ho-Chi-Minh-Ville (ex-Saigon), vendredi 5 janvier, pour Bangkok, d'où ils gagneront ensuite les Etats-Unis pour s'y installer définitivement. Ce groupe de 78 personnes doit être suivi, vendredi après-midi, par un deuxième groupe, de 72 personnes. Il s'agit des premiers départs légaux d'anciens hauts fonctionnaires ou officiers sud-vietnamiens emprisonnés après la chute de Saigon en 1975.

Ces départs sont organisés dans le cadre de l'accord signé en juillet dernier à Hanoï entre les Etats-Unis et le Vietnam autorisant l'émigration des anciens détenus des « camps de rééducation » qui voudraient s'installer aux Etats-Unis avec leur famille. Selon les chiffres vietnamiens, entre 400 000 et 450 000 personnes sont concernées par l'accord.

soldes chez renoma soldes chez renoma soldes chez renoma

129 bis, rue de la Pompe